LES ÉTATS GÉNÉRAUX DE LA CULTURE AU MAROC

3ème édition

Les politiques CULTURELLES en Régions



Racines remercie ses partenaires qui ont contribué à la réalisation de cette publication





Ambassade de Norvège

Textes : El Mehdi Azdem
Dounia Benslimane
Aadel Essaadani
Rajaa Essaghyry
Philine Kemmer
Mohamed Sammouni
Relecture : Quitterie Berchon
Traduction : Houda Boutaib
Cabinet de Traduction Boutaib
Conception : Rajae Hammadi
Impression : Maroc Impression

A propos de Racines

Racines est une association marocaine à but non-lucratif oeuvrant pour l'intégration de la culture dans les politiques publiques de développement humain, social et économique. Racines est née de la volonté d'acteurs culturels marocains, convaincus que la problématique de la culture est commune aux pays africains et arabes : faiblesse d'implication de l'État en terme de politiques culturelles, non reconnaissance de la culture comme un droit humain, faibles industries créatives, non protection des droits des artistes, insuffisance de l'offre de formation aux métiers de la culture, etc. Les projets développés par Racines s'articulent autour de différents thèmes et engagements : politiques culturelles (recherche, plaidoyer, mapping), arts et culture pour le développement social, entreprenariat, formation et renforcement des capacités des acteurs, liberté d'expression artistique, droits et statut de l'artiste.

Contact

info@racines.ma
+212 522 47 63 35
www.racines.ma | www.artmap.ma
www.pratiquesculturelles.ma | www.marsad-observatory.org

Octobre, 2018

SOMMAIRE

REMERCIEMENTS

Racines tient à remercier l'ensemble des structures et des personnes qui ont contribué de près ou de loin à la préparation de cette troisième édition des États Généraux de la Culture au Maroc, en particulier ses partenaires en régions :

Association Achbal Maroc Culturelle et Artistique (Oujda)
Association Tiznit des Cultures Urbaines (Tiznit)
Association One Dream (Safi)
Association Orchid (Beni Mellal)
Association Tamaynut (Guelmim / Tinghir)
Association Tazghart (Azrou)
Association Wennibik (Laâyoune)
Atelier Kissaria (Tanger)

Un grand merci également aux intervenant.e.s qui ont apporté leurs contributions aux débats, et aux espaces culturels qui nous ont accueilli dans les différentes villes :

Bibliothèque régionale de Safi
Centre Culturel Africain (Rabat)
Centre Culturel d'Azrou
Complexe culturel des grands arbres (Beni Mellal)
Complexe socio-culturel El Merz (Tiznit)
Direction régionale de la culture et de la communication (Casablanca)
Espace Tabadoul (Tanger)
Fondation Moulay Slimane (Oujda)
Maison de la culture Oum Saâd (Laâyoune)

1

INTRODUCTION

Aadel Essaadani

Cette troisième édition des « Etats Généraux de la Culture au Maroc » se veut être une étape dans l'élaboration de politiques culturelles locales et régionales, plus proches des publics, prenant en compte les spécificités des territoires et la diversité culturelle de notre pays. Une proximité nécessaire pour une véritable appropriation de l'action culturelle en tant qu'outil indispensable pour les développements humain, social et économique.

Racines continue de proposer la Culture en tant que partie de la solution pour un développement juste, équitable et intelligent.
Il est toujours question d'évaluation des politiques publiques de la culture, de collecte des critiques et propositions des amateurs et des professionnels, et de la parole des usagers et de la population.

Le constat demeure toujours le même, hélas, après les premiers « Etats Généraux de la Culture au Maroc » (2014). Celui d'une politique culturelle centralisée ne prenant en compte ni les publics ni les objectifs d'accompagnement des citoyens et de la société à travers des politiques culturelles aidant à la structuration de l'individu, du débat et de l'espace public. L'objectif institutionnel, non clairement affiché, demeure presque exclusivement celui de la communication, de l'image et de la diplomatie culturelle.

Les thématiques des « Etats Généraux de la Culture » ont évolué en fonction des besoins et des publics. Nous avons commencé par un inventaire cartographié de l'existant (www.artmap.ma), des études sectorielles de 18 disciplines artistiques, des études transversales sur la gouvernance de la culture, ses financements, les formations… La seconde édition (Fabrique Culturelle des anciens abattoirs de Casablanca, 2016) a été consacrée aux publics, à travers « l'Enquête sur les pratiques culturelles des marocains » réalisée par Racines durant l'année 2016. Cette troisième édition se propose de consacrer sa thématique au contexte de la nouvelle loi sur la « Régionalisation avancée » afin de contribuer à la rendre plus efficace et proche des attentes de la population. Il y sera question de l'analyse des intentions des Régions et des collectivités territoriales en terme d'actions culturelles locales, à travers l'analyse des plans de développement régionaux (PDR) des 12 régions marocaines et de la restitution de la tournée des « Etats régionaux de la culture » que Racines a organisé pendant l'année 2018 dans le cadre de la sixième saison des « Mercredis de Racines ».

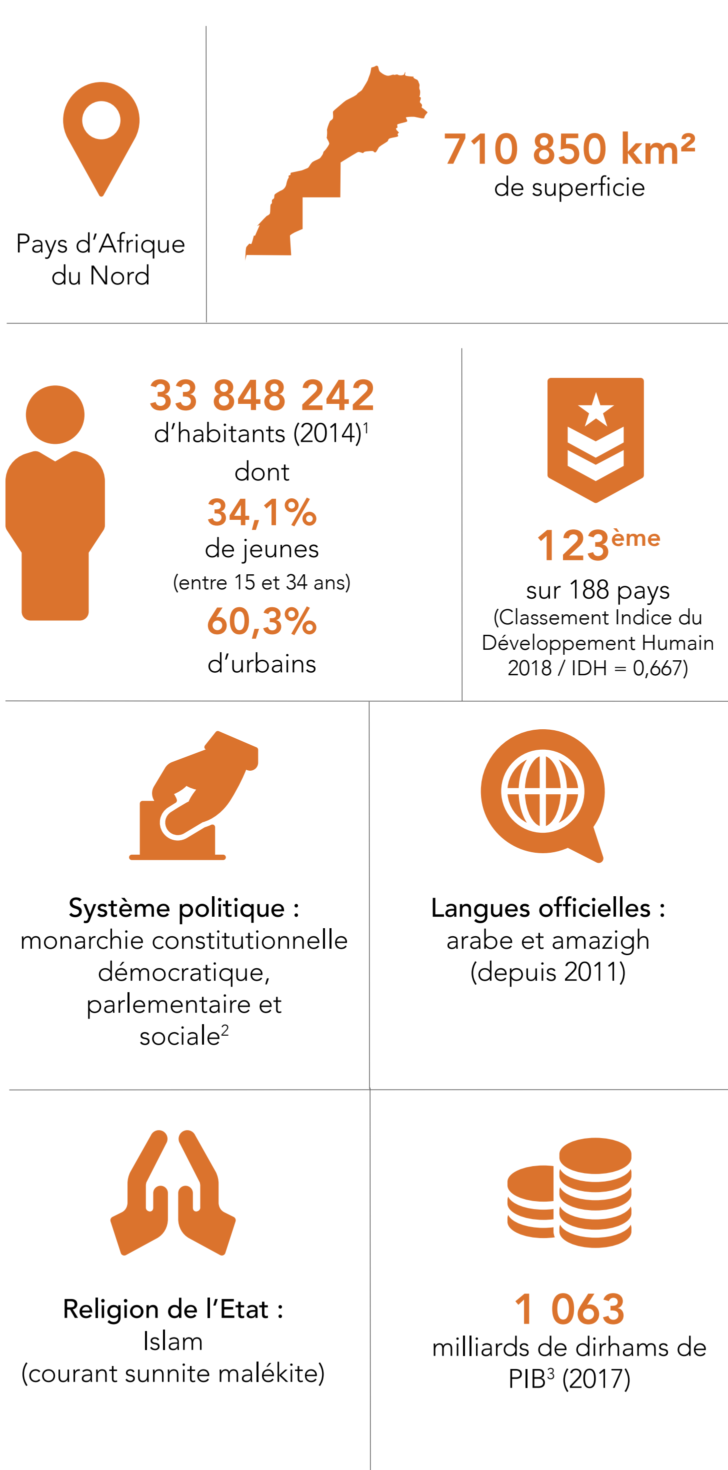
En plus de continuer le travail d'évaluation de ce qui se fait, à travers l'analyse du cadre juridique de la culture au Maroc et de la restitution de la parole des gens (population, usagers, amateurs et professionnels), il est toujours question de proposer des pistes de travail, des comparaisons internationales et des recommandations pour des politiques mettant la culture au cœur des politiques publiques du développement de notre pays. Comblant ainsi l'absence flagrante de concertation de la part des institutions publiques, et imposant la place de la culture en tant que solution pour un développement structuré, pérenne et approprié par les marocains.

Les « Etats Généraux de la Culture au Maroc » restent un rare exemple émanant de la société civile, d'organisation de l'évaluation et de propositions aux décideurs publics et privés pour des politiques publiques de la culture efficaces, justes et utiles. Racines est sollicitée par des organisations africaines et de la région MENA pour les accompagner dans le même cheminement et avec la même méthodologie. Mêmes besoins d'états des lieux, d'outils d'aide à la décision et à l'élaboration de politiques culturelles utiles pour le développement de notre continent et notre région. ■

APERÇU DU SECTEUR CULTUREL AU MAROC

Dounia Benslimane & Philine Kemmer

I. LE MAROC EN CHIFFRES



II. CONTEXTE POLITIQUE ET CULTUREL CONTEMPORAIN

Après l'indépendance, la gestion des affaires culturelles au Maroc a été confiée à divers départements gouvernementaux (éducation, enseignement supérieur, jeunesse et sports, Habous et affaires islamiques, beaux-arts, tourisme, et information), avant de relever d'un ministère dédié en 1974[4], pour finalement être associée à la communication en 2017.

Alors même que le patrimoine culturel marocain est riche et varié, la vision culturelle sous le protectorat français puis après l'indépendance a été celle d'une « folklorisation » de la culture, essentiellement dans un but de communication politique. Toute création contemporaine, en particulier subversive, a été découragée, voire censurée, notamment durant les années de plomb où l'on a assisté à l'éclosion d'une création artistique revendicative, en opposition avec le régime et souvent en exil.

Avec l'alternance politique des années 1990, un mouvement culturel contemporain et alternatif, « La Nayda », a vu le jour, révélant des talents émergents en musiques actuelles, théâtre, danse, arts visuels, arts urbains et accompagnant l'apparition d'une presse indépendante, relativement libre et diversifiée. Après une dizaine d'années d'euphorie, « La Nayda » et la presse ont connu une restriction de leurs libertés, et le retour à un climat de recul des libertés.

Depuis 2011, le secteur culturel connaît un regain de bouillonnement : nouveaux acteurs culturels et artistiques, ouverture de nouveaux lieux et espaces, performances plus fréquentes dans l'espace public, usage d'Internet et des réseaux sociaux dans la création artistique et pour la communication culturelle, création d'un fond de mobilité pour les opérateurs culturels marocains, organisation d'un marché de la musique d'Afrique et du Moyen-Orient, lancement d'incubateurs d'entreprenariat social et culturel, dynamisme régional, etc. Et ce, malgré l'environnement peu propice à l'émergence d'une réelle scène artistique, et l'insuffisance chronique d'un « service public culturel » promeuvant l'éducation artistique et la médiation culturelle, la formation des professionnels (artistes, techniciens, administrateurs et autres métiers de la culture), la bonne gouvernance et la gestion efficace des équipements culturels, la transversalité et la coordination entre acteurs (central versus territorial, ministère de la culture versus autres ministères), la liberté de création et la facilitation de l'accès à l'espace public pour les artistes.

Depuis l'avènement de la Constitution en juillet 2011, le Maroc a connu deux gouvernements successifs, tous deux dirigés par le Parti Justice et Développement (PJD) islamiste dit modéré, conduits par M. Abdelilah Benkirane (2012-2016) puis M. Saadeddine El Othmani (depuis avril 2017). Le PJD a dû recourir à une coalition dans les deux cas, en s'alliant avec des mouvances partisanes diverses, à savoir le Parti du Progrès et du Socialisme (PPS), le Rassemblement National des Indépendants (RNI), le Mouvement Populaire (MP), l'Union Constitutionnelle (UC) et l'Union Socialiste des Forces Populaires (USFP).

L'action et le développement culturels font partie des compétences constitutionnelles de l'Etat, et plus récemment de celles des collectivités territoriales[5].

Le portefeuille de la culture a été confié à M. Mohamed Amine Sbihi (PPS) de novembre 2011 à avril 2017. Son mandat a été marqué par une politique culturelle en 5 axes dite « Stratégie culturelle Maroc 2020 » :

1. proximité territoriale et sociale,
2. soutien aux créateurs et à la création,
3. entretien, protection et valorisation du patrimoine culturel,
4. diplomatie culturelle et coopération internationale,
5. bonne gouvernance dans la gestion des affaires culturelles.

Le bilan dressé par le ministre Mohamed Amine Sbihi reconnaît d'emblée des déficits et contraintes auxquels a fait face le ministère, notamment des « *outils d'intervention et de gestion désuets, des infrastructures culturelles insuffisantes, une insuffisance du budget, un manque de ressources humaines et une faiblesse de coordination des intervenants dans le secteur culturel* »[6]. Il présente cependant des aspects positifs en lien avec les 5 axes de sa politique culturelle : le développement des équipements et de l'offre culturels, les programmes d'aide à la création et de soutien aux associations et aux événements culturels (budget de 65 millions de dirhams en 2016), la proposition de loi pour une vision « Patrimoine 2020 » plus innovante, une évolution de 20% du budget de la culture entre 2012 et 2016, l'adoption d'une nouvelle loi sur le statut de l'artiste, la publication d'une revue de statistiques culturelles et quelques inventaires (salles de théâtre, bibliothèques…).

Après les élections législatives d'octobre 2016, M. Mohamed Laaraj, docteur en droit et membre du parti du Mouvement Populaire (MP), lui a succédé. Après la passation de consignes entre les deux ministres Sbihi et Laaraj en avril 2017, on assiste à une période de blocage administratif. Elle est *a priori* basée sur le rapport de la Cour des Comptes (2013-2015), qui a relevé des défaillances dans la gestion du ministère, notamment au niveau des subventions attribuées. Ce blocage a entraîné la suspension des programmes de soutien à la création et le non-paiement des subventions déjà engagées par le cabinet précédent. A ce jour, après plus d'une année de mandat, aucune politique culturelle n'a été définie par le ministère.

EVOLUTION DU BUDGET DE LA CULTURE ENTRE 2012 ET 2016 (EN MILLIONS DE DIRHAMS)[7]

	2012	2013	2014	2015	2016	Taux d'évolution 2012 - 2016
Equipement et dépenses diverses	139,4	151,9	152	182	182	+30,56%
Dépenses de personnel	199,5	202,3	209,4	215,6	209,2	+4,83%
Investissement	235	216,7	180	230	300	+27,66%
Fonds national d'action culturelle	20	20	20	20	20	0
TOTAL	**539,9**	**591**	**561,4**	**647,6**	**711,2**	**+19,74%**

Le gouvernement marocain attribue toujours à la culture une part du budget inférieure au 1% recommandé par l'UNESCO, soit 0,23% du budget total de l'État en 2012 (investissement et fonctionnement) et 0,22% en 2016. En 2017, avec l'adjonction de la communication, le budget du ministère représente à peine 0,95% du budget[8].
En 2018, il s'élève à 736 868 000 dirhams, contre 732 098 000 dirhams lors de l'exercice précédent soit une hausse de 1,90% par rapport à l'exercice précédent[9]. Pour ce qui est du secteur de la communication, son budget s'élèvera, au titre de la même année, à 1 689 433 000 dirhams.

En 2018, le montant des subventions a atteint un total de 24,22 millions de dirhams réparti comme suit[10] :
- Pour les associations et les événements culturels et artistiques (206 projets) : 7,9 millions de dirhams
- Pour le secteur du livre et de l'édition (552 projets) : 9 millions de dirhams
- Pour le théâtre (45 projets) : 3,2 millions de dirhams
- Pour les arts visuels et plastiques (39 projets) : 1,9 million de dirhams
- Pour la musique et les arts chorégraphiques (23 projets) : 2,2 millions de dirhams

III. GOUVERNANCE ET FINANCEMENT



(statut d'établissement public avec une autonomie financière)

DÉPARTEMENT DE LA CULTURE[11]

- **Institutions culturelles nationales :** Bibliothèque nationale du Royaume du Maroc à Rabat (budget annuel : 50 millions de dirhams), Théâtre Mohammed V de Rabat (budget annuel : 15,6 millions de dirhams), Les Archives du Maroc (budget annuel : 12 millions de dirhams)
- **Instituts de formation :** Institut National des Beaux-Arts de Tétouan (budget annuel : 1,5 million de dirhams), Institut National des Sciences de l'archéologie et du patrimoine de Rabat (budget annuel : 2 millions de dirhams) et Institut Supérieur d'art Dramatique et d'animation Culturelle (budget annuel : 2,2 millions de dirhams)
- **Manifestations culturelles**, telles les 22 festivals « Arts et patrimoines »[14]

DÉPARTEMENT DE LA COMMUNICATION

- Le Bureau Marocain de droits d'auteurs à Rabat (BMDA)
- Le Centre Cinématographique Marocain (CCM)
- L'Agence Maghreb Arabe Presse (MAP)
- La Société Nationale de radiodiffusion et de Télévision (SNRT)
- Société d'Etudes et de Réalisations Audiovisuelles (SOREAD 2M)
- Instituts de formation : Institut Supérieur de l'Information et la Communication (ISIC), Institut Supérieur des Métiers de l'Audiovisuel (ISMAC)

Mission du Ministère :
Elaborer et mettre en œuvre la politique du gouvernement dans le domaine du patrimoine et du développement culturel et artistique[12].

Mission du secrétariat général :
Assurer, sur instruction du ministre, toutes tâches d'étude et de prévision, suppléer le ministre dans les rapports avec les administrations publiques et les autres partenaires de l'administration, le représenter dans toutes réunions se rapportant aux activités du ministère, assister le ministre dans l'exercice de la tutelle du département sur les organismes placés sous sa tutelle.
Le secrétaire général assure, dans le cadre des missions dévolues au département, le contrôle, la coordination et l'animation des activités des directions, divisions et services du ministère[13].

Mission de l'inspection générale :
Informer le ministre sur le fonctionnement des services centraux et déconcentrés, instruire toute requête qui lui est adressée et procéder, sur ses instructions, à des inspections, enquêtes et études.

Quatre directions dédiées :
Patrimoine culturel (matériel et immatériel);
Arts (musique, théâtre, arts chorégraphiques, arts plastiques et arts populaires, festivals);
Livre, bibliothèques et archives;
Affaires administratives et financières.

SERVICES DÉCONCENTRÉS[15]

REGION TANGER-TETOUAN-AL HOCEIMA	Direction provinciale de Tétouan
	Direction provinciale d'Al Hoceima
REGION DE L'ORIENTAL	Direction provinciale de Figuig
REGION FÈS-MEKNÈS	Direction provinciale de Meknès
	Direction provinciale de Taza
REGION BENI MELLAL-KHENIFRA	Direction provinciale de Khouribga
REGION DRAA-TAFILALET	Direction provinciale d'Ouarzazate
REGION SOUSS-MASSA	Direction provinciale de Tiznit
	Direction provinciale de Taroudant
REGION RABAT-SALÉ KÉNITRA	Direction provinciale de Kénitra
REGION MARRAKECH-SAFI	Direction provinciale de Safi
	Direction provinciale d'Essaouira
REGION CASABLANCA-SETTAT	Direction provinciale de Settat
	Direction provinciale d'El Jadida
REGION GUELMIM-OUED NOUN	
REGION DAKHLA-OUED EDDAHAB	
REGION LAAYOUNE-SAKIA EL HAMRA	Direction provinciale de Smara



AUTRES MINISTÈRES

De par sa transversalité, la question culturelle relève de nombreux autres départements gouvernementaux au niveau central, malgré l'absence de coordination entre eux; notamment le ministère de l'Education nationale, des Habous et des Affaires islamiques, de la Jeunesse et des Sports, du Tourisme, de l'Artisanat et des Affaires sociales, des Affaires Etrangères et de la Coopération etc.



LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES[16]

Depuis 2016, le Maroc dispose de nouvelles lois sur les collectivités territoriales qui définissent les compétences des conseils communaux, régionaux et préfectoraux/provinciaux, en matière de culture notamment[17]. Ces compétences peuvent être propres à ces conseils, transférées par ou partagées avec l'Etat. Les modalités de collaboration et de coordination des collectivités territoriales entre elles mais également avec l'Etat sont peu précises.



COOPÉRATION INTERNATIONALE

Des acteurs non-marocains tels les ambassades, les instituts culturel étrangers, les fondations, l'Union Européenne et l'UNESCO apportent également un soutien financier et/ou une assistance technique à la culture.



SPONSORING/MÉCÉNAT

Malgré l'absence de loi sur le mécénat culturel, de nombreux sponsors permettent la réalisation de manifestations culturelles et artistiques au Maroc comme les grands groupes et entreprises marocains (opérateurs téléphoniques, banques, groupes industriels, promoteurs immobiliers, holding…) et les fondations caritatives de certaines entreprises qui se sont spécialisées dans une discipline artistique.
Il n'existe pas de chiffres précis sur le montant total des financements octroyés.



INSTITUTIONS CULTURELLES ET AUTRES

- **Fondation Nationale des Musées (FNM)[18] :** Institution à but non lucratif investie de la personnalité morale et de l'autonomie financière, créée en 2011. Mission : Pour le compte de l'Etat, gestion des 13 musées nationaux dont elle a la tutelle. But : valoriser le patrimoine muséographique national, en renforçant la gouvernance muséale du pays.
- **Le Conseil Consultatif des Marocains à l'étranger (CCME) :** Institution constitutionnelle consultative et de prospective créée en 2007. Une de ses missions est « *d'amplifier l'action culturelle au sein de l'émigration* », à travers le soutien de nombreuses activités culturelles et d'artistes de la diaspora, au Maroc et à l'étranger.
- **Le Conseil National des Droits de l'Homme (CNDH) :** Institution nationale chargée de la promotion et de la protection des droits de l'Homme au Maroc. Créé en mars 2011, le CNDH intervient dans le secteur culturel, en soutenant des initiatives, notamment celles ayant une dimension « droits humains » (droits culturels, patrimoine, archives…)
- **L'Initiative Nationale pour le Développement Humain (INDH) :** Lancée en 2005 par le roi Mohamed VI, l'INDH est un programme étatique qui vise à lutter contre la pauvreté, l'exclusion sociale et la précarité, en milieu rural et urbain, pouvant inclure le soutien d'actions d'animation sociale, culturelle et sportive. Le budget global du programme s'élevait à 17 milliards de dirhams pour la période 2011-2015 contre 10 milliards de dirhams pour la période 2006-2010. L'investissement réservé au secteur d'activité « culture et culte » s'est élevé à 426 128 243 dirhams[19].



CONTRIBUTION ROYALE

Le souverain apporte son soutien financier personnel et direct à certaines manifestations artistiques. La fondation Mohamed V pour la solidarité (créée en 1999 et présidée par le roi), contribue au financement de certains projets socio-éducatifs et culturels, notamment la construction d'infrastructures, dont certaines sont dotées d'espaces culturels et artistiques.

RÔLE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

La société civile marocaine a toujours joué un rôle prédominant dans l'action culturelle et la promotion de la création artistique et littéraire, pour différentes raisons. Après l'indépendance du Maroc, de nombreux artistes, collectifs et associations ont contribué au débat politique des années 1960 et ont mis en place des mouvements culturels se voulant progressistes, subversifs et opposants. Lors des années 1990, avec l'alternance politique, l'arrivée de la gauche au pouvoir et le commencement de l'ère de la transition démocratique, le mouvement de la Nayda a produit une nouvelle génération d'artistes qui ont brillé par leur musique, leur théâtre, leur danse, leurs créations plastiques et littéraires…en parallèle d'une libéralisation de la parole médiatique et publique. Le recul de la liberté d'expression et de la Nayda, a abouti à la naissance du mouvement du 20 février 2011, pendant marocain des « Printemps Arabes » qui a permis l'apparition de nombreuses initiatives, portées par des jeunes avec une volonté de s'approprier l'espace public et d'utiliser le numérique et Internet. L'action de la société civile et des mouvements sociaux et culturels indépendants et alternatifs est limitée, parfois instrumentalisée et politiquement fragile. Elle reste néanmoins indispensable au processus de plaidoyer pour des politiques publiques de la culture efficientes et répondant aux besoins et attentes des publics et des professionnels, ainsi que leur évaluation.

IV. LÉGISLATION



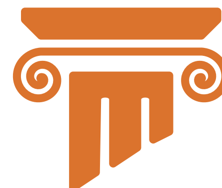
CONSTITUTION

• Diversité culturelle et linguistique (préambule, article 5)
• Libertés de pensée, d'opinion, de création et d'expression (article 25)

CONVENTIONS INTERNATIONALES

• Convention UNESCO 2005 sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles (ratifiée en juin 2013)
• Convention UNESCO 2003 pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel (ratifiée en juillet 2006)

STATUT DE L'ARTISTE[20]



• Y sont définis les catégories d'artistes, les métiers artistiques et les conditions d'exercice de ces métiers; ainsi que la Mutuelle Nationale des Artistes (M.N.A), les modalités et critères d'octroi de la carte d'artiste et de la carte professionnelle des technicien.n.es et administrateurs.rices



DROITS D'AUTEURS[21]

• Créé par décret le 8 mars 1965, le Bureau Marocain des Droits d'auteur (BMDA) assure la gestion collective des droits d'auteur et des droits voisins, parmi de nombreuses autres missions.
Le BMDA comptait fin 2015[22] : 1 826 bénéficiaires, dont 1 304 pour la musique, 287 pour le théâtre et 235 pour la littérature; un total de 33 461 oeuvres, avec environ 5 millions de dirhams redistribués aux artistes.

PATRIMOINE



3 projets de lois relatifs au patrimoine ont été déposés au Secrétariat Général du Gouvernement (3 juin 2013):
1. Loi-cadre formant Charte nationale pour la préservation et la valorisation du patrimoine,
2. Projet de refonte de la loi 22.80 (25 décembre 1980) relatif à la protection, à la conservation et à la mise en valeur du patrimoine culturel,
3. Loi relative aux trésors humains vivants



AUTRES DISPOSITIONS LÉGALES

• Il n'existe pas de statut juridique spécifique pour les acteurs/entreprises culturelles (association ou coopérative, société à responsabilité limitée - SARL ou anonyme - SA), auxquels s'applique la fiscalité prévue pour les autres entreprises, y compris pour les charges sociales.
• Le statut d'auto-entrepreneur est accessible à toute personne physique exerçant à titre individuel une activité industrielle, commerciale ou artisanale, ou prestataires de services, dont le chiffre d'affaires annuel encaissé ne dépasse pas respectivement 500 000 et 200 000 dirhams [23].
• Sont exonérés de TVA les auto-entrepreneurs, les coopératives et les prestations non commerciales fournies par les associations reconnues d'utilité publique; avec l'application d'un taux réduit de 10 % aux oeuvres et objets d'arts depuis 2015[24].
• Concernant le mécénat, il n'existe pas de loi qui encourage en particulier les donations pour les arts et la culture sauf quand il s'agit d'associations reconnues d'utilité publique qui oeuvrent dans un but charitable, scientifique, culturel, littéraire, éducatif, sportif, d'enseignement ou de santé[25].

V. CHAÎNE DE VALEURS

INFRASTRUCTURES / INVENTAIRE ARTMAP.MA[26]

~ 50%

des structures (associations, syndicats, structures publiques et privées…) et des lieux de création, formation et diffusion, sur artmap.ma toutes disciplines confondues, se situent dans l'axe Tanger-Rabat-Salé-Kenitra-Casablanca-Marrakech

+4100

entrées sur artmap.ma dont

31,6% secteur du livre, de l'édition et de la lecture publique	**14,2%** musique	**12,7%** cinéma	**12,4%** arts plastiques
	<1% danse, cirque et arts de rue	**9%** théâtre	

116 836

associations au Maroc (2014) dont[27]

6,94% dédiées à l'art et à la culture	**18,54%** dédiées aux sports et aux loisirs	**0,15%** reconnues d'utilité publique

421

lieux de cinéma sur artmap

389 lieux de création	**152** lieux de diffusion	**16** lieux de formation	**16** autres

118

galeries dédiées aux arts plastiques

23 sont gérées par le ministère de la culture	**95** galeries et salles d'exposition créées grâce à des initiatives privées[28]

=

Répartition inégale des genres

6% de femmes dans le domaine du cinéma	**40%** de femmes dans le domaine des arts plastiques[28]

Selon les données fournies par la cartographie culturelle www.artmap.ma, les lieux culturels sont largement dédiés à la diffusion et/ou la création, alors que les structures de formation sont moins nombreuses. D'autre part, la faiblesse budgétaire, technique et en ressources humaines des infrastructures et des équipements culturels publics disponibles – en particulier ceux qui dépendent des collectivités territoriales – est structurelle. Beaucoup ne sont pas opérationnels ou n'ont pas de programmation régulière. Le peu de structures publiques qui fonctionnent bien et contribuent à l'action culturelle au niveau de leur territoire (ex. la Maison de la Culture de la ville d'El Hajeb, l'association Souss-Massa pour le Développement), représentent des exceptions dues soit au dynamisme d'une seule personne, soit à une réelle volonté politique des élus, avec des ressources humaines et financières qui restent limitées. Elles ne compensent pas l'absence d'un projet culturel structurant pour le secteur.
Les nombreuses initiatives indépendantes ou privées permettent l'éclosion d'événements artistiques et culturels (animation de centres culturels, mise en place d'incubateurs, organisation de festivals, de formations, de manifestations artistiques physiques ou numériques, etc.). Elles sont souvent limitées géographiquement aux grands centres urbains et font face au défi de la pérennité et de la régularité. Leur existence permet cependant de maintenir une certaine dynamique culturelle et artistique, qui peine parfois à garder le cap.

ÉDUCATION ARTISTIQUE À L'ÉCOLE

La faillite du système éducatif marocain est générale et les différentes réformes proposées depuis les années 1960 ont échoué les unes après les autres. Que les nombreux bilans, analyses et rapports soient nationaux (Conseil Supérieur de l'Enseignement, Ministère de l'Education Nationale) ou internationaux (UNESCO, TIMSS, PIRLS, IDH, Banque Mondiale, etc.), ils pointent des défaillances sérieuses quant à la performance du système.

L'éducation artistique à l'école n'est pas en reste. Outre le peu d'heures dédiées à la pratique artistique scolaire dans les cursus pédagogiques, celle-ci se limite aux niveaux du primaire et du collège, et souffre d'un manque de ressources humaines (enseignants, inspecteurs). L'accès difficile à la pratique artistique en amateur en particulier, et aux pratiques culturelles en général, contribue à creuser le fossé entre arts et publics, depuis le plus jeune âge. Ainsi, la fréquentation des musées, théâtres, cinémas, galeries, expositions, bibliothèques/médiathèques par les enfants et les jeunes est faible, parfois inexistante. Arrivés à l'âge adulte, et en raison du peu d'éducation populaire, le phénomène s'aggrave. Seules les actions artistiques et culturelles gratuites, ou celles menées dans l'espace public, permettent aujourd'hui de démocratiser l'accès à la culture. Il faut souligner par ailleurs que cette faillite concerne essentiellement le système d'enseignement public et les franges les plus démunies de la population. Les enfants issus de catégories sociales aisées peuvent se permettre les services d'une école privée ou des cours d'arts (musique, théâtre, danse, arts plastiques, etc.), contribuant ainsi à élargir le fossé entre citoyens, à renforcer les iniquités et à rendre plus difficile l'ascension sociale de celles et ceux qui n'ont « que » le service public.

32,3%
d'analphabétisme (2014)[29] dont :

22,1%
hommes

41,9%
femmes

47,7%
dans le milieu rural

22,2%
dans le milieu urbain

22%
seulement d'élèves inscrits dans l'enseignement secondaire ont bénéficié d'une séance d'une heure par semaine de dessin ou de musique[30]
(année scolaire 2015-2016)

2,9%
Taux d'abandon scolaire en 2015, contre 3,2% en 2014[30]

12,2%
de décrochage scolaire des filles au niveau primaire dans le milieu rural (2014-2015)[30]

533 292
d'élèves inscrits en première et deuxième année de qualification

0,17%
option arts plastiques en 2014[31]

2
formations de professeurs d'éducation musicale sont disponibles[32] :

La licence professionnelle d'éducation musicale à Rabat (depuis 2018)

Le Centre Pédagogique Régional Rabat (CPR créé en 1977)

FORMATION ARTISTIQUE (EN AMATEUR.E)

Il existe quelques écoles privées payantes de :


Musique


Danse


Théâtre


Arts plastiques



Des associations proposent également des formations artistiques (danse, musique, théâtre, cirque), parfois payantes mais restant accessibles aux amateurs, notamment dans des quartiers défavorisés. Or, les initiatives associatives ne touchent qu'une infime partie de la population.

28

conservatoires de musique



17	**11**
relevant du ministère de la culture	créés dans le cadre de partenariats avec les collectivités territoriales

FORMATION ARTISTIQUE (PROFESSIONNELLE)

Les institutions publiques proposent une formation artistique professionnelle en :

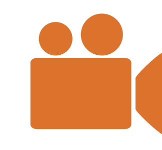

Théâtre


Cinéma


Architecture


Artisanat


Archéologie


Audiovisuel


Beaux-arts


Musique classique

Les associations artistiques ainsi que certains instituts culturels étrangers, proposent des formations ponctuelles, destinées aux praticien.ne.s, sous formes de workshops, de master-classes ou de séminaires.

Shems'y est la seule école nationale de cirque. Quant à la danse, la musique contemporaine ou la photo, elles ne sont enseignées par aucune institution publique.

Il existe des écoles privées de formation artistique professionnelle en audiovisuel et cinéma, design et graphisme, publicité, stylisme, mode et architecture – mais leur nombre reste très limité et elles sont seulement accessibles à des classes socio-économiquement favorisées.

1945

L'Institut National des Beaux-Arts de Tétouan
(INBA)

1981

L'Ecole Nationale d'Architecture de Rabat
relève du ministère de l'habitat, Trois filiales : Fès et Tétouan (2009), Marrakech (2012)

1985

- **L'Institut Supérieur d'Art Dramatique et d'Animation Culturelle de Rabat** (ISADAC)
- **L'Institut National des Sciences de l'Archéologie et du Patrimoine de Rabat** (INSAP)

2006

L'institut Spécialisé Métiers du Cinéma à Ouarzazate
issu d'un partenariat entre la Fondation Mohammed V pour la Solidarité et l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail (OFPPT) en 2006

2009

CasaModa Academy
(premier établissement supérieur public de création de mode du Maroc, créé en 2009, partenariat public/privé entre l'Association Marocaine des Industries Textile et de l'Habillement (AMITH) et différents ministères (Emploi et de Formation Professionnelle, Industrie, Commerce et Nouvelles Technologies, Education Nationale, Enseignement Supérieur) avec le soutien de l'Agence Française de Développement.

2011

L'Institut National supérieur de Musique et des Arts Chorégraphiques
(toujours en chantier)

2012

L'Institut Supérieur des Métiers de l'Audiovisuel et du Cinéma
(ISMAC)

FORMATION AUX AUTRES MÉTIERS DE LA CULTURE

La formation en management culturel a fait son apparition au Maroc depuis une dizaine d'années. Il existe très peu de formations en administration, ingénierie ou médiation culturelle. Des masters sont proposés par les universités de Casablanca, Rabat, Marrakech et Agadir. Sinon, il existe une filière des métiers du livre (Faculté des Lettres et Sciences Humaines de Casablanca) et un Master en Muséologie (Rabat). Quelques écoles privées proposent des cursus en management ou communication culturels et les associations culturelles, ainsi que les instituts culturels étrangers organisent des sessions de formations alternatives en administration de projets culturels.

Il existe d'autres formations aux métiers techniques de l'audiovisuel et du cinéma mais aucune structure ne dispense une formation aux métiers techniques du spectacle vivant (son, lumière, machinerie, plateau). Des associations proposent des formations ponctuelles destinées aux praticien.ne.s. Tout de même la majorité des professionnel.le.s des métiers techniques sont soit formé.e.s à l'étranger, soit apprennent sur le terrain.

L'Institut supérieur d'Information et de communication est la seule école supérieure publique de journalisme et même dans le privé il n'y a aucun programme de formation dédié exclusivement au journalisme culturel.

Le maillon le plus faible de la chaîne des politiques culturelles au Maroc est celui de la formation. Il est tout à fait évident que sans elle, il n'est pas envisageable d'atteindre les objectifs ambitieux de création, de diffusion, de diplomatie, de rayonnement et d'industries créatives espérés au Maroc. La formation permet d'abord de préparer un public pour les arts et la culture, en encourageant les pratiques artistiques amateurs dans les conservatoires par exemple. Certains de ces amateurs évolueront peut-être, choisiront la voie de la professionnalisation, et décideront de poursuivre des études dans des instituts, écoles ou universités de leur choix. Pour offrir des cursus de qualité, l'Etat ou les collectivités ont la responsabilité de cette phase, par la mise à disposition de ces formations et/ou par le soutien des associations qui proposent des activités similaires. Par ailleurs, et afin d'accompagner les artistes dans ce processus de professionnalisation, de développer des projets culturels, d'assurer la médiation avec les publics, de gérer des lieux et des manifestations culturels (administrativement et techniquement)...il est impératif de disposer de formations de qualité à ces métiers, dans les différents cursus d'enseignement publics (professionnels et universitaires). Enfin, des métiers comme la critique artistique et le journalisme culturel, sont essentiels pour analyser la création artistique et littéraire, la rapprocher des publics, la promouvoir et créer l'émulation. Globalement, il s'agit de mettre tous les moyens pour passer de la passion, de la pratique amateur à la concurrence du marché de l'art.

VI. LES PRATIQUES CULTURELLES

Si la culture, dans sa pratique et sa « consommation », relève de la population, comment peut-elle y revenir ? Très souvent, le public n'est pas au cœur de la réflexion des opérateurs culturels et artistiques – privés ou publics – qui donnent plus de priorité à la création, à l'esthétique ou à la visibilité de leurs projets. Ainsi, jusqu'à très récemment, peu de chiffres existaient sur les pratiques culturelles des marocains ainsi que sur le panorama des acteurs et des équipements existants, permettant d'assurer un aménagement culturel du territoire basé sur un diagnostic précis. Les statistiques spécifiques sur la consommation, la création, la diffusion et la formation dans le secteur culturel constituent la base de la mise en place des politiques culturelles, de l'élaboration des outils de leur mise en œuvre puis de leur évaluation et leur réajustement si besoin, à intervalle régulier. Même si les institutions publiques concernées ne disposent pas de service d'études, de recherche ou de statistiques du secteur culturel et que l'université ou les centres de recherche ne produisent que très peu d'études sur les politiques culturelles, nous disposons depuis peu de données de plus en plus précises. Soit via des outils créés et mis à disposition par la société civile (la cartographie culturelle en ligne « artmap », l'enquête sur les pratiques culturelles des marocains de Racines) ou par les institutionnels (inventaires des lieux et des festivals et revue des statistiques culturelles du ministère de la culture, bilans et rapports d'activités du CCM ou du BMDA).



Les marocains lisent
1
minute par jour[33]

44,5% des jeunes de 18 à 24 ans ne lisent jamais	**7%** n'ont aucune pratique artistique	**75,5%** n'assistent jamais à une activité artistique[34]



475
points de lecture publique à travers le royaume[35] et 609 bibliothèques[36]

50,6% des lieux de diffusion sur www.artmap.ma sont des points de lecture publique	**15,7%** des lycéen.ne.s sont inscrit.e.s dans une bibliothèque ou médiathèque[37]



58,21%
des jeunes marocains de 19 à 25 ans n'ont pas assisté à un spectacle de musique entre 2015 et 2016 dont
65,09%
sont des femmes



79,47%
de la jeunesse marocaine n'a pas visité une salle de cinéma entre 2015 et 2016[38] dont
81,96%
sont des femmes



54,8%
des Marocain.e.s utilisent Internet de façon quotidienne[39]

8,4% pour communiquer à l'aide d'une messagerie instantanée	**8,3%** pour le téléchargement en ligne

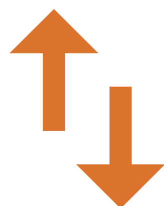
VII. INDUSTRIES CRÉATIVES[40]



250
millions de $
d'exportations marocaines
en biens créatifs (2012)

0,05%
de l'exportation des biens et services créatifs dans le monde

788
millions de $
d'importations



198
millions de $
d'exportations marocaines
en services créatifs
(2011)

0,31%
de l'exportation des biens et services créatifs dans le monde[40]

48
millions de $
d'importations

88%
des exportations de biens concernent le design, la décoration d'intérieur et la mode

81%
des exportations des services créatifs concernent la publicité, les études de marché, les sondages d'opinion...



17,2
milliards de dirhams
Chiffre d'affaires de l'économie créative au Maroc
(2013)

40 000
employés
dans le secteur des industries créatives

En 2017, la Confédération Générale des Entreprises du Maroc a annoncé la création de sa 33ème fédération sectorielle statutaire : la Fédération des Industries Culturelles et Créatives (FICC) afin de représenter les « *acteurs opérant dans la création, le développement, la production, la promotion, la diffusion ou la commercialisation de biens, services et activités à contenu culturel, artistique et patrimonial* ».
Les missions et modalités de gouvernance de la FICC ne sont pas encore connues.[41]

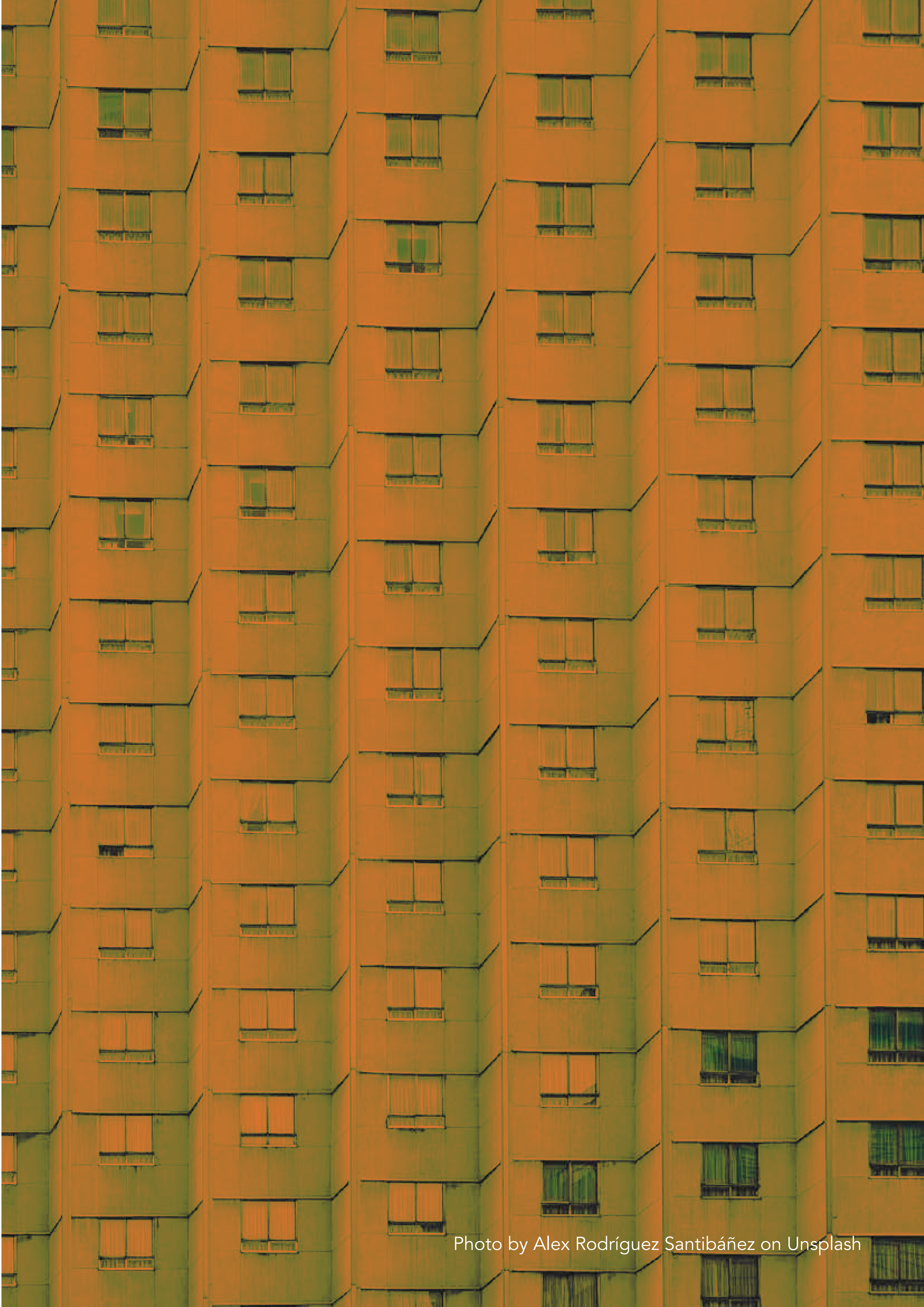


Photo by Alex Rodríguez Santibáñez on Unsplash

3

LE CADRE JURIDIQUE DE LA CULTURE AU MAROC

Mohamed Sammouni

La notion de « droit à la culture » a longtemps été absente des Constitutions marocaines, jusqu'à celle de 2011, adoptée suite aux revendications des jeunes du Mouvement du 20 février, pour plus de « dignité, de liberté et de justice sociale ». Contrairement aux Constitutions antérieures (1962, 1970, 1972, 1992, 1996), celle de 2011 a introduit la notion de « droit à la culture » dès son préambule - qui fait partie intégrante du texte constitutionnel - et stipule que le Maroc est un « *Etat musulman souverain, attaché à son unité nationale et à son intégrité territoriale, le Royaume du Maroc entend préserver, dans sa plénitude et sa diversité, son identité nationale une et indivisible. Son unité, forgée par la convergence de ses composantes arabo-islamique, amazighe et saharo-hassanie, s'est nourrie et enrichie de ses affluents africain, andalou, hébraïque et méditerranéen* ». Il souligne également que le Royaume s'engage à « *élargir et diversifier ses relations d'amitié et ses rapports d'échanges humains, économiques, scientifiques, techniques et culturels avec tous les pays du monde* » et à « *bannir et combattre toute discrimination à l'encontre de quiconque, en raison du sexe, de la couleur, des croyances, de la culture, de l'origine sociale ou régionale, de la langue, de l'handicap ou de quelque circonstance personnelle que ce soit* ».

L'article 19, titre II « Libertés et droits fondamentaux », indique que « *L'homme et la femme jouissent, à égalité, des droits et libertés à caractère civil, politique, économique, social, culturel et environnemental, énoncés dans le présent titre et dans les autres dispositions de la Constitution (...)* ». De même, l'**article 25** stipule que « *(....) les libertés de pensée, d'opinion et d'expression sous toutes ses formes* », ainsi que « *(...) les libertés de création, de publication et d'exposition en matière littéraire et artistique et de recherche scientifique et technique* » sont garanties.

Toujours sous le même titre II, la Constitution de 2011 indique dans son **article 26** que « *les pouvoirs publics apportent, par des moyens appropriés, leur appui au développement de la création culturelle et artistique (...)* », et qu'il incombe, selon son **article 33**, aux « *autorités publiques de prendre toutes les mesures appropriées en vue d'étendre et généraliser la participation de la jeunesse au développement social, économique, culturel et politique du pays* ».

Toujours dans la même Constitution, l'**article 71** définit le domaine de la loi, c'est-à-dire ce qui rentre dans le cadre du pouvoir législatif du parlement marocain, et explique ce qui est : « *(...) du domaine de la loi, outre les matières qui lui sont expressément dévolues par d'autres articles de la Constitution (...)* ». Et que « *outre les matières visées à l'alinéa précédent, le Parlement est habilité à voter des lois-cadres concernant les objectifs fondamentaux de l'activité économique, sociale, environnementale et culturelle de l'État* ».

Dans le titre « Pouvoir exécutif », le terme culture est cité comme l'une des activités nationales qui doit figurer dans le programme présenté par le chef du gouvernement au parlement après sa nomination, comme indiqué dans le premier paragraphe de l'**article 88** : « *Après la désignation des membres du gouvernement par le Roi, le Chef du Gouvernement présente et expose devant les deux Chambres du Parlement réunies, le programme qu'il compte appliquer. Ce programme doit dégager les lignes directives de l'action que le gouvernement se propose de mener dans les divers secteurs de l'activité nationale et notamment, dans les domaines intéressant la politique économique, sociale, environnementale, culturelle et extérieure* ».

I. LES INSTITUTIONS AYANT DES MISSIONS CULTURELLES

Parmi les institutions qui ont été créées dans le cadre de la constitution de 2011, le Conseil National des Langues et de la Culture Marocaine (**Article 5**) est chargé notamment de « *la protection et le développement des langues arabe et amazighe et des diverses expressions culturelles marocaines, qui constitue un patrimoine authentique et une source d'inspiration contemporaine. Il regroupe l'ensemble des institutions concernées par ces domaines. Une loi organique en détermine les attributions, la composition et les modalités de fonctionnement* ».

Également, le Conseil Consultatif de la Jeunesse et de l'Action Associative, créé en vertu de l'**article 33** de la Constitution, est chargé « *d'étudier et de suivre les questions intéressant ces domaines et de formuler les propositions sur tout sujet d'ordre économique, social et culturel intéressant directement les jeunes et l'action associative, ainsi que le développement des énergies créatives des jeunes, et leur incitation à la participation à la vie nationale, dans un esprit de citoyenneté responsable* » (**article 170**).

Il existe également un ensemble d'institutions culturelles, directement sous tutelle du ministère de la culture ou indépendante de lui. Parmi les institutions sous tutelle, la **Bibliothèque Nationale du Royaume du Maroc**, dont le directeur est nommé sur proposition du ministre de la culture. Elle exerce plusieurs missions culturelles, sous l'autorité directe de ce dernier, selon la loi **n° 67-99** relative à la Bibliothèque nationale du Royaume du Maroc. Cette dernière a pour missions de « *collecter, traiter, conserver et diffuser le patrimoine documentaire national ainsi que les collections documentaires étrangères représentatives des connaissances de l'humanité* ». À ce titre, elle est chargée :

• D'assurer la réception et la gestion du dépôt légal, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur ;

• D'élaborer et diffuser la bibliographie nationale ;

• D'acquérir par achat, don ou échange les documents nationaux et étrangers : manuscrits, imprimés, estampes, cartes, plans, partitions musicales, photographies, documents sonores, audiovisuels et informatiques, monnaies, et médailles ;

• De cataloguer, analyser et classer les documents dont elle a la garde et constituer des instruments de recherche bibliographique ;

• D'assurer la préservation et la conservation de ses propres collections documentaires et proposer les mesures nécessaires en vue de préserver le patrimoine documentaire national ;

• De gérer le numéro international normalisé des monographies (ISBN) et le numéro international normalisé des publications en série (ISSN) au plan national ;

THÉÂTRE NATIONAL MOHAMED V (TNMV)

Réorganisé en vertu du **décret n° 2.17.739** de telle sorte à ce qu'il soit « *sous la tutelle de l'État à travers l'organe du ministère de la culture, tout en tenant compte des prérogatives et compétences conférées au ministre de l'économie et des finances, en vertu des lois législatives et organiques relatives aux institutions publiques* ».

LES ARCHIVES DU MAROC (ADM)

Classées institution stratégique en 2012 en vertu de la **loi 69.99**, chargées principalement de la préservation, de la constitution et de l'organisation du patrimoine archivistique national, tout en facilitant son accès. Son rôle est de : « *1. Promouvoir et coordonner le programme de gestion des archives courantes et intermédiaires détenus par l'État, les collectivités territoriales, des institutions, des entreprises publiques et des organismes privés chargés de la gestion d'un établissement public, des institutions, des entreprises publiques et des organismes privés chargés de la gestion d'un établissement public. 2. Sauvegarder et promouvoir la mise en valeur du patrimoine archivistique national, établir la normalisation des pratiques de collecte, de tri, d'élimination, de classement, de description, de conservation préventive, de restauration et de substitution des supports d'archives, promouvoir le domaine des archives par la recherche scientifique, la formation professionnelle et la coopération internationale* ».

LE CENTRE CINÉMATOGRAPHIQUE MAROCAIN (CCM)

Sous la tutelle du ministère de la communication, ou le département de la communication dans le cas de la fusion des secteurs de la culture et de la communication - ce qui est le cas du gouvernement actuel (2016-2021). Le CCM est chargé de l'organisation et de la supervision des divers secteurs du film (production, distribution et exploitation), de l'organisation et du contrôle des productions audiovisuelles, du soutien de l'industrie cinématographique, de la promotion du cinéma marocain et de l'archivage du patrimoine cinématographique. Il fournit également des services de post-production, gère la cinémathèque, exploite la salle de cinéma 7ème art à Rabat et organise deux festivals (Festival national du film et Festival du court métrage méditerranéen de Tanger).

LE BUREAU MAROCAIN DES DROITS D'AUTEUR (BMDA)

Créé en vertu du **décret n ° 2.64.406**, et approuvé par la chambre constitutionnelle de la cour suprême le 27 février 1965, il a remplacé le Bureau africain des droits d'auteurs et le Bureau africain des gens de lettres et auteurs de conférences. Il est actuellement sous la tutelle du département de la communication. Le législateur lui a assigné comme mission, en vertu de l'**article 60 de la loi n°2.00** relative aux droits d'auteurs et aux droits voisins, la « *protection et (l)'exploitation des droits d'auteur et des droits voisins* ». Le bureau est composé d'une administration publique basée à Rabat et de départements extérieurs répartis dans les villes les plus importantes du Royaume.

II. LE MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

Depuis l'indépendance, chaque gouvernement dispose d'un portefeuille ministériel dédié à la culture, en charge du soutien de ses différents secteurs. Le **décret n°06-2-328** du 10 novembre 2006, fixant les attributions et l'organisation du ministère de la culture, stipule dans son article premier que « *L'autorité gouvernementale chargée de la culture a pour mission d'élaborer et de mettre en œuvre la politique du gouvernement dans le domaine du patrimoine et du développement culturel et artistique* ».

Le même article ajoute que « *(...) sous réserve des attributions dévolues aux autres départements ministériels par les textes législatifs et réglementaires en vigueur, elle est chargée de :*

• harmoniser les orientations et la coordination des actions qui concourent au renforcement du tissu culturel national ;

• concourir, en liaison avec les départements et services concernés, à promouvoir la culture nationale et en garantir les spécificités ;

• mettre en œuvre les moyens susceptibles d'en assurer l'épanouissement ;

• poursuivre et d'intensifier, par les moyens appropriés, toute action et mesure tendant à la conservation, la préservation et la mise en valeur du patrimoine culturel national ;

• concevoir une stratégie concertée de développement culturel au niveau régional et local, en vue d'élever le niveau culturel national ;

• contribuer à l'animation et à la promotion de l'action culturelle ;

• créer et gérer les établissements culturels de qualification et d'enseignement artistique et culturel ;

• stimuler et encourager la création et la recherche dans les domaines culturels et artistiques ;

• élaborer les textes législatifs et réglementaires relatifs au domaine culturel et veiller à leur application :

• établir des relations de coopération avec les institutions, les établissements et les associations culturelles et artistiques au Maroc et à l'étranger ;

• entreprendre des études de prospection et d'identification dans les domaines culturel et artistique aux niveaux local et régional ;

• orienter et piloter le travail des services déconcentrés relevant du département. »

LES ATTRIBUTIONS DÉCONCENTRÉES DU MINISTÈRE DE LA CULTURE

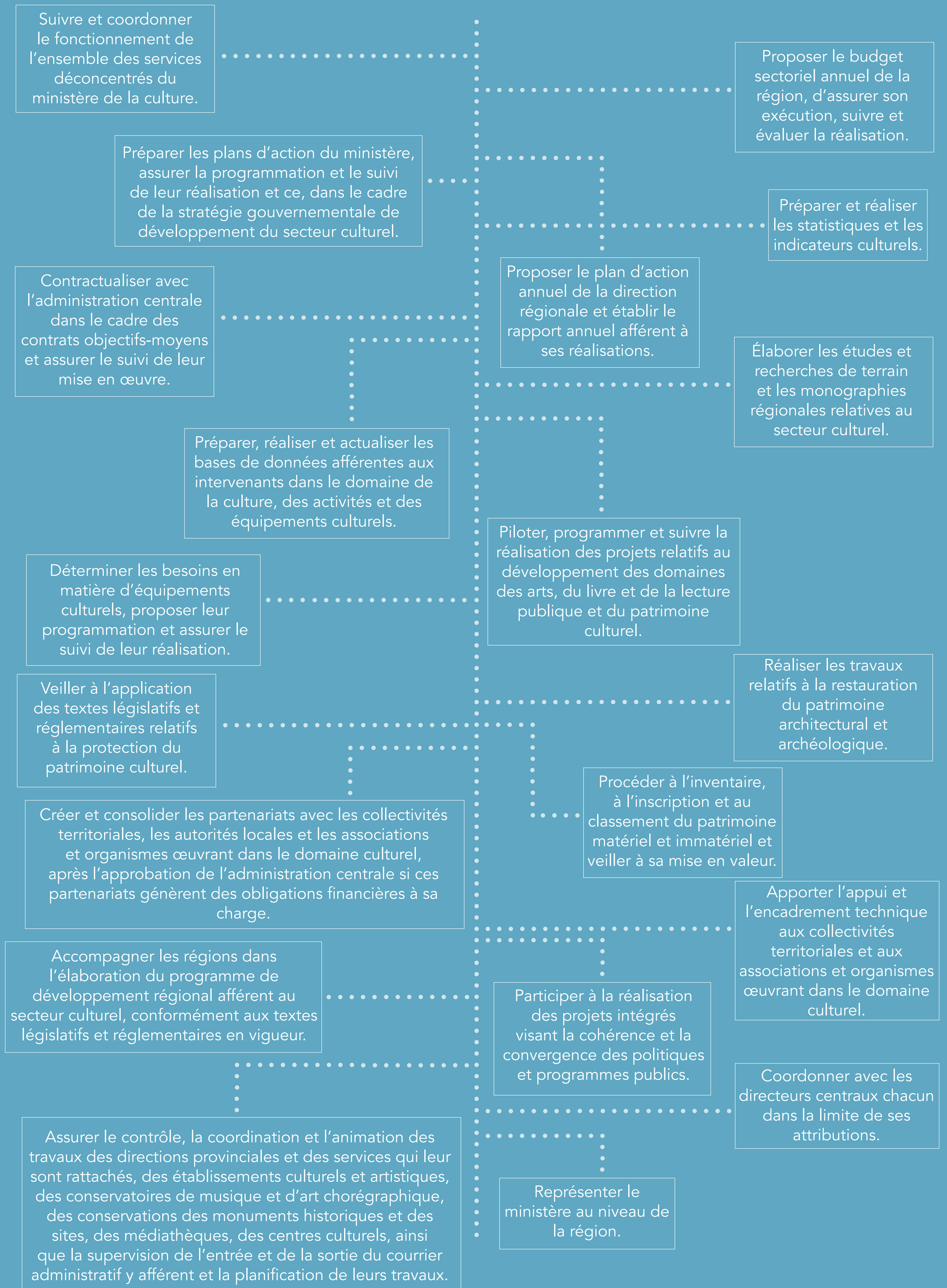
Les directions régionales et provinciales de la culture disposent d'un ensemble de compétences au niveau de la région ou de la province selon l'arrêté du ministre de la culture **n° 1701-16** (du 10 juin 2016). Les premières sont chargées au niveau régional, selon le **troisième chapitre** du décret, conformément aux orientations de l'autorité gouvernementale chargée de la culture et sous la supervision du secrétaire général du ministère, des missions suivantes :

• la protection du patrimoine culturel matériel et immatériel et sa mise en valeur,

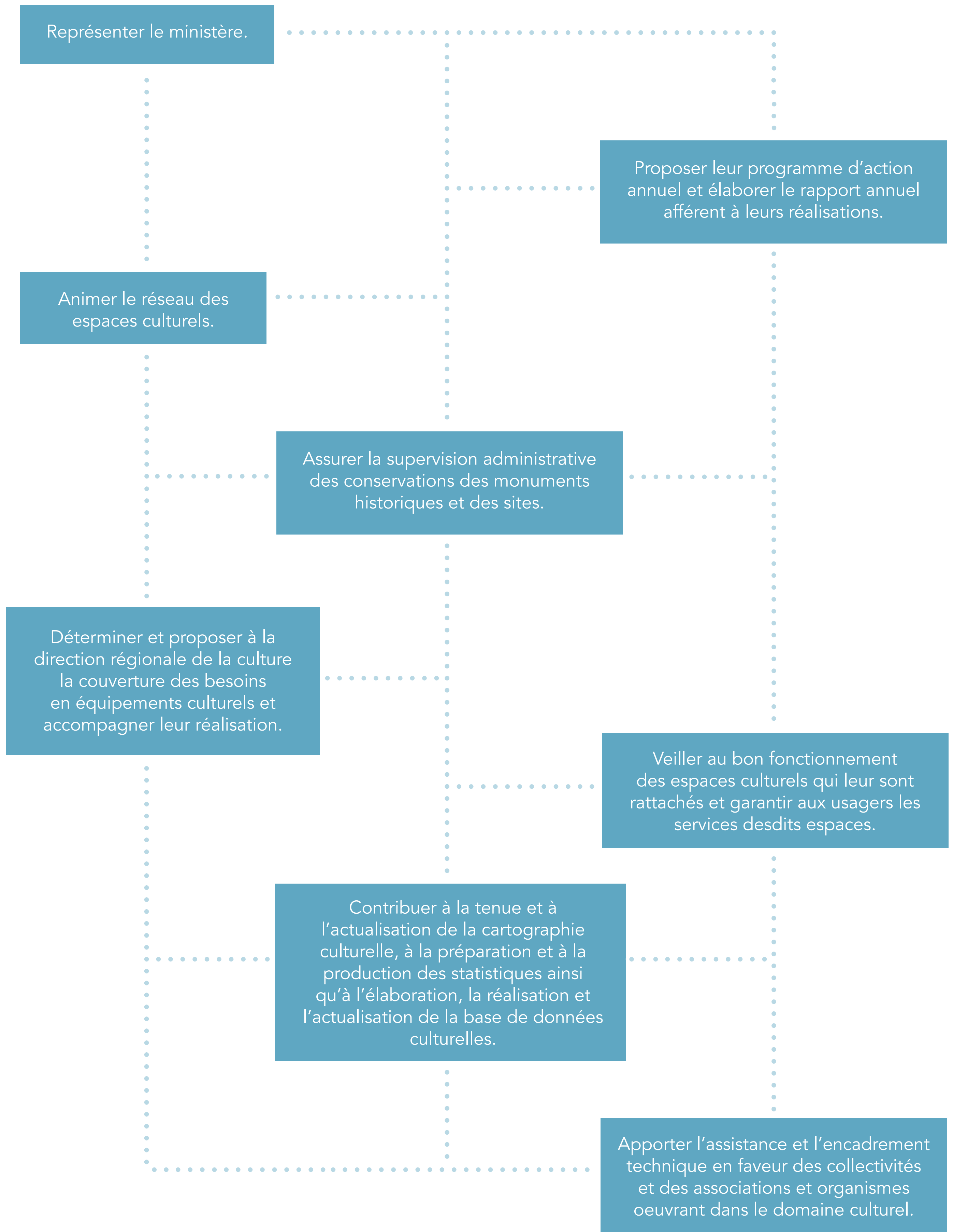
• l'animation culturelle et artistique du réseau des équipements et des établissements culturels et artistiques,

• la création, l'équipement et l'entretien du réseau des équipements et des établissements culturels et artistiques.

À cet effet, il est confié aux directions régionales, dans le cadre des orientations du ministère de la culture et dans la limite de leurs ressorts territoriaux, de :



Dans le douzième article du même arrêté, les directions provinciales de la culture sont chargées au niveau de leurs ressorts territoriaux de :



III. LA CULTURE DANS LES CONSEILS TERRITORIAUX ÉLUS

A la lecture des lois organiques relatives aux conseils élus des collectivités territoriales (communes, régions, préfectures et provinces), il ressort que les compétences territoriales de ces conseils en matière de culture sont limitées par rapport à d'autres domaines. Conformément à l'**article 82** de la loi organique **n°111.14** relative aux régions, leurs **compétences propres** dans le champ du développement régional, incluent : « *la contribution à la préservation des sites archéologiques et leur promotion, l'organisation de festivals culturels et de divertissement* ».

Selon l'**article 91** de la même loi, la région exerce des **compétences partagées** entre elle et l'État, à savoir « *la valorisation du patrimoine culturel de la région et de la culture locale ; l'entretien des monuments et la mise en valeur des spécificités régionales ; la création et la gestion des établissements culturels* ».
Quant aux **compétences transférées** par l'Etat, l'**article 94** souligne qu'elles sont fixées « *sur la base du principe de subsidiarité* », et comprennent notamment :
- l'industrie,
- la santé,
- le commerce,
- l'enseignement,
- la culture,
- le sport,
- l'énergie,
- l'eau et l'environnement.

Quant aux conseils préfectoraux et provinciaux, élus au suffrage indirect, et selon **l'article 79** de la loi organique **n°112-14** relative aux préfectures et provinces, ils exercent « *à l'intérieur de (leur) ressort territorial(...) des compétences propres (...) : le diagnostic des besoins en matière de culture et de sport* ».

Enfin, selon l'**article 87** de la loi organique **n°113.14** relative aux communes, ces dernières exercent des compétences partagées avec l'État dans les domaines suivants : création de maisons de jeunes, de centres de loisirs, de complexes culturels, de bibliothèques communales, de musées, de théâtres et de conservatoires d'art et de musique.

Au niveau des compétences transférées de l'État à la commune, et selon l'**article 90**, celle-ci assure :
- la protection et la restauration des monuments historiques et du patrimoine culturel,
- la préservation des sites naturels.

4

ANALYSE DES PLANS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAUX

El Mehdi Azdem

Sources des infographies de ce chapitre :
- Haut Commissariat au plan (HCP)
- Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 2014 (RGPH 2014)

Les collectivités territoriales au Maroc se composent de 1503 communes, 13 préfectures, 64 provinces et 12 conseils régionaux. Leur mode de gestion, leur fonctionnement et leurs compétences sont définis respectivement par les lois **113-14 (Dahir n°1-15-84), 112-14 (Dahir n°1-15-85) et 111-14 (Dahir n°1-15-83) du 7 juillet 2015**. Depuis le lancement de la politique de la régionalisation avancée en 2015 et conformément aux dispositions de la constitution du 29 juillet 2011, et de l'**article 83** de la loi organique **111-14**, les conseils régionaux ont l'obligation de définir une stratégie de développement régionale durant la première année de leur mandat. Ainsi, une fois le programme de développement régional (PDR) élaboré, le conseil régional doit créer l'Agence Régionale d'Exécution des projets (AREP). Ces programmes visent à mettre en place des stratégies et des plans d'action pour les 6 années à venir (horizon 2021/2022) pour le développement du secteur social, économique, environnemental et culturel au niveau des régions pour un investissement total de presque 400 milliards de dirhams[42].

L'état d'avancement de l'élaboration de ces PDR est variable au niveau des 12 conseils régionaux du royaume. A ce jour, 10 conseils ont publié une version finale de leur PDR, à l'exception de la région de Draa Tafilelt et de Guelmim Oued Noun.
Un volet culturel et artistique est également inclus dans les PDR, et fait l'objet d'une analyse et d'une synthèse, en croisant les données qui y figurent avec l'évaluation et les attentes des acteurs culturels de chaque région, issues de la sixième édition des « Mercredis de Racines : Etats Régionaux de la Culture » organisés par Racines dans les 12 régions marocaines du 24 février au 30 juin 2018.

• RÉGION DE BENI MELLAL-KHÉNIFRA

Les conseillers de la région de Beni Mellal-Khénifra ont adopté à l'unanimité leur PDR en mars 2017 et ont alloué un montant de 36,3 milliards de dirhams pour 1 682 projets. La contribution du Conseil Régional représente 26% de ce budget, soit 9,4 milliards de dirhams à l'horizon 2021. La région Beni Mellal-Khénifra a mis en place 13 projets prioritaires dans le cadre de l'exécution de son PDR. La culture y figure comme projet à part entière sur la liste des 13 points du document.

Le point 6, exclusivement dédié à la culture, se base sur trois objectifs spécifiques avec un budget qui s'élève à 581 millions de dirhams (soit 16% du budget global). Le premier objectif concerne l'organisation des événements culturels (festivals, expositions et rencontres) avec un montant de 19,5 millions de dirhams, provenant en partie de l'investissement privé. Le second objectif est celui de la préservation et la réhabilitation du patrimoine culturel (monuments historiques) avec un investissement total de 463,7 millions de dirhams. Le dernier objectif est la création et le renforcement des espaces et infrastructures culturels dans la région, afin de passer de 36 à 39 bibliothèques, de deux conservatoires à trois et de 8 à 24 maisons de la culture pour une valeur monétaire de 98 millions de dirhams. Le PDR prévoit également la création de la ville de l'art et de la culture et d'un musée national du tapis, sans aucune information plus précise à propos du lieu, du budget et du planning d'exécution de ces deux chantiers.

« Nous avons un problème de cinéma à Beni Mellal. On peut voir un film à la télévision, sur Facebook. Par contre, pour les nouvelles sorties, il faut aller à Casablanca ou Rabat ».

« Ce n'est pas possible qu'une bibliothèque appartenant au ministère de la culture soit gérée par la collectivité territoriale. La coopération, d'accord, mais la gestion doit toujours se faire par la partie concernée. La collectivité territoriale, dans le cadre de ses compétences transférées, doit participer à la construction des équipements. Par contre, elle ne peut pas assurer la gestion - d'une médiathèque par exemple - par quelqu'un dont ce n'est pas le métier, où y mettre n'importe quels livres ».

« C'est une question de priorités. Les activités culturelles à l'école sont appelées "activités parallèles". Ce qui est en soi un "crime" envers les jeunes. Alors même que la cause de tous nos problèmes c'est une idéologie humaine : mentalités extrémistes, immigration clandestine, crimes, drogues, harcèlement...Des problèmes dus au manque d'éducation, dont le rôle est marginalisé, de même que le rôle de l'art dans l'éducation ».

« Mercredis de Racines#6 », Beni Mellal, 24 février 2018

0 Préfecture

5 Provinces (Beni Mellal, Khouribga, Khénifra, Fquih Bensalah, Azilal)

2 512 375

habitants dont :

50,77% de femmes

49,11% d'urbains

50,89% de ruraux

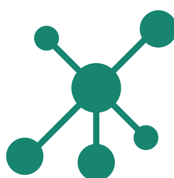




31,18% population active



39,1% d'analphabétisme



87,7% disposent d'une télévision

93,9% disposent d'un téléphone portable

19,1% disposent d'un ordinateur

12,5% disposent d'internet

• RÉGION DE CASABLANCA-SETTAT

La région de Casablanca-Settat est considérée comme la plus importante et la plus riche du royaume. En 2018, le budget de la région a atteint 1,08 milliards de dirhams[43], dont 49% proviennent des recettes fiscales.

En mars 2017, le Conseil Régional de Casablanca-Settat a présenté son projet de programme de développement local (élaboré par Valyans Consulting), avec un budget d'environ 115 milliards de dirhams. Le secteur culturel a été intégré dans l'axe stratégique « Attractivité sociale, culturelle et qualité de vie » représentant presque un quart du budget total ; soit 29,4 milliards de dirhams. Cet axe a été décliné en plusieurs plans et projets, dont 26 ont été dédiés au plan « Tourisme, culture et sports », pour un budget total estimatif de 5,7 milliards de dirhams. A cet effet, 90 millions de dirhams ont été consacrés aux infrastructures culturelles et sportives, pour l'ouverture de terrains sportifs et médiathèques dans les établissements scolaires de la Région, des universités, des centres culturels et associatifs à destination des jeunes des quartiers. Un projet de soutien à la création artistique (littéraire, musicale, théâtrale ou chorégraphique) à travers des bourses à la production, des aides financières aux artistes de la Région pour un montant de 100 millions de dirhams pour les 5 années à venir. Une convention a été signée avec une enveloppe budgétaire de 68,2 millions de dirhams, pour la création de centres culturels à Sidi Bennour, Ben Ahmed, Bir Jdid et Sidi Ismail. Un projet de renforcement des festivals existants et de création d'autres, bénéficiera d'une allocation budgétaire de 100 millions de dirhams. Enfin, il est prévu de créer un programme décliné sur les différents niveaux scolaires dans les établissements de la Région, et proposant un contenu culturel distingué et innovant d'une valeur de 540 millions dirhams. Au niveau médiatique, la Région a prévu la diffusion d'une radio régionale avec un budget de 2 millions de dirhams, avec la diffusion d'une émission culturelle dans un premier temps puis d'une animation culturelle et d'émissions ludiques dans un second temps, en faisant participer les citoyens au débat.

En lien avec la société civile, la Région souhaite mettre en place une rencontre annuelle, intitulée « Agora Casa-Settat » pour la présentation des grands chantiers structurants de la Région et leur état d'avancement. Tout cela, autour d'une programmation socio-culturelle et artistique dans une des provinces de la Région.
Au niveau de l'axe « Milieu rural intégré », le projet « Madrassati » vise la création de 50 bibliothèques équipées par an, soit 250 sur les 5 prochaines années dans l'ensemble des écoles rurales de la région qui sont au nombre de 571 (chiffres du Haut Commissariat au Plan, 2014). Ce projet comprend aussi la création de 250 salles multimédia dans les établissements ruraux. Il lui a été alloué un budget global de 355 millions de dirhams. Un projet de 300 millions de dirhams verra le jour dans le milieu rural, intitulé « La cité de l'artisanat », qui se veut un espace de création et d'innovation de l'artisanat marocain, avec une perspective d'augmentation des revenus des artisans.

2 Préfectures (Casablanca, Mohammadia)

7 Provinces (Benslimane, Berrechid, El Jadida, Médiouna, Nouaceur, Settat, Sidi Bennour)

6 826 773

habitants dont :

49,98% de femmes

73,57% d'urbains

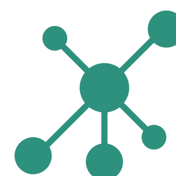
26,43% de ruraux



37,3% population active



26,2% d'analphabétisme



95,2% disposent d'une télévision

95,7% disposent d'un téléphone portable

32,6% disposent d'un ordinateur

25,2% disposent d'internet

0 Préfecture

2 Provinces (Aousserd, Oued Eddahab)

• RÉGION DE DAKHLA-OUED EDDAHAB

Selon la presse nationale[44], le président du Conseil Régional de Dakhla-Oued Eddahab a annoncé le PDR de sa région en 2017, pour lequel a été réservée une enveloppe de 26,97 milliards de dirhams dont 12,9 milliards alloués par l'Etat pour le développement des provinces du Sud à l'horizon 2021. Les médias marocains[45] parlent de la création d'un musée dédié à la valorisation du patrimoine des provinces du Sud d'une valeur monétaire de 100 millions de dirhams, ainsi que la promotion de l'artisanat et le développement de la culture dans la région.

Aucun détail supplémentaire n'est disponible concernant le contenu de ce plan d'action, en particulier en matière de développement culturel (disciplines artistiques, types de projets, budget, etc.). De plus, et malgré les recherches effectuées par Racines sur le site web du Conseil Régional de Dakhla Oued Eddahab, dans la presse ou sur Internet, le document officiel du PDR de cette région reste introuvable.

114 021

habitants dont :

42,06% de femmes

89,54% d'urbains

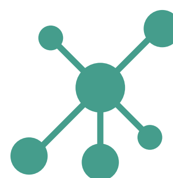
22,3% de ruraux



44,88% population active



22,3% d'analphabétisme



84,7% disposent d'une télévision

98% disposent d'un téléphone portable

26,3% disposent d'un ordinateur

19% disposent d'internet

• RÉGION DE FÈS- MEKNÈS

Située au centre du pays, cette région, riche de son histoire, comprend certaines des plus anciennes villes et monuments du territoire national. Avec un budget de 716 millions de dirhams[46], elle se place au premier rang du classement budgétaire des Conseils Régionaux du Maroc. Son PDR, réalisé par le Cabinet F. Debbi, architecte urbaniste, a été approuvé en décembre 2017 par le Conseil Régional de Fès-Meknès. Il vise la réalisation de quelques 197 projets avec une enveloppe budgétaire globale de 33,8 milliards de dirhams.

La vision stratégique du PDR de cette Région est celle d'une diversification des ressources économiques sur son territoire, principalement par la valorisation du potentiel touristique et culturel. A cet effet, la culture figure au niveau du volet : « Transformation de la région Fès-Meknès, en région d'accueil, une région attractive ». La stratégie culturelle vise la sauvegarde, la valorisation et la réhabilitation du patrimoine matériel (3 médinas, 3 sites inscrits au patrimoine mondial) et immatériel (artisanat, arts culinaires et musiques). Plusieurs projets culturels sont planifiés dans le PDR. Il s'agit de la construction d'équipements culturels et artistiques, tels le Grand théâtre de Fès, l'Espace d'exposition à Meknès, le Centre interculturel d'Ifrane, le Musée de Fès (Patrimoine archéologique) et l'Institut des beaux-arts de Fès. Ces projets seront exécutés en partenariat avec les Villes, l'Etat, l'ANAPEC (Agence Nationale de Promotion de l'Emploi et des Compétences) et l'INDH (Initiative Nationale pour le Développement Humain). Aucune mention précise relative au budget ne figure dans le PDR. En plus de ces chantiers, la région formule le souhait du développement des filières de formation, notamment dans l'artisanat et le design, l'architecture, le patrimoine et la restauration des monuments historiques et archéologiques.

2 Préfectures (Fès - Meknès)

7 Provinces (Taza, El Hajeb, Ifrane, Moulay Yaâcoub, Séfrou, Boulemane, Taounate)

4 216 957

habitants dont :



50,48% de femmes

60,46% d'urbains

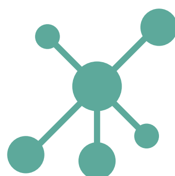
39,54% de ruraux



33,60% population active



34,7% d'analphabétisme



92,1% disposent d'une télévision

92,9% disposent d'un téléphone portable

21,9% disposent d'un ordinateur

16,4% disposent d'internet

• RÉGION DE LÂAYOUNE SAKIA EL HAMRA

Cette région située au sud du Maroc et comptant 1% de la population du pays, a publié à son tour son PDR en juillet 2017 lors de la session ordinaire du Conseil Régional de Laâyoune Sakia El Hamra. 34 projets seront exécutés sur 1 500 hectares à l'horizon 2022, nécessitant un investissement de 66,22 milliards de dirhams (dont 6,24 milliards comme fonds propres de la Région), pour la création de 25 000 emplois dans les quatre provinces de la Région.

Le PDR de Laâyoune Sakia El Hamra associe le domaine culturel aux secteurs économique, touristique et environnemental. A cet effet, un projet de tourisme culturel autour des Zaouiates* de la province d'Es-Semara, sera réalisé dans les 60 mois, avec un budget de 50 millions de dirhams et la création de 10 emplois. Ce projet sera exécuté par la Région en partenariat avec le Ministère du Tourisme, des Habous et la SMIT (Société Marocaine d'Ingénierie Touristique).

L'axe "Environnement et Culture" se fixe comme objectif la préservation de la culture hassanie. Le Conseil Régional planifie la création d'un Institut de Recherche pour la Valorisation de la Culture Hassanie à Laâyoune avec une enveloppe budgétaire de 4 millions de dirhams et l'embauche de 20 personnes. Le chantier s'achèvera au premier trimestre 2022, avec un partenariat entre la Région Laâyoune Sakia El Hamra, le ministère de la culture et la communication, les collectivités territoriales, les associations, les universités, les centres de recherche scientifique et l'Agence de la culture hassanie. Dans le cadre de ce même axe, il a été planifié de valoriser l'infrastructure culturelle dans les 4 provinces de la région. Le Conseil Régional prévoit ainsi un investissement de 50 millions de dirhams pour le développement des créations artistiques et culturelles et l'animation des infrastructures culturelles de la Région d'ici la fin de l'année 2018, ainsi que le recrutement de 20 personnes qui seront formées en amont. Les associations, les institutions culturelles, le ministère de la culture et la communication et le secteur privé s'associeront à la Région pour concrétiser ce projet.

Néanmoins, le domaine culturel dans la Région Laâyoune Sakia El Hamra ne bénéficiera que de 0,15% du budget global, soit 104 millions de dirhams sur les 66,22 milliards de dirhams alloués à l'ensemble des projets de la région.

0 Préfecture

4 Provinces (Lâayoune, Tarfaya, Es-semara, Boujdour)

340 748 habitants dont :

48,44% de femmes

94,06% d'urbains

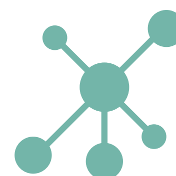
5,94% de ruraux



37,21% population active



21,5% d'analphabétisme



95,1% disposent d'une télévision

97,6% disposent d'un téléphone portable

29,8% disposent d'un ordinateur

21,7% disposent d'internet

* Les Zaouiates sont des édifices religieux musulmans autour desquels la confrérie soufie se structure. Il en existe plusieurs au Maroc, depuis le 16ème siècle.
Exemple : Zaouiate Aisasawa à Meknès, fondée en 1523

• RÉGION DE MARRAKECH- SAFI

Le Conseil Régional de Marrakech-Safi a approuvé son PDR lors de sa session ordinaire de mars 2017. Il inclut une soixantaine de projets à réaliser entre 2017 et 2022 avec un budget total de 16 milliards de dirhams. Le volet culturel apparaît en grande partie dans l'axe « Croissance économique » et « Valorisation du patrimoine culturel et naturel » et non pas celui de l' « Attractivité du territoire » comme on peut le lire dans les PDR de quelques régions.

Pour la filière tourisme, culture et animation, 13 projets prioritaires sont planifiés pour un investissement de 2,9 milliards de dirhams et d'une valeur ajoutée de 9,2 milliards de dirhams, visant la création de 51 620 emplois. Ils seront exécutés sur un territoire de 150 hectares.

Au niveau de la formation, le document prévoit la création d'un Centre de formation des métiers du luxe combinant artisanat, cosmétique (produits du terroir), innovation et design packaging pour une enveloppe budgétaire de 40 millions de dirhams prévoyant la création de 3 700 emplois. Concernant les plateformes, il a été convenu de créer 3 plateformes pour la valorisation de l'artisanat pour 600 artisans avec un investissement de 60 millions de dirhams et un taux d'employabilité de 3 000 postes. Une autre plateforme de créativité artistique est prévue dans la région, pour le développement des métiers artistiques relatifs aux médias, cinéma, arts vivants et métiers de la scène. Pour ce faire, il a été planifié d'allouer un budget de 70 millions de dirhams pour 5 000 futurs emplois. Du côté de l'infrastructure, le PDR prévoit la construction d'un Parc d'expositions (40 événements par an) et d'un Palais des congrès pour un plafond de 1 milliard de dirhams et la création de 36 250 emplois. Tous ces projets relèvent des compétences propres de la région de Marrakech-Safi et sont affectés à l'axe « Croissance économique » de son PDR.

Dans le cadre de l'axe « Valorisation du patrimoine culturel et naturel », un projet de préservation du patrimoine historique est programmé. Il se base sur la numérisation du patrimoine de la région. L'investissement total dans ce projet est de 110 millions de dirhams, pour 20 emplois créés.
Un comité de suivi a été mis en place pour la réalisation de l'ensemble de ces projets. Les premiers résultats du volet culture, luxe et animation devraient voir le jour à la fin de l'année 2019 et l'exécution finale est prévue pour le dernier trimestre 2021.

« Il y a un grand problème au niveau de l'affectation des fonctionnaires dans la région. Il faut qu'ils rejoignent leurs postes, et qu'ils travaillent ! Toutes les régions du Maroc doivent être traitées équitablement. Il ne s'agit pas de travailler que pour et dans des villes comme Rabat, Kénitra…».

« Combien faut-il payer un enseignant pour qu'il aille travailler dans un centre à Zagora ? C'est une gestion quotidienne…Et nous faisons face à de nombreuses contraintes. Si on amène un professeur de Meknès ou Fès, combien seraient ses honoraires par heure ? Par ailleurs, quand les postes budgétaires sont disponibles, personne ne postule ! L'année où nous avions 5 postes ouverts, aucune candidature n'a été déposée ».

« La société civile peut mettre la pression sur un président de commune, et faire le plaidoyer pour la construction d'un centre culturel, l'accès à l'école, avoir une salle de cinéma ou un théâtre…C'est comme cela que cela marche ! »

« Mercredis de Racines#6 », Tinghir, 5 mai 2018
(NDLR: région de Draa Tafilalet n'ayant pas publié son PDR)

1 Préfecture (Marrakech)

7 Provinces (Safi, Essaouira, Rehamna, Youssoufia, El Kelâa des Sraghna, Chichaoua, El Haouz)

4 504 767
habitants dont :



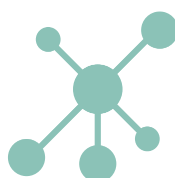
49,66%	**42,81%**	**57,19%**
de femmes	d'urbains	de ruraux



33,22% population active



37,8% d'analphabétisme



92% disposent d'une télévision

92,9% disposent d'un téléphone portable

19,9% disposent d'un ordinateur

14,7% disposent d'internet

• RÉGION DE L'ORIENTAL

Le PDR de cette région, réalisé par le cabinet du Conseil Casablancais Valyans Consulting, a été approuvé en septembre 2017, par le Conseil Régional de l'Oriental avec un investissement global de 19,5 milliards de dirhams (dont 4,4 milliards comme contribution du Conseil Régional) pour la réalisation d'une centaine de projets pour le développement des 7 provinces de la région. En 2018, le budget global du Conseil Régional de l'Oriental était de 605 millions de dirhams[46].

Le PDR de l'Oriental se fixe comme objectif la réalisation de plusieurs chantiers dans la région. Concernant le « chantier économique » (horizon 2024), un Palais des Congrès sera construit à Saidia (principale station balnéaire de la région), pour accueillir des événements culturels et artistiques (festivals, congrès, séminaires, expositions) avec une enveloppe budgétaire de 400 millions de dirhams. Une École d'Architecture sera achevée en 2021 à Oujda, grâce à un investissement de 296 millions de dirhams. Ce budget inclut aussi la construction d'une École internationale d'ingénierie à Oujda et un Institut des métiers de la Mer à Nador. Un deuxième chantier incluant des projets culturels a été mis en place à l'horizon 2021. Il s'agit du « chantier social » qui comprend un projet de développement de l'infrastructure culturelle et sportive pour un investissement de 284 millions de dirhams, destiné à la création de salles multimédias, multi-activités (théâtre, projections cinématographiques, expositions) et des terrains de sports et gymnases. Ces équipements seront construits au sein des établissements scolaires, universités et centres culturels et associatifs. Un autre projet de développement de l'infrastructure culturelle vise à doter les provinces de Nador, Berkane, Driouch et Figuig de centres culturels pour un montant de 95 millions de dirhams. De plus, une société de développement régional (SDR) sera créée, et sera en charge de l'animation culturelle et sportive dans la région, avec un budget de 102 millions de dirhams. Le PDR mentionne que les fonds nécessaires à sa réalisation proviendront des fonds propres de la région avec 4,4 milliards de dirhams, en plus des partenariats publics (ministères, universités, communes et provinces) pour 13,15 milliards de dirhams, des bailleurs de fonds nationaux pour une somme de 450 millions de dirhams et finalement des investissements privés et étrangers représentant 5% soit 650 millions de dirhams. Par exemple, le budget alloué à l'axe « Dynamisation de la culture et du sport » est réparti comme suit : Conseil régional : 210 millions de dirhams, partenaires publics : 1 387 millions de dirhams, bailleurs de fonds nationaux : 53 millions de dirhams, sans aucune contribution de la part des investisseurs privés et étrangers.

« Le fait que la ville d'Oujda a été désignée "Capitale de la culture arabe" me semble une bonne opportunité à saisir pour nous, pour une action culturelle pérenne, et non pas saisonnière. Arrêtons de considérer l'action culturelle comme une fête de mariage ! ».

« Les peuples sont éduqués par la culture, pas par l'économie ».

« La question qui se pose est la suivante : pourquoi les maisons des jeunes sont sous la tutelle du seul ministère de la jeunesse ? »

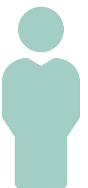
« Mercredis de Racines#6 », Oujda, 19 mai 2018

1 **Préfecture** (Oujda-Angad)

7 **Provinces** (Driouch, Nador, Berkane, Guercif, Taourirt, Jerrada, Figuig)

2 302 182

habitants dont :



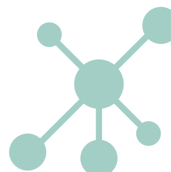
50,41%	**65,35%**	**35,65%**
de femmes	d'urbains	de ruraux



32,86%
population active



34,4%
d'analphabétisme



88,9% disposent d'une télévision

92,4% disposent d'un téléphone portable

17,6% disposent d'un ordinateur

22,3% disposent d'internet

• RÉGION RABAT-SALÉ-KÉNITRA

Cette région a rendu public son PDR comme la plupart des autres régions du royaume en juillet 2017, après l'avoir approuvé lors d'une session ordinaire de son Conseil. Le budget global de l'ensemble des projets s'élève à 46,5 milliards de dirhams, dont 741 millions de dirhams[46] pour l'année 2018. Il fait partie des budgets régionaux les plus importants au Maroc (après celui de Casablanca-Settat).

Le PDR s'articule autour de 9 grands chantiers, dont l'un est consacré à promouvoir la culture et le sport, avec 3 objectifs principaux : développement de l'ingénierie territoriale en animation culturelle, promotion de la culture et du patrimoine et développement des activités sportives et de loisirs.

Plusieurs projets s'inscrivent dans le cadre des deux premiers objectifs. Il s'agit d'abord de la création d'une structure régionale d'ingénierie en animation culturelle qui a pour but d'accompagner les collectivités territoriales et les opérateurs culturels, afin d'impulser des projets collaboratifs. Mais aussi, la structuration de la programmation et l'appui aux événements dans la région, et enfin l'organisation et la coordination de l'information culturelle. Pour ce faire, il a été alloué un investissement de 10 millions de dirhams, dont 25% (soit 2,5 millions) provenant de la Région de Rabat Salé Kénitra. Un deuxième projet d'inventaire et de la valorisation du patrimoine culturel matériel et immatériel est prévu. Il lui a été réservé un montant de 15 millions de dirhams (couvert entièrement par les fonds propres de la Région). Un million de dirhams par an sera investi dans la recherche pendant six ans, ainsi que l'organisation d'un événement annuel de restitution des résultats. S'ajoute à cela l'appui de 35 projets de médiation et valorisation du patrimoine de la Région qui abrite la capitale du Maroc.

Un autre projet culturel sera dédié à la promotion d'événements culturels avec un investissement de 100 millions de dirhams (dont 20 millions de contribution de la Région). Il prévoit la structuration de la programmation des événements existants via le soutien financier et technique de 50 événements culturels dans la Région, ainsi que la labellisation de 10 événements culturels. Le PDR mentionne l'existence d'un projet de renforcement et de réhabilitation d'infrastructures culturelles et de sites patrimoniaux pour une valeur de 400 millions de dirhams (dont 120 millions provenant de la Région). Ces fonds seront utilisés pour l'appui financier à la réhabilitation et la création de 15 opérations validées par le Conseil Régional.
Enfin, pour soutenir les associations sociales, sportives et culturelles, le document de la Région de Rabat-Salé-Kénitra consacre une subvention de 97,2 millions de dirhams financée à 100% par le Conseil Régional.

3 **Préfectures** (Rabat,Salé, Skhirate-Temara)

4 **Provinces** (Kénitra, Khémisset, Sidi Kassem, Sidi Slimane)

4 552 585

habitants dont :

50,3% de femmes

69,7% d'urbains

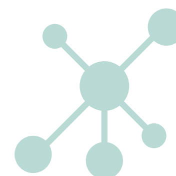
30,3% de ruraux



36,3% population active



29,4% d'analphabétisme



94,2% disposent d'une télévision

94,7% disposent d'un téléphone portable

31,1% disposent d'un ordinateur

25% disposent d'internet

• RÉGION DE SOUSS-MASSA

Le Conseil Régional de Souss-Massa a approuvé, en mars 2017, son PDR, réalisé par le cabinet d'études international Mckinsey & Company, avec une projection à l'horizon 2022 comprenant 25 projets prioritaires pour un budget de 24,5 milliards de dirhams, et une contribution de 3,1 milliards (soit 15%) de la Région Souss-Massa.
Contrairement aux PDR des autres régions, c'est le seul où il est fait mention de politique culturelle. Cependant, le volet culturel se limite aux programmes relatifs au tourisme et au patrimoine.

Le PDR de Souss-Massa mentionne 25 projets structurants et la création d'une SDR (Société de Développement Régionale) qui sera en charge de l'animation culturelle, l'exploitation et la réfection des musées et sites patrimoniaux de la région (exemple : la restauration de la Kasbah d'Agadir). Une seconde mission sera celle de la construction de bâtiments à vocation culturelle : centre culturel régional à Agadir (horizon 2019), centre de formation au patrimoine (horizon 2022) et d'autres centres culturels dans les principales villes de la région. Un investissement total de 120 millions de dirhams, financé intégralement par le Conseil Régional de Souss-Massa, a été alloué à la réalisation de tous ces chantiers pour les 6 ans.
Par rapport au développement social et durable, le Conseil Régional a planifié la création d'un cluster d'artisanat dans les deux années, soit en 2019, qui comprend la construction d'un musée du patrimoine artisanal du Souss, la création d'un centre d'exposition des produits d'artisanat à Tiznit et d'un centre d'exposition sur le circuit Tafraout-Tiznit. Le Conseil Régional prévoit également la création d'un centre d'exposition à Sidi Bibi et Massa, en plus d'un centre d'artisanat traditionnel à Temssiya avant 2022. Le budget pour l'exécution de ces projets est estimé à 50 millions de dirhams, dont une contribution du Conseil Régional égale à 15 millions de dirhams. Les 35 millions de dirhams restant seront investis par des partenaires publics.

« Puisque Tiznit a besoin d'un nouveau souffle en matière d'action culturelle, il lui faudrait un projet différent dans sa conception, un projet qui engloberait l'ensemble des acteurs de la ville, quelles que soient leurs appartenances ou leurs centres d'intérêt. Un projet en rapport avec le sentiment d'appartenance à la ville, son identité et son rayonnement, et indépendant des conseils municipaux et de leur soutien financier. Il nous concernerait tous (artistes, associations…) et nous permettrait de communiquer entre nous ».

« Mercredis de Racines#6 », Tiznit, 21 avril 2018

2 Préfectures (Agadir Ida Outanane, Inezgane Ait Melloul)

4 Provinces (Taroudant, Tiznit, Tata, Chtouka Ait Baha)

2 657 906

habitants dont :



51,08% de femmes

56,18% d'urbains

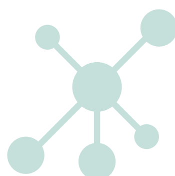
31,89% de ruraux



31,89% population active



33,1% d'analphabétisme



92,6% disposent d'une télévision

95,8% disposent d'un téléphone portable

26,7% disposent d'un ordinateur

18,8% disposent d'internet

• RÉGION DE TANGER-TÉTOUAN-AL HOCEIMA

En avril 2017, le Conseil Régional de Tanger-Tétouan-Al Hoceima a approuvé à l'unanimité son PDR qui sera réalisé à l'horizon 2022. Il prévoit de créer plus de 216 000 emplois (plus que la population active en 2004, qui était de 129 500) pour un investissement équivalent à 15 milliards de dirhams et la réalisation de 45 projets prioritaires.

Cette région est l'une des plus importantes du pays, avec un budget de 678 millions de dirhams[46] pour l'année 2018.
Le PDR de Tanger-Tétouan-Al Hoceima, fait la distinction entre les compétences propres du Conseil Régional et les compétences partagées et/ou transférées. En lien avec l'axe « Compétitivité économique », le document en question intègre 3 projets classés comme compétences propres de la Région. Il s'agit en premier lieu d'un espace d'expositions visant à accueillir différentes manifestations d'une superficie de 20 000 m² avec un budget de 1 milliard de dirhams et la création de 15 000 emplois. Le second projet consiste en la création de 10 circuits culturels et touristiques dans le milieu rural pour un montant de 100 millions de dirhams et l'emploi de 600 personnes. Quant au troisième, il s'agit de 3 plateformes de valorisation de l'artisanat planifiées dans le cadre de l'axe économique à destination de 600 artisans, créant 3 000 emplois pour un investissement de 60 millions de dirhams. Les compétences partagées et/ou transférées entre le Conseil Régional et les Provinces et Préfectures de Tanger-Tétouan-Al Hoceima se résument dans l'axe « Valorisation du patrimoine immatériel » du PDR. Un seul projet devrait voir le jour à l'horizon 2022, à savoir, le programme de valorisation du patrimoine historique des villes de Tanger, Ouezzane et Chefchaouen qui devrait employer 20 personnes pour un investissement d'environ 110 millions de dirhams.

« L'art est à la fois l'école, le quartier, la famille...Nous espèrons que l'école nous facilite cette tâche, pour nous faire connaître notre culture avant même de la commercialiser à l'étranger. Pour développer la culture, il va falloir miser sur les générations futures et non pas sur des programmes à courte durée (vision 2020/ 2026,...). Avant de construire des infrastructures, il faudra initier les gens d'abord à la culture ».

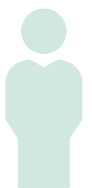
« Il y a quelques infrastructures à Guelmim (notamment une médiathèque). Mais la question c'est comment encourager les gens à lire ? La question n'est pas dans le nombre d'infrastructures : nous voulons des salles d'exposition/théâtres bien équipés et qui répondent aux normes. Ici à Guelmim, il n'y a que les associations et elles font un énorme travail mais ce n'est pas suffisant malheureusement ».

« Mercredis de Racines#6 », Guelmim, 2 juin 2018
(NDLR: région de Guelmim Oued Noun n'ayant pas publié son PDR)

2 Préfectures (Tanger-Asilah, M'diq-Fnideq)

6 Provinces (Larache, Ouezzane, Chefchaouen, Al Hoceima, Tétouane, Fahs-Anjra)

3 540 012
habitants dont :



49,26% de femmes

56,18% d'urbains

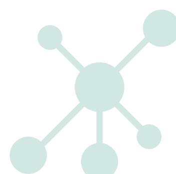
40% de ruraux



36,94% population active



31% d'analphabétisme



92,1% disposent d'une télévision

93,1% disposent d'un téléphone portable

20,6% disposent d'un ordinateur

17,2% disposent d'internet

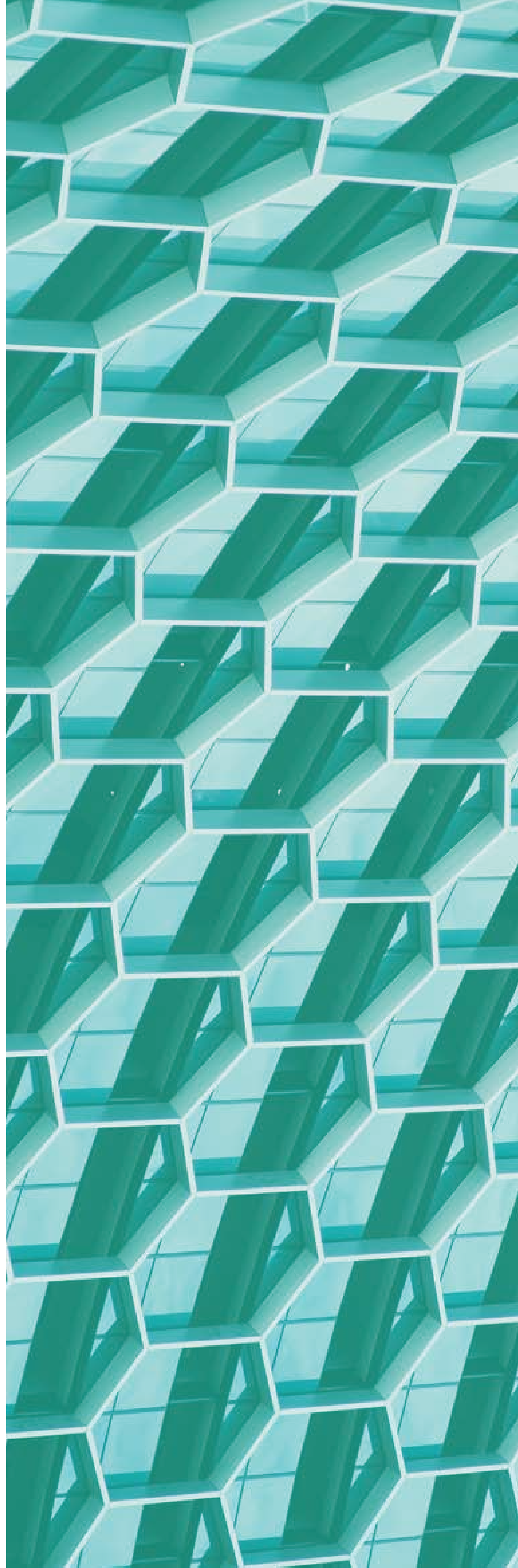
A la lecture des différents Programmes de Développement Régionaux disponibles (10 PDR sur les 12 qui devraient être publiés à ce jour), il apparaît que les secteurs culturel et artistique y sont mentionnés, à des degrés de précision différents en matière de type de projets, de domaines d'intervention, de budget, de stratégie, de ressources humaines, etc. Cela va de la promotion et la valorisation du patrimoine à la construction d'infrastructures culturelles, en passant par l'accompagnement de l'artisanat et la création des expositions, le soutien aux manifestations culturelles, la formation des ressources humaines, etc.

En aucun cas, il n'a été précisé si ces PDR (à l'exception de quelque uns) ont été réalisés en concertation avec les professionnels des arts et de la culture, ni s'ils répondent à leurs attentes, ni s'ils sont réalistes et réalisables dans le laps de temps annoncé. Les documents analysés énoncent - voire énumèrent - des projets sans les inclure dans une politique culturelle globale de chaque région avec des publics identifiés, des budgets répartis entre artistique, technique et gestion, des indicateurs de performance et d'évaluation avec des échéances précises, etc.

Le recours à des cabinets de conseil pour la réalisation de ces PDR, démontrent également la méconnaissance des chaînes de valeur des politiques culturelles par les élus, et font craindre la non concrétisation des projets et objectifs annoncés, ou dans le meilleur des cas, l'inauguration de lieux qui demeureront vides et potentiellement ignorés par les publics, faute de direction artistique, technique et administrative.

Une grande attention est réservée au patrimoine, aux sites historiques et à l'artisanat, alors que la création contemporaine et le numérique semblent avoir été écartés des objectifs de développement de la plupart des régions. On accorde encore énormément de budget à la construction d'infrastructures et d'équipements culturels, sans se soucier de la disponibilité et de la formation des ressources (techniques, artistiques et administratives) qui animeront de tels espaces, ni des publics ciblés, des activités prévues (éducation populaire, formation des professionnels, etc.), ou de la médiation culturelle.

Enfin, il faudrait trouver un équilibre entre les objectifs stratégiques tournés vers la communication des actions culturelles et la promotion de l'image des régions. Et élaborer des politiques culturelles visant la structuration de l'individu, du citoyen et le lien social en concertation avec les professionnels, la société civile, les artistes et les citoyens, pour plus de proximité, pour la liberté de création, la démocratisation et la démocratie culturelles et l'accès de toutes et de tous à la culture.



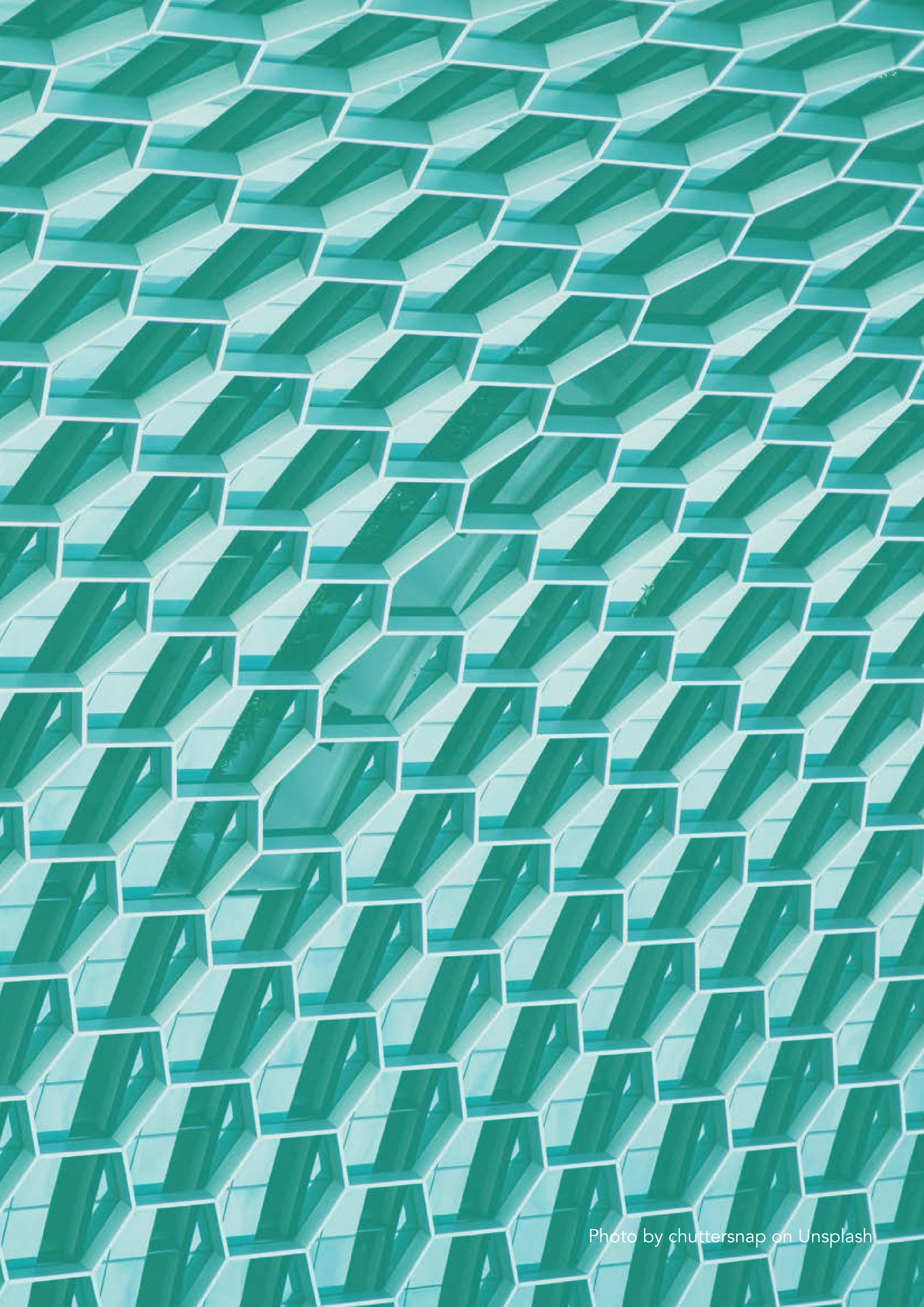


Photo by chuttersnap on Unsplash

5

CONCLUSION

Aadel Essaadani

Quelles infrastructures culturelles pour quels fonctionnements ? Quels objectifs pour quels publics ? Quel aménagement culturel du territoire ? Quelle répartition entre les éducations artistique et populaire, les soutiens à la création et à la diffusion ? Quel équilibre entre le patrimoine et la création ? Comment l'Etat et les collectivités territoriales organisent ou accompagnent les formations artistiques, techniques ou d'administration culturelle ?
Questions simples pour évaluer les politiques culturelles actuelles et celles que les institutions publiques chargées de la culture projettent, quand elles les formulent.
Dans l'absolu, l'évaluation des politiques publiques existantes fait partie intégrante de l'élaboration de celles à venir. C'est le rôle des institutions qui les élaborent (Etat, collectivités territoriales, institutions publiques…)

En l'absence d'évaluation publique et parce que nous croyons toujours que « La Culture est la Solution », Racines continue d'organiser des « Etats Généraux de la Culture au Maroc ». L'association les prépare pendant deux ans, en allant à la rencontre des professionnels, des amateurs, des publics et des responsables.
Il est question, en permanence, d'inventaire, d'enquêtes, d'évaluations nationales, de recherche et d'analyse de bonnes pratiques internationales, de recueil et de restitution de la parole des professionnels et des publics dans toutes les régions du Maroc.
En somme, Racines applique la concertation que l'institution publique ne pratique pas, même si la démocratie participative est constitutionnelle depuis 2011.

Pendant les deux premières éditions (2014 et 2016), Racines a essayé de faire le plaidoyer pour des politiques culturelles transversales. Partant du constat de carence du ministère de la culture d'approcher toute la chaîne des valeurs, allant de l'éducation jusqu'à la diffusion ; et du service public jusqu'aux industries créatives. La solution paraissait être celle de répartir le travail entre les différents ministères, chacun selon ses missions : éducation, formation, production, diffusion, valorisation… Le ministère n'a pas voulu assurer sa mission de tête de chapitre de la politique culturelle, prétextant l'impossibilité de tout travail intergouvernemental. Et pourtant, cette action culturelle est un projet de société, sans lequel aucun développement durable n'est possible. Et nous observons depuis, les échecs de tous les plans annoncés, faute d'appropriation culturelle.

Depuis la nouvelle loi de régionalisation (2015), un autre espoir est né, celui d'une élaboration et prise en charge, par les collectivités territoriales, de politiques culturelles proches des populations et répondant aux spécificités de chacune des 12 régions marocaines. Cette troisième édition des Etats Généraux de la Culture s'y consacre.

Il résulte de l'analyse de l'évolution du contexte juridique marocain, des Plans de développement régionaux et de l'essai de « deviner » ce qui fait office de politiques culturelles (du ministère et des collectivités territoriales, des communes et des provinces), une impression persistante d'absence de projet et de vision. Les PDR, élaborés dans leur écrasante majorité par des cabinets de conseil non spécialisés dans l'action culturelle et des architectes, ne donnent pas les contours des politiques culturelles en Régions. Les activités et actions culturelles y sont absentes, ainsi que les publics. L'explication institutionnelle est donnée ailleurs, oralement, argumentant que les PDR ne sont pas des « Plans d'action », sans dire ce qu'ils sont.

En essayant de dépasser les seuls effets d'annonce, nous essayeront pendant ces « Etats Généraux de la Culture » d'y voir plus clair et de proposer des pistes de travail pour des politiques publiques de la culture de proximité dont le pays a besoin structurellement pour son développement. Le processus de leur élaboration faisant partie intégrante des objectifs, la concertation et la participation des ayants droit (population, professionnels, amateurs…) est une étape importante, *sine qua non*, pour une démocratie participative effective.■

NOTES & RÉFÉRENCES

[1] Haut-Commissariat au Plan (Centre d'Etudes et de Recherches Démographiques), RGPH 2014
[2] Constitution du Royaume du Maroc, du 1er juillet 2011
[3] Haut-Commissariat au Plan, Comptes Nationaux Provisoires 2017
[4] Amina Touzani : La culture et la politique culturelle au Maroc. 2003.
[5] Voir chapitre 3 – Contexte législatif des politiques culturelles au Maroc
[6] Source : Bilan du ministère de la culture (2012-2016)
[7] Source : Bilan du ministère de la culture (2012-2016)
[8] Source : Ministère de l'économie et des finances (loi de finances 2017)
[9] « M. Laaraj présente le projet de budget 2018 du secteur de la culture et de la communication, devant une Commission à la Chambre des représentants », par la MAP le 03 novembre 2017
[10] Source : Ministère de la culture et de la communication
[11] Bilan du Ministère de la culture (2012-2016)
[12] Décret n° 2-06-328 (10 novembre 2006) fixant les attributions et l'organisation du ministère de la culture
[13] Décret n° 2-93-44 (29 avril 1993)
[14] Guide des festivals « Arts et patrimoine », Ministère de la Culture (2015)
[15] Arrêté n°1701-16 (10 juin 2016) fixant les attributions et l'organisation des services déconcentrés du ministère de la culture
[16] Voir chapitre 4 – Analyse des PDR
[17] Respectivement les lois organiques n°113-14 relative aux communes, n°111-14 relative aux régions et n°112-14 relative aux préfectures et provinces (7 juillet 2015)
[18] Loi n° 01-09 (18 avril 2011)
[19] Bilan de l'INDH (2005-2016)
[20] Loi n°66-16 relative à l'artiste et aux métiers artistiques (25 août 2016)
[21] Loi n° 2-00 relative aux droits d'auteur et droits voisins (15 février 2000), amendée et complétée par la loi n° 34-05 (2006) puis par la loi n° 79-12 (2014)
[22] Les 30 réalisations pour la protection des droits d'auteur et de la propriété intellectuelle (Bilan du BMDA 2012-2016), en arabe seulement
[23] Loi n°114-113 (19 mars 2015)
[24] Note circulaire n°724 relative aux dispositions fiscales de la loi des finances n°100-14 pour l'année budgétaire 2015
[25] Loi n° 16-85 instituant des déductions fiscales au titre des dons octroyés aux personnes morales (...) (17 août 1985)
[26] Source : www.artmap.ma. le 17.09.2018.
[27] Le Ministère de l'intérieur: étude sur le tissu associatif au Maroc (2015)
[28] L'économie de la culture, rapport du Conseil Économique, Social et Environnemental (Auto-Saisine n°25 / 2016)
[29] Femmes et Hommes en chiffres 2016, HCP
[30] Les statistiques du Ministère de l'éducation nationale, année scolaire 2014-2015
[31] Amina Touzani : La politique culturelle au Maroc (2016)
[32] Amina Touzani : La politique culturelle au Maroc (2016)
[33] HCP, Enquête nationale sur l'emploi du temps (2011-2012)
[34] HCP, Enquête nationale sur les jeunes 2011
[35] Source : www.artmap.ma. le 17.09.2018.
[36] Guide des bibliothèques par le ministère de la culture (2015)
[37] [38] [39] Source : www.pratiquesculturelles.ma
[40] Economie créative : panorama et potentiel / Avril 2016, Ministère de l'économie et des finances, direction des études et des prévisions financières
[41] Source : www.cgem.ma
[42] "Plan de développement régional : L'intérieur rejette les propositions surréalistes" Youness Saad Alami, l'Économise, Édition 5307, le 04/07/2018
[43] « La responsabilité des élus dans le cadre de la régionalisation avancée » Association Tafra, TelQuel Média, Nov. 2017
[44] « 27 milliards de DH pour transformer la région Dakhla-Oued Eddahab », par Wiam Markhouss, La vie éco du 7 mars 2018
[45] « Lancement des programmes de développement de Dakhla-Oued Eddahab et Guelmim-Oued Noun », Médias24 du lundi 8 février 2016
[46] « La responsabilité des élus dans le cadre de la régionalisation avancée » Association Tafra, TelQuel Média, Nov. 2017

ملاحظات و مراجع

1. المندوبية السامية للتخطيط (مركز الدراسات والأبحاث الديموغرافية)
2. دستور المملكة المغربية 1 يوليوز 2011
3. المندوبية السامية للتخطيط، الحسابات الوطنية المؤقتة 2017
4. أمينة التوزاني «الثقافة والسياسة الثقافية بالمغرب» 2003
5. انظر الفصل الثالث_ السياق التشريعي للسياسات الثقافية بالمغرب
6. حصيلة وزارة الثقافة (2012-2016)
7. حصيلة وزارة الثقافة (2012-2016)
8. وزارة الاقتصاد والمالية
9. "قدم السيد لعرج مشروع ميزانية 2018 لقطاع الثقافة والاتصال امام لجنة مجلس النواب" عن وكالة المغرب العربي للأنباء في 03 نوفمبر 2017
10. وزارة الثقافة و الإتصال
11. حصيلة وزارة الثقافة (2012-2016)
12. المرسوم رقم 328-06-2 (10 نوفمبر 2006) لتحديد صلاحيات وتنظيم وزارة الثقافة
13. المرسوم رقم 44-93-2 (29 أبريل 1993)
14. دليل مهرجانات «الفنون والتراث»، وزارة الثقافة (2015)
15. القرار رقم 16-1701 (10 يونيو 2016) الذي يحدد الصلاحيات وتنظيم الخدمات غير المنتظمة لوزارة الثقافة
16. انظر الفصل الرابع ـ تحليل مخططات التنمية الجهوية
17. القانون رقم 14-113 المتعلق بالجماعات، والقانون رقم 14-111 المتعلق بالجهات والقانون رقم 14-112 المتعلق بالعمالات والاقاليم
18. القانون رقم 09-01 (18 أبريل 2011)
19. تقييم المبادرة الوطنية للتنمية البشرية (2005-2016)
20. القانون رقم 16-66 المتعلق بالفنان والمهن الفنية (25 أغسطس 2016)
21. القانون رقم 00-2 المتعلق بحقوق المؤلف والحقوق المجاورة (15 فبراير 2000)، المعدل والمكمّل بموجب القانون رقم 05-34 (2006) ثم بموجب القانون رقم 12-79 (2014)
22. الإنجازات الثلاثين لحماية حقوق النشر والملكية الفكرية (2012-2016)، متوفرة باللغة العربية فقط
23. القانون رقم 113-114 (19 مارس 2015)
24. ملاحظة دورية رقم 724 بشأن الأحكام المالية لقانون المالية رقم 14-100 لسنة 2015 الخاص بميزانية 2015
25. القانون رقم 85-16 بشأن تطبيق تخفيضات ضريبية لصالح الكيانات القانونية بموجب التبرعات (...) (17 غشت 1985)
26. Artmap.ma في 17.09.2018
27. وزارة الداخلية: دراسة حول النسيج الجمعوي في المغرب (2015)
28. الاقتصاد الثقافي، تقرير المجلس الإقتصادي والإجتماعي والبيئي (2016)
29. النساء والرجال بالأرقام 2016، المندوبية السامية للتخطيط
30. إحصاءات وزارة التربية الوطنية، السنة الدراسية 2014-2015
31. أمينة توزاني: السياسة الثقافية في المغرب، 2016
32. أمينة توزاني: السياسة الثقافية في المغرب، 2016
33. البحث الوطني حول استعمال الوقت، المندوبية السامية للتخطيط، 2011ـ2012
34. الدراسة الاستقصائية الوطنية للشباب 2011، المندوبية السامية للتخطيط
35. Artmap.ma - 17/09/2018
36. دليل المكتبات صادر عن وزارة الثقافة
37. www.pratiquesculturelles.ma
38. www.pratiquesculturelles.ma
39. www.pratiquesculturelles.ma
40. الاقتصاد الإبداعي: نضرة عامة و القدرات
41. www.cgem.ma
42. " الدار البيضاء - سطات: بعد الشعار ، التطلع الى خطة التنمية الجهوية"، مجلة الإيكونوميست ، الطبعة رقم 5180 18- / 09/2017 ، نادية درف
43. المصدر: كتيب «مسؤولية المنتخبين في إطار الإقليمية المتقدمة» ، جمعية تافرا ، تيلكيل، نونبر 2017
44. "سبعة و عشرون مليار درهم لتحويل جهة الداخلة واد الذهب"، بقلم وايام ماركوس، الحياة الإيكولوجية في 7 مارس 2018
45. "إطلاق برامج التنمية في الداخلة وادي الذهب وكلميم وادي نون"، ميديا 24 الإثنين 8 فبراير 2016
46. المصدر: كتيب «مسؤولية المنتخبين في إطار الإقليمية المتقدمة» ، جمعية تافرا ، تيلكيل، نونبر 2017

ما هي البنى التحتية الثقافية التي نحتاج إليها؟ و من أجل أية وظيفة ؟ ما هي الأهداف التي نرغب الوصول إليها و ما هو الجمهور المستهدف ؟ إلى أي تخطيط محلي للثقافة نتطلع ؟ أي توزيع بين التربية الفنية والشعبية، أو بين دعم الإبداع والنشر؟ ما هو التوازن بين التراث والإبداع ؟ كيف تقوم الدولة والسلطات المحلية بتنظيم أو مرافقة التكوين الفني أو التقني أو الإدارة الثقافية ؟...
أسئلة بسيطة لتقييم السياسات الثقافية الحالية وتلك التي تتحملها المؤسسات العمومية المسؤولة عن الثقافة، عند صياغتها.
بشكل مطلق، يعد تقييم السياسات العمومية الموجودة جزءًا لا يتجزأ من إعداد السياسات المستقبلية، و هو دور المؤسسات التي تطورها (الدولة، السلطات المحلية، المؤسسات العمومية...).

في غياب التقييم العمومي ولأننا ما زلنا ما نعتقد أن "الثقافة هي الحل"، تواصل جذور تنظيم "الملتقى العام حول الثقافة بالمغرب" الذي يستغرق إعداده سنتين، حيث تجري لقاءات مع المهنيين والهواة والعموم والمسؤولين. كما تقوم، بصفة مستمرة، بجرد، و مسوحات ، وتقييمات وطنية ، وبحوث وتحليل الممارسات الدولية الجيدة، وجمع وتقديم خطاب المهنيين والجمهور في جميع مناطق المغرب. باختصار، تطبق جذور التشاور الذي لا تمارسه المؤسسة العمومية، حتى بعد دسترة الديمقراطية التشاركية منذ عام 2011.

حاولت جذور، خلال النسختين الأولتين (2014 و 2016)، المرافعة من أجل سياسات ثقافية عرضانية، إنطلاقا من قصور وزارة الثقافة في التعامل مع سلسلة القيم بأكملها، بدءًا من التربية وصولا إلى النشر، ومن الخدمة العمومية إلى الصناعات الإبداعية. فبدا الحل هو توزيع العمل بين مختلف الوزارات، كل حسب مهامها: التربية، التكوين، الإنتاج، النشر، و التثمين... ورفضت الوزارة القيام بمهمتها على رأس السياسة الثقافية، بحجة استحالة أي عمل حكومي ما بين الوزارات.

ومع ذلك، فإن هذا الفعل الثقافي هو مشروع مجتمعي، لا يمكن تحقيق أية تنمية مستدامة من دونه. وها نحن نعاين منذ ذلك الحين، فشل كل الخطط المعلنة بسبب عدم اعتمادها على الجانب الثقافي.

ولّد قانون الجهوية الجديد (2015) أملا آخرا، بأن تصيغ الجماعات الترابية و تتكفل، بسياسات ثقافية قريبة من العموم و تراعي خصوصيات كل جهة من الجهات المغربية ال12. لذا فإن الملتقى العام حول الثقافة يكرس الدورة الثالثة لهذا الموضوع.

ويتنج عن تحليل تطور السياق القانوني المغربي و مخططات التنمية الجهوية، ومحاولة "تخمين" ما يتعلق بالسياسة الثقافية (للوزارة ، أو الجماعات الترابية، والبلديات أو الأقاليم)، انطباعا مستمرا بعدم وجود رؤية أو مشروع. إن مخططات التنمية الجهوية، التي تم تطويرها، في أغلبيتها الساحقة، من قبل شركات استشارة غير مختصة في العمل الثقافي ومهندسين معماريين، لا تعطي ملامح السياسات الثقافية في الجهات، حيث تغيب عنها الأنشطة الثقافية وكذلك تحديد الجمهور المستهدف. أما التفسير المؤسساتي فتسمعه في مكان آخر، شفويا، بحجة أن مخططات التنمية ليست "برامج عمل"، دون أن يحدد لها أي تعريف.

في محاولة لتجاوز آثار الإعلانات، سنحاول خلال هذا "الملتقى العام حول الثقافة"، أن نوضح الرؤية أكثر، وأن نقترح طرق للعمل من أجل سياسات عمومية للثقافة، محلية، تحتاجها البلاد من الناحية الهيكلية من أجل تنميتها. إن عملية صياغة هذه السياسات تدخل ضمن أهدافها، شأنها شأن التشاور و إشراك المستفيدين (عموم الناس، المهنيين والهواة ...)، و هي خطوة مهمة، و شرط لا غنى عنه من أجل ديمقراطية تشاركية فعالة.■

5

خاتمة

عادل السعداني

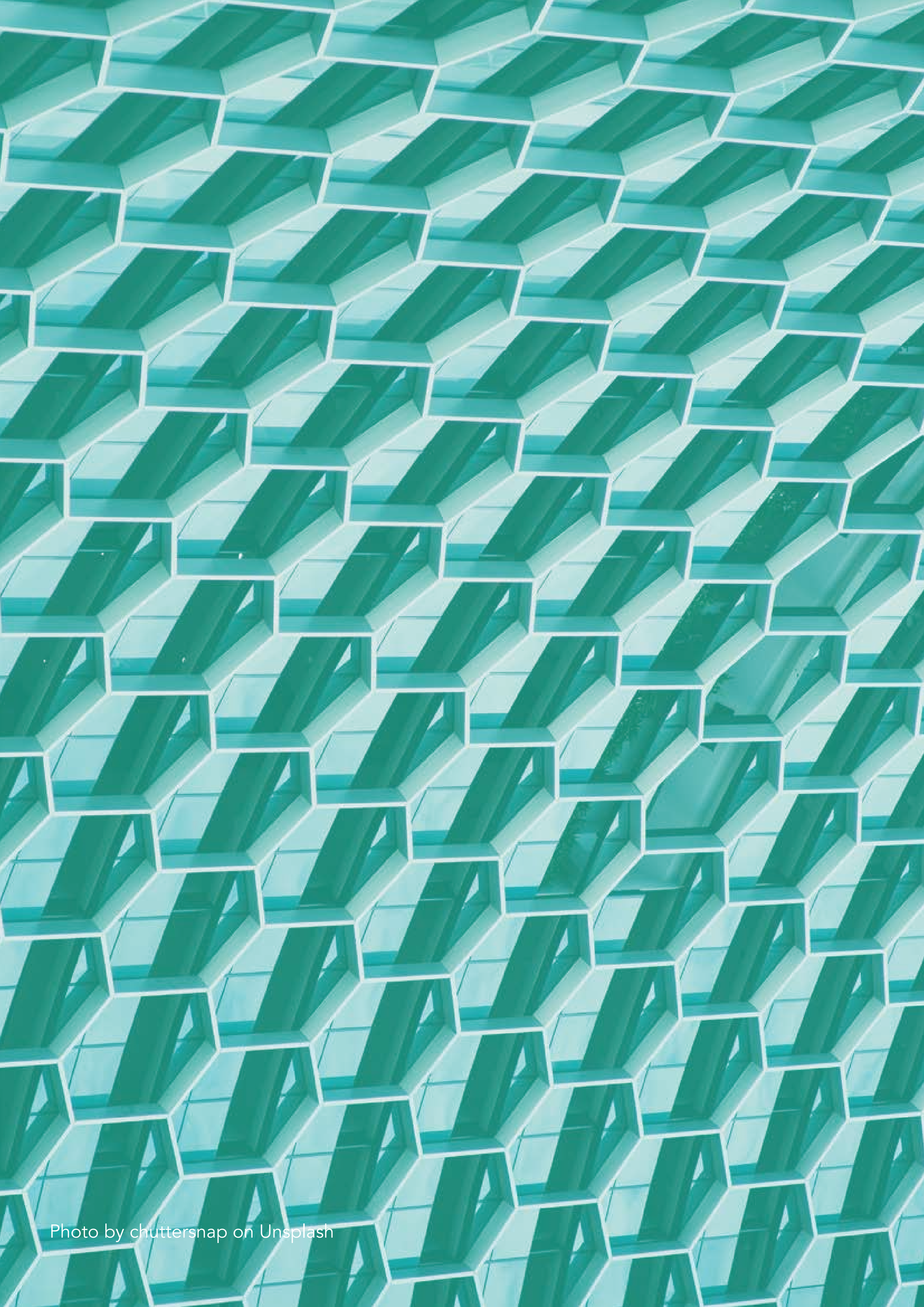


Photo by chuttersnap on Unsplash

تكشف قراءة مختلف مخططات التنمية الجهوية المتاحة (تم نشر 10 من 12 مخطط للتنمية الجهوية)، أنه تمت الإشارة الى القطاعات الثقافية والفنية في درجات مختلفة من الدقة بخصوص نوعية المشروع، ومجالات التدخل، الميزانية، والاستراتيجية، والموارد البشرية، إلخ. تشمل تشجيع وتعزيز التراث وبناء المرافق الثقافية، و تنمية الحرف التقليدية وتنظيم المعارض، ودعم التظاهرات الثقافية، وتكوين الموارد البشرية، الخ.

ولم يوضح قطا إن أنجزت مخططات التنمية الجهوية بمشاركة المهنيين في مجال الفنون والثقافة، وإن كانت تلبي توقعاتهم وإن كانت واقعية وقابلة للتحقيق ضمن الإطار الزمني المحدد. فقد اقتصرت الوثائق التي تم تحليلها على وضع –بل سرد-المشاريع بدون إدراجها في «سياسة ثقافية» شاملة لكل جهة بعد تحديد الجمهور المقصود والميزانيات الموزعة بين القطاعات الفنية والتقنية والإدارية ومؤشرات المردودية وتقييم الأداء في أطر زمنية محددة إلخ.

ويدل أيضا اللجوء إلى الشركات الاستشارية لإنجاز مخططات التنمية الجهوية إلى قلة معرفة الجهات المنتخبة لقنوات السياسات الثقافية، مثيرة التخوف من عدم تحقيق المشاريع والأهداف المعلنة، وفي أفضل الأحوال، تدشين أماكن تبقى فارغة ويتجاهلها المواطن، لانعدام التوجيه الفني والتقني والإداري.

وتم إعطاء الأولوية للتراث والمواقع التاريخية والحرف التقليدية، مع استبعاد الإبداع المعاصر والرقمي من أهداف التنمية لمعظم الجهات. ولا تزال الميزانية تغطي بشكل كبير بناء مرافق البنية التحتية والثقافية، بغض النظر عن مدى توفر الموارد (التقنية والفنية والإدارية) والتي ستشرف على قيادة هذه المساحات، وبدون استهداف الجمهور أو تحديد الأنشطة المخططة (التربية الشعبية، وتكوين المهنيين، وما إلى ذلك)، والوساطة الثقافية.

وأخيرا، ينبغي الخروج من الاستراتيجيات الموجهة للتواصل وترويج صورة الجهات، والتفكير بدل ذلك في سياسات ثقافية بمشاركة المهنيين والمجتمع المدني والفنانين والمواطنين، لتكون أقرب، ولدعم حرية الإبداع والديمقراطية الثقافية و ولوج الجميع إلى الثقافة.

• جهة طنجة تطوان الحسيمة

في أبريل 2017، وافق المجلس الجهوي لجهة طنجة تطوان الحسيمة بالإجماع على مخطط التنمية الجهوية لسنة 2022. وتخطط الجهة لإنشاء أكثر من 216.000 وظيفة (أكثر من اليد العاملة لسنة 2004، والذي كانت تضم129.500 شخص) باستثمار يعادل 15 مليار درهم وإنجاز 45 مشروعا ذات أولوية. هذه المنطقة هي من أهم جهات البلاد، بميزانية قدرها 678 مليون درهم[46] لعام 2018.

ويميز مخطط التنمية لجهة طنجة تطوان الحسيمة بين الصلاحيات الخاصة بالمجلس الجهوي والاختصاصات المشتركة و/ أو المنقولة. وفيما يتعلق بمحور «التنافسية الاقتصادية»، فإن الوثيقة المعنية تتضمن 3 مشاريع مصنفة على أنها اختصاصات خاصة بهذه المنطقة. وفي المقام الأول إنشاء مساحة عرض لاستضافة الأحداث المختلفة بمساحة 20 000 متر مربع بميزانية 1 مليار درهم وخلق 15 ألف فرصة عمل. ويشمل المشروع الثاني برمجة إنشاء 10 دوائر ثقافية وسياحية في المناطق القروية باستثمار يصل إلى 100 مليون درهم وتوظيف 600 شخص. أما الشطر الثالث فيخص 3 منصات لدعم الحرف التقليدية خططت كجزء من المحور الاقتصادي موجه إلى 600 حرفيين، بخلق 3000 فرص العمل مقابل اا‌ستثمارات تبلغ 60 مليون درهم. وتلخص الاختصاصات المشتركة و/أو المنقولة بين المجلس الجهوي ومقاطعات وعمالات جهة طنجة تطوان الحسيمة، في محور «تنمية التراث الثقافي غير المادي» لمخطط التنمية الجهوية. ; و سينجز مشروع واحد في أفق سنة 2022، وهو برنامج تنمية التراث التاريخي لمدينة طنجة، وزان وشفشاون والذي من المتوقع أن يوظف 20 شخصا لاستثمار يقرب من 110 ملايين درهم.

"الفن هو في نفس الوقت المدرسة، و الحي، و العائلة...نتمنى أن تسهل لنا المدرسة هذه المهمة، لكي تجعلنا نعرف ثقافتنا قبل أن تصديرها للخارج. تنمية الثقافة تحتاج إلى الإستثمار في الأجيال القادمة و ليس إلى برامج قصيرة المدى (رؤية 2020، 2026...). كما يجب تعريف الناس على الثقافة أولا، قبل إنشاء البنية التحتية."

"هناك بعض البنى التحتية في كلميم (بما في ذلك مكتبة وسائطية). لكن السؤال هو كيف نشجع الناس على القراءة؟ فالسؤال ليس في عدد البنى التحتية: نريد صالات عرض/مسارح جيدة، مجهزة و تلبي المعايير). هنا في كلميم، لدينا فقط جمعيات وهي تقوم بالكثير من العمل ولكن هذا ليس كافياً للأسف"

"أربعاء جذور #6"، كلميم، 19 ماي 2018
ملحوظة : جهة كْلميم واد نون لم تنشر مخططها الجهوي

2 عمالات
(طنجة-أصيلة
المضيق-الفنيدق)

6 أقاليم
(العرائش، وزان، شفشاون،
الحسيمة، تطوان، فحص ـ إنجرا)

3 540 012
نسمة منهم:

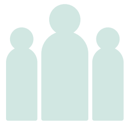
40%
في المناطق القروية

56,18%
في المناطق الحضرية

49,26%
نساء



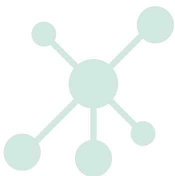
31%
من الأمية



36,94%
من القوة العاملة

93,1%
يتوفرون على هاتف محمول

92,1%
يتوفرون على تلفاز



17,2%
يتوفرون على الأنترنيت

20,6%
يتوفرون على حاسوب

• جهة سوس ماسة

وافق المجلس الجهوي لسوس ماسة على مخطط التنمية الجهوية في مارس سنة 2017، المنجز من طرف شركة الدراسات الدولية ماكينزي آند كومباني في أفق سنة 2022 ويضم 25 مشروعا ذات أولوية بميزانية قدرها 24.5 مليار درهم، مع مساهمة 3.1 مليار (15٪) من جهة سوس ماسة.

على عكس مخططات التنمية لجهات الأخرى، تشير وثيقة جهة سوس ماسة «للسياسة الثقافية». إلا أن الجانب الثقافي يقتصر على البرامج المتعلقة بالسياحة والتراث. ويشير مخطط التنمية الجهوية لسوس ماسة في هذه المشاريع الهيكلية (25)، إنشاء شركة التنمية الجهوية التي من شأنها أن تكون مسؤولة عن الأنشطة الثقافية و استغلال و ترميم المتاحف والمواقع التراثية في المنطقة (على سبيل المثال : ترميم قصبة أكادير). وتتجلى المهمة الثانية في تشييد المباني الثقافية: المركز الثقافي الجهوي بأكادير (2019)، ومركز التكوين في التراث (2022) والمراكز الثقافية الأخرى في المدن الرئيسية في المنطقة. وقد تم تخصيص واستثمار ما مجموعه 120 مليون درهم (ممولة بالكامل من قبل المجلس الجهوي لسوس ماسة) لتحقيق كل هذه المشاريع لمدة 6 سنوات.

بخصوص التنمية الاجتماعية والتنمية المستدامة، خطط المجلس الجهوي لإنشاء مجموعة حرفية في غضون سنتين، اي بحلول عام 2019، تشمل بناء متحف للتراث والحرف في سوس، و إنشاء معرض للمنتجات الصناعة التقليدية في تزنيت ومركز العروض بدائرة تافراوت تيزنيت. كما يضم مخطط المجلس الجهوي مشروع مركز العروض في سيدي بيبي وماسا، بالإضافة إلى مركز الحرف التقليدية بتمسية في أفق 2022. وتقدر ميزانية تنفيذ هذه المشاريع في 50 مليون درهم، بما في ذلك مساهمة من المجلس الجهوي بمبلغ 15 مليون درهم. وسيتم استثمار 35 مليون درهم المتبقية من قبل شركاء القطاع العام.

"بما أن تيزنيت بحاجة إلى روح جديدة في الفعل الثقافي، أنا أقترح أن نعمل على صياغة مشروع جديد بتصور مختلف، يشمل جميع الفاعلين، كيفما كانت انتماءاتهم أو إهتماماتهم. مشروع لا علاقة له بالمجلس المنتخبة أو التمويلات، بل بالشعور بالإنتماء إلى المدنية، بهويتها و إشعاعها. مشروع يخصنا جميعا (فنانين، جمعيات،...) و يجعلنا نتواصل."

"أربعاء جذور #6"، تيزنيت، 21 أبريل 2018

2 **عمالات**
(أكادير إيدا أوتنان، إنزكان آيت ملول)

4 **أقاليم**
(تارودانت، تيزنيت، طاطا، شتوكة آيت باها)



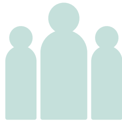
2 657 906

نسمة منهم:

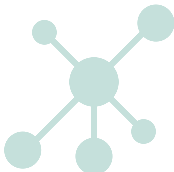
31,89%	**56,18%**	**51,08%**
في المناطق القروية	في المناطق الحضرية	نساء



33,1%
من الأمية



31,89%
من القوة العاملة



95,8%
يتوفرون على هاتف محمول

92,6%
يتوفرون على تلفاز

18,8%
يتوفرون على الأنترنيت

26,7%
يتوفرون على حاسوب

• جهة الرباط سلا القنيطرة

.أصدرت الجهة مخطط التنمية الجهوية الخاص بها مثل باقي جهات المملكة في يوليوز 2017، وذلك بعد اعتماده في جلسة عادية لمجلسها الإقليمي وتبلغ الميزانية الإجمالية لجميع المشروعات 46.5 مليار درهم، وهي من أكبر الميزانيات الإقليمية في المغرب (بعد الدارالبيضاء - سطات)، ويبلغ 741 مليون درهم[46] في السنة الجارية (2018).

و يتمحور مخطط التنمية الجهوية حول 9 مشاريع رئيسية، واحد منها مخصص لتعزيز الثقافة والرياضة، مع 3 أهداف رئيسية: تطوير الهندسة الإقليمية في التنشيط الثقافي، تعزيز الثقافة والتراث وتنمية الأنشطة الرياضية والترفيهية.

وتقع العديد من المشاريع ضمن أول الهدفين. أولا، إنشاء بنية إقليمية للهندسة في التنشيط الثقافي التي تهدف إلى دعم السلطات المحلية والمشغلين الثقافيين، من أجل تعزيز المشاريع التعاونية. وثانيا، هيكلة البرمجة، ودعم التظاهرات الثقافية في المنطقة. وأخيرًا تنظيم وتنسيق المعلومات الثقافية. وللقيام بذلك، تم تخصيص استثمار 10 ملايين درهم، ٪25 منها (2.5 مليون) لمنطقة الرباط سلا القنيطرة. المشروع الثاني هو جرد وتعزيز التراث الثقافي المادي وغير المادي. وقد خصص له في مخطط التنمية الجهوية مبلغ 15 مليون درهم (تغطيه بالكامل الأموال الخاصة بالمنطقة). سيتم استثمار مليون درهم سنوياً في البحث لمدة ست سنوات، بالإضافة إلى تنظيم حدث سنوي لتقييم النتائج. يضاف إلى ذلك دعم 35 مشروع وساطة وتعزيز تراث الإقليم الذي يضم العاصمة المغربية.

وسيتم تخصيص مشروع ثقافي آخر لتعزيز الأحداث الثقافية باستثمار 100 مليون درهم (20 مليون كمساهمة من الإقليم). وينص على تنظيم برامج الأحداث القائمة من خلال الدعم المالي والتقني ل 50 حدثًا ثقافيًا في المنطقة، بالإضافة إلى تصنيف 10 أحداث ثقافية. ويذكر مخطط التنمية الجهوية وجود مشروع لتدعيم وإعادة تأهيل البنى التحتية الثقافية والمواقع التراثية بقيمة 400 مليون درهم (120 مليون من المنطقة). سيتم استخدام هذه الأموال للدعم المالي لإعادة التأهيل وإنشاء 15 عملية وافق عليها المجلس الجهوي.

وأخيراً، من أجل دعم الجمعيات الاجتماعية والرياضية والثقافية، خصصت جهة الرباط سلا قنيطرة منحة قدرها 97.2 مليون درهم، بتمويل من المجلس الجهوي بنسبة ٪100.

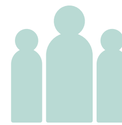
3 عمالات
(الرباط، سلا، الصخيرات ـ تمارة)

4 أقاليم
(القنيطرة، الخميسات، سيدي قاسم، سيدي سليمان)

4 552 585
نسمة منهم:

30,3%	**69,7%**	**50,3%**
في المناطق القروية	في المناطق الحضرية	نساء


29,4%
من الأمية


36,3%
من القوة العاملة

94,7%
يتوفرون على هاتف محمول

94,2%
يتوفرون على تلفاز

25%
يتوفرون على الأنترنيت

31,1%
يتوفرون على حاسوب

• جهة الشرق

تم اعتماد مخطط التنمية الجهوية لهذه المنطقة، المنجز من شركة "فاليانز كونسولتين" في شتنبر 2017 من قبل المجلس الجهوي لجهة الشرق باستثمار إجمالي قدره 19.5 مليار درهم (بما في ذلك 4.4 مليار كمساهمة من المجلس الجهوي) لتحقيق مائة مشروع لتطوير الأقاليم السبع للجهة. في سنة 2018، بلغت الميزانية الإجمالية لمجلس جهة الشرق 605 مليون درهم[46].

يهدف مخطط التنمية الجهوية لجهة الشرق إلى تحقيق العديد من المشاريع في المنطقة. فيما يتعلق ب «المشاريع الاقتصادية» (في غضون 2024)، سيتم بناء قصر المؤتمرات في السعيدية (المنتجع الرئيسي في المنطقة)، لاستضافة التظاهرات الثقافية والفنية (المهرجانات والمؤتمرات والندوات والمعارض) بميزانية تصل إلى 400 ملايين الدراهم. وسيتم الانتهاء من إنشاء مدرسة للهندسة المعمارية في سنة 2021 في وجدة، باستثمار قدره 296 مليون درهم، وتخصص هذه الميزانية أيضًا لبناء مدرسة دولية للهندسة في وجدة ومعهد للبحوث البحرية. في الناظور. أُنشئ مشروع ثانٍ يشمل مشاريع ثقافية بحلول عام 2021. يتعلق الأمر «بالمشروع الاجتماعي» الذي يتضمن مخطط لتطوير البنية التحتية الثقافية والرياضية باستثمار 284 مليون درهم، ويهدف إلى إنشاء مراكز متعددة الوسائط والأنشطة (مسرح، وعروض الأفلام والمعارض) والملاعب والمراكز الرياضية. وسيتم انشاء هذه المعدات في المدارس والجامعات والمراكز والجمعيات الثقافية. ويهدف مشروع آخر لتطوير البنية التحتية الثقافية إلى تجهيز جهة الناظور وبركان ودريوش وفجيج بمراكز ثقافية بقيمة 95 مليون درهم. بالإضافة إلى ذلك، سيتم إنشاء شركة التنمية الجهوية، ،تكون مسؤولة عن الأنشطة الثقافية والرياضية في المنطقة بميزانية قدرها 102 مليون درهم.

وينص مخطط التنمية الجهوية أن الأموال اللازمة لتنفيذها يكون مصدرها من عاصمة الجهة ب4.400 مليون درهم، بالإضافة إلى الشراكات بين ا لـ قطاعين العام (الوزارات والجامعات والبلديات والجهات) بمبلغ 13.150 مليون درهم، والجهات المانحة الوطنية بمبلغ 450 مليون درهم وأخيرا مستثمرون خاصون وأجانب يمثلون 5٪ أي 650 مليون درهم. وسيتم توزيع الميزانية المخصصة لمحور «تنشيط الثقافة والرياضة» على النحو التالي: المجلس الجهوي: 210 مليون درهم، شركاء القطاع العام: 11.387مليون درهم، الجهات المانحة الوطنية: 53 مليون درهم دون أي مساهمة من مستثمري القطاع الخاص والأجانب.

> **" يجب استغلال كون مدينة وجدة عاصمة الثقافة العربية لبناء فعل ثقافي هادف، و نبتعد عن الفعل الثقافي الموسمي، و نكف عن التعامل مع الشأن الثقافي كأنه حفل زفاف !"**
>
> **"الشعوب تتربى بالثقافة، ليس بالإقتصاد."**
>
> **" السؤال المطروح هو : لماذا تكون دور الشباب تابعة لوزارة الشبيبة لوحدها ؟"**
>
> *"أربعاء جذور #6"، وجدة، 19 ماي 2018*

2 عمالات (وجدة، أنكاد)

7 أقاليم دريوش، ناظور، بركان، كرسيف، تاوريرت، جرادة، فيكيك)

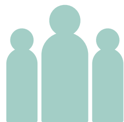
2 302 182

نسمة منهم:

35,65%	65,35%	50,41%
في المناطق القروية	في المناطق الحضرية	نساء



34,4% من الأمية



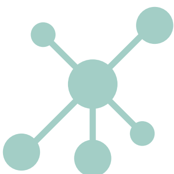
32,86% من القوة العاملة

92,4% يتوفرون على هاتف محمول

88,9% يتوفرون على تلفاز

22,3% يتوفرون على الأنترنيت

17,6% يتوفرون على حاسوب



• جهة مراكش آسفي

وافق المجلس الجهوي لجهة مراكش آسفي على مخطط التنمية الجهوية وذلك في دورته العادية في مارس 2017. ويتضمن ستين مشروعا بميزانية إجمالية قدرها 16 مليار درهم وذلك لتحقيقه بين 2017 و2022. ويبدو أن العنصر الثقافي موجود إلى حد كبير ضمن محور "النمو الاقتصادي" و "النهوض بالتراث الثقافي والطبيعي" وليس ضمن محور "جاذبية الإقليم" كما يمكن قراءته بتقرير مخطط التنمية الجهوية.

وفيما يخص قطاع السياحة والثقافة والترفيه، من المقرر إنشاء 13 مشروع ذو أولوية لاستثمار 2914 مليون درهم وقيمة مضافة بنسبة 9222 مليون درهم لإنشاء 51 620 منصب عمل، وسيتم تنفيذها على أرض مساحتها 150 هكتار.

فيما يخص التكوين، ينص المخطط على إنشاء «مركز للتكوين في مهن القطاعات الكمالية» للجمع بين حرف الصناعة التقليدية ومستحضرات التجميل (المنتج المحلي)، والابتكار وتصميم التعبئة والتغليف بميزانية قدرها 40 مليون درهم. وينص كذلك على إنشاء 3700 منصب عمل. وفيما يتعلق بالمنصات، تم الاتفاق على إنشاء 3 منصات لتطوير الحرف التقليدية يستفيد منها 600 حرفي باستثمار 60 مليون درهم وتوظيف يصل إلى 3000 منصب عمل. ومن المقرر إنشاء منصة أخرى للإبداع الفني في المنطقة، من أجل تطوير المهن الفنية المتعلقة بالإعلام والسينما والفنون الحية وفنون الأداء ولذلك تم التخطيط لتخصيص ميزانية قدرها 70 مليون درهم مقابل 5000 وظيفة مستقبلية. ومن جانب البنية التحتية، يضم مخطط التنمية الجهوية مشاريع لبناء جناح للمعارض (40 حدث في السنة) وقصر المؤتمرات بمبلغ أقصاه 1 مليار درهم وخلق 36250 منصب عمل. و تقع جميع هذه المشاريع تحت إشراف جهة مراكش-آسفي ، وتُسند إلى محور "النمو الاقتصادي" لمخطط التنمية الجهوية للمنطقة.

فيما يتعلق بمحور «النهوض بالتراث الثقافي والطبيعي»، يتم التخطيط لمشروع الحفاظ على التراث، على أساس رقمنة تراث المنطقة. يبلغ إجمالي الاستثمار لهذا المشروع 110 ملايين درهم، في حين يتوقع خلق 20 وظيفة خاصة فقط بهذا الأخير.

ولقد تم تشكيل لجنة مراقبة لتنفيذ كل هذه المشاريع. حيث يجب أن تظهر النتائج الأولى لتنفيذ القسم الخاص بالثقافة والترف والتنشيط في نهاية سنة 2019 ومن المقرر أن يكون التنفذ النهائي للربع الأخير سنة 2021.

" توجد إشكالية كبرى في إلتحاق الموظفين بمناصبهم بالجهة (درعا تافيلالت)، حيث أنهم يرفضون العمل بالمنطقة ! و يجب التعامل مع كل جهات المغرب بمبدأ المساواة ! لا يمكن أن نعمل فقط في و من أجل مدن كالرباط أو القنيطرة..."

" كم يجب دفع لمدرس لكي يقبل التدريس بمركز بزاكورة ؟ إنه تدبير يومي، و نحن نشعر باكرهات. إن جئت بمدرس من فاس أو مكناس، كم سيطلب كأجر للساعة الواحدة؟ إضافة إلى أنه لا أحد يترشح حتى لو فتحت المناصب و تواجدت الميزانية ! كما كان الشأن عندما توفرت 5 مناصب تلك السنة، و لا أحد تقدم بترشيح."

" يمكن أن يضغط المجتمع المدني على رئيس جماعة و يترافع من أجل مركز ثقافي، أو الولوج إلى التعليم ، قاعة سينما أو مسرح...هكذا يجب أن تسير الأمور."

"أربعاء جذور #6"، تينغير، 5 ماي 2018

ملحوظة : جهة درعة تافيلالت لم تنشر مخططها الجهوي

1 عمالة (مراكش)

7 أقاليم (آسفي، الصويرة، الرحامنة، اليوسفية، قلعة السراغنة، شيشاوة، الحوز)

4 504 767



نسمة منهم:

57,19%	**42,81%**	**49,66%**
في المناطق القروية	في المناطق الحضرية	نساء



37,8%
من الأمية



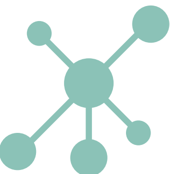
33,22%
من القوة العاملة

92,9%
يتوفرون على هاتف محمول

92%
يتوفرون على تلفاز

14,7%
يتوفرون على الأنترنيت

19,9%
يتوفرون على حاسوب



• جهة العيون الساقية الحمراء

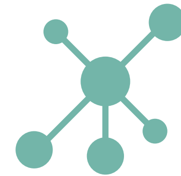
تقع هذه المنطقة في جنوب المغرب وتضم نسبة ٪1 من سكان البلاد، وأصدرت بدورها خطة التنمية الجهوية في يوليوز 2017 وذلك خلال الدورة العادية للمجلس الإقليمي لجهة الساقية الحمراء. وسيتم تنفيذ 34 مشروعًا على 1500 هكتار بحلول سنة 2022، مما يتطلب استثمار 66.22 مليار درهم (بما في ذلك 6.24 مليار كأموال خاصة بالمنطقة)، من أجل توفير 25000 وظيفة في أربع أقاليم بالمنطقة.

ويجمع مخطط التنمية الجهوية لجهة الساقية الحمراء بين المجال الثقافي والقطاعات الاقتصادية والسياحية والبيئية. وتحقيقا لهذه الغاية، سيتم تنفيذ مشروع سياحي ثقافي حول إقليم السمارة في غضون 60 شهرا، بميزانية قدرها 50 مليون درهم وإنشاء 10 وظائف. وسيتم تنفيذ هذا المشروع من قبل المنطقة بالاشتراك مع وزارة السياحة، والحبوس و الشركة المغربية للهندسة السياحية ويحدد محور «البيئة والثقافة»، هدفا له في الحفاظ على الثقافة الحسانية. ويخطط المجلس الجهوي لإنشاء معهد ابحاث لتقدير الثقافة الحسانية في العيون بميزانية تبلغ 4 ملايين درهم وتوظيف 20 شخصًا. وسيتم الانتهاء من المشروع في الربع الأول لسنة 2022، مع شراكة بين جهة العيون الساقية الحمراء، وزارة الثقافة والاتصال، والسلطات المحلية والجمعيات والجامعات، مراكز البحوث العلمية ووكالة الثقافة الحسنية. كجزء من هذا المحور نفسه، تم التخطيط لتعزيز البنية التحتية الثقافية في الأقاليم الأربعة للجهة. ويخطط المجلس الجهوي استثمار 50 مليون درهم لتطوير الإبداعات الفنية والثقافية والتنشيط الثقافي للبنى التحتية الثقافية في الجهة بحلول نهاية عام 2018، بالإضافة إلى توظيف 20 شخصًا يتم تكوينهم من قبل. وستتعاون الجمعيات والمؤسسات الثقافية ووزارة الثقافة والاتصال والقطاع الخاص مع الإقليم لجعل هذا المشروع حقيقة واقعة.

ومع ذلك، فإن المجال الثقافي في العيون الساقية الحمراء لن يستفيد إلا بنسبة ٪0.15 من الميزانية الإجمالية، أي 104 مليون درهم من 66.22 مليار درهم مخصصة لجميع المشاريع في المنطقة.

0 عمالة

4 أقاليم
(العيون، طرفاية، السمارة، بوجدور)



97,6%
يتوفرون على هاتف محمول

95,1%
يتوفرون على تلفاز

21,7%
يتوفرون على الأنترنيت

29,8%
يتوفرون على حاسوب

340 748
نسمة منهم:

5,94%
في المناطق القروية

94,06%
في المناطق الحضرية

48,44%
نساء



21,5%
من الأمية



37,21%
من القوة العاملة

• جهة فاس مكناس

تضم هذه الجهة الواقعة في وسط البلاد، والغنية تاريخيا، بعض أقدم المدن والمعالم الأثرية في البلاد. وبميزانية قدرها 716 مليون درهم[46]، تحتل الجهة المرتبة الأولى في تصنيف الميزانية للمجالس الإقليمية المغربية. وقد صادق مجلس جهة فاس - مكناس على مخطط التنمية الجهوية المنجز من مكتب المهندس المعماري الحضري F. Debbi في شتنبر 2017، ويهدف إلى تحقيق نحو 197 مشروعًا بميزانية إجمالية قدرها 33.8 مليار درهم.

تتجه الرؤية الاستراتيجية لمخطط التنمية الجهوية في هذه الجهة نحو تنويع الموارد الاقتصادية بأراضيها. وتتركز معظمها على تعزيز السياحة والإمكانات الثقافية في المنطقة. ولهذه الغاية، تظهر الثقافة على مسار: «تحول جهة فاس مكناس إلى منطقة الاستقبال، إلى منطقة جذابة». وتتلخص الاستراتيجية الثقافية في حماية وتنمية وإعادة تأهيل التراث المادي (3 مدن قديمة، 3 مواقع مسجلة في التراث العالمي) وغير الملموسة (الحرف التقليدية، وفنون الطهي والموسيقى). ومن المقرر تنفيذ عدة مشاريع ثقافية ضمن مخطط التنمية الجهوية. ويشمل إنشاء مرافق ثقافية وفنية، مثل المسرح الكبير في فاس، ومكان للعرض في مكناس، والمركز الثقافي بإفران، ومتحف فاس (للتراث الأثري) ومعهد الفنون الجميلة في فاس. وسيتم تنفيذ هذه المشاريع بالشراكة مع المدن والحكومة و (الوكالة الوطنية لإنعاش التشغيل والكفاءات) و (المبادرة الوطنية للتنمية البشرية). ولا توجد معلومات محددة حول الميزانية المخصصة لمخطط التنمية الجهوية. بالإضافة إلى هذه المشاريع، ترغب المنطقة في تنظيم دورات تكوينية خاصة في مجال الحرف والتصميم والهندسة المعمارية والتراث وترميم المآثر التاريخية والأثرية.

2 عمالات
(فاس، مكناس)

7 أقاليم
(تازة، الحاجب، إفران، مولاي يعقوب، صفرو، بولمان، تاونات)

4 216 957

نسمة منهم:

39,54% في المناطق القروية	**60,46%** في المناطق الحضرية	**50,48%** نساء



34,7% من الأمية



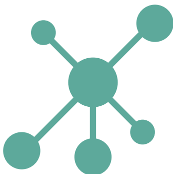
33,60% من القوة العاملة

92,9% يتوفرون على هاتف محمول

92,1% يتوفرون على تلفاز

16,4% يتوفرون على الأنترنيت

21,9% يتوفرون على حاسوب



• جهة الداخلة واد الذهب

وفقا للصحافة الوطنية[44]، قدم رئيس المجلس الجهوي لجهة وادي الذهب الكويرة مخطط التنمية الجهوية للمنطقة سنة2017، والتي خصصت لها ميزانية 26.97 مليار درهم، بما في ذلك 12.9 مليار خصصتها الدولة لتنمية الجهات الجنوبية في 2021. كما ذكرت وسائل الإعلام المغربية[45] إنشاء متحف مخصص لتعزيز تراث الجهة الجنوبية بقيمة نقدية تصل إلى 100 مليون درهم، وبالتالي تعزيز الحرف وتنمية الثقافة في المنطقة. ولا تتوفر أية تفاصيل أخرى عن محتوى مخطط التنمية الجهوية هذا، خاصة في مجال التنمية الثقافية (التخصصات الفنية، أنواع المشاريع، الميزانية، إلخ). بالإضافة إلى ذلك، وعلى الرغم من البحث الذي أجرته جمعية جذور، على الموقع الإلكتروني للمجلس الإقليمي للداخلة واد الذهب، وفي الصحافة أو على الإنترنت، لا يمكن العثور على أية وثيقة رسمية لبرنامج مخطط التنمية الجهوية لهذه المنطقة.

0 عمالة

2 أقاليم (أوسرد، واد الذهب)

114 021

نسمة منهم:

22,3% في المناطق القروية

89,54% في المناطق الحضرية

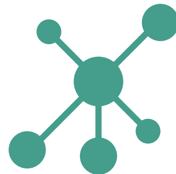
42,06% نساء



22,3% من الأمية



44,88% من القوة العاملة



98% يتوفرون على هاتف محمول

84,7% يتوفرون على تلفاز

19% يتوفرون على الأنترنيت

26,3% يتوفرون على حاسوب

• جهة الدار البيضاء سطات

تعتبر جهة الدار البيضاء سطات من أكبر وأغنى الجهات بالمملكة. حيث بلغت ميزانية الجهة سنة 2018، 1.08 مليار درهم[43]، وتمثل العائدات الضريبية 49 في المئة منها. وقد قدم المجلس الجهوي للدار البيضاء-سطات في مارس 2017 مسودة تتضمن مخططا للتنمية المحلية (الذي أعدته فاليانس للاستشارات) بميزانية تبلغ حوالي 115 مليار درهم. وقد تم دمج القطاع الثقافي مع المحور الاستراتيجي (الجاذبية الاجتماعية والثقافية ومستوى العيش) والذي يمثل ربع الميزانية أي 29.4مليار درهم. كما تم تقسيم هذا المحور إلى العديد من الخطط والمشاريع حيث يمكننا الاطلاع على 26 مشروعا تم تخصيصه لخطة "السياحة والثقافة والرياضة" بإجمالي ميزانية تقدر ب 5.7 مليار درهم. ومن هنا فقد خصص مبلغ 90 مليون درهم للبنية التحتية والثقافية والرياضية، وذلك بافتتاح الملاعب الرياضية ومكتبات متعددة الوسائط بمدارس الجهة والجامعات والمراكز الثقافية والجمعيات لشباب الأحياء. كما يتم الاعداد لمشروع لدعم الابداع الفني (الأدبي والموسيقي أو المسرحي وكذا الرقص الإيقاعي) وذلك من خلال توفير منح للإنتاج والمساعدة المالية لفناني الجهة بمبلغ 100 مليون درهم خلال السنوات الخمس القادمة. كما تم توقيع اتفاقية بميزانية تصل إلى 68.2 مليون درهم وذلك لإنشاء مراكز ثقافية بسيدي بنور وابن أحمد وبير الجديد وسيدي إسماعيل. كما سيستفيد مشروع لدعم المهرجانات القادمة وخلق غيرها بتخصيص ميزانية قدرها 100 مليون درهم. ومن المقرر إنشاء برامج على مستويات مختلفة داخل مدارس ومؤسسات الجهة من خلال تقديم محتوى ثقافي مميز ومبتكر بقيمة 0.540 مليون درهم. وتخطط الجهة على المستوى الإعلامي لإنشاء إذاعة جهوية بميزانية قدرها مليوني درهم والتي تهدف إلى إنشاء كخطوة أولى برنامج ثقافي وكخطوة ثانية برنامج لتنشيط الثقافي و برامج ممتعة بإشراك المواطنين في النقاش. وفيما يخص المجتمع المدني، تطمح الجهة إلى عقد اجتماع سنوي تحت عنوان "آكورا الدار البيضاء السطات" وذلك لعرض المشاريع الهيكلية الرئيسية للجهة والتقدم الذي تحققه. ويتمحور كل هذا حول خلق برمجة اجتماعية وثقافية وفنية في واحدة من أقاليم الجهة.

ويهدف محور «الوسط القروي المتكامل» لإنشاء مشاريع تنموية ك "مدرستي" وذلك لإنشاء 50 مكتبة مجهزة كل سنة، ويقدر عددها ب 250 خلال السنوات الخمس المقبلة داخل مختلف المدارس القروية في المنطقة والتي تقدر ب 571 مدرسة (وفق احصائيات المفوضية السامية للتخطيط 2014). ويشمل المشروع أيضا إنشاء 250 غرفة متعددة الوسائط داخل المباني القروية بتخصيص ميزانية إجمالية قدرها 355 مليون درهم. كما سيتم الاعداد لمشروع بقيمة 300 مليون درهم بالعالم القروي باسم « مدينة الحرف التقليدية» وذلك بخلق مساحة للإبداع والابتكار تعتمد على الحرف المغربية وذلك للرفع من مداخيل الحرفيين.

2 عمالات
(الدار البيضاء، المحمدية)

7 أقاليم
(بنسليمان، برشيد، الجديدة، النواصر، السطات، سيدي بنور)

6 826 773
نسمة منهم:

26,43% في المناطق القروية

73,57% في المناطق الحضرية

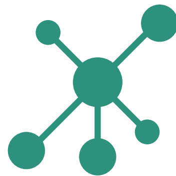
49,98% نساء



26,2% من الأمية



37,30% من القوة العاملة



95,7% يتوفرون على هاتف محمول

95,2% يتوفرون على تلفاز

25,2% يتوفرون على الأنترنيت

32,6% يتوفرون على حاسوب

• جهة بني ملال خنيفرة

أقر أعضاء مجلس جهة بني ملال خنيفرة بالإجماع تأكيد التزامهم بمخطط التنمية الجهوية في مارس 2017 بتخصيص مبلغ 36.3 مليار درهم ل 1682 مشروعا. وتقدر مساهمة المجلس الجهوي بحوالي 26% من الميزانية، أي بمبلغ 9,4 مليار درهم مع حلول سنة 2021. وقد نفذت جهة بني ملال خنيفرة 13 مشروعا أساسيا والذي يندرج ضمن التزامها بمخطط التنمية الجهوية، ويتم ادراج الثقافة كعنصر أساسي ضمن النقاط 13 للمخطط.

وتكرس النقطة السادسة والمخصصة حصريا للثقافة ثلاثة أهداف محددة تصل ميزانيتها إلى 581 مليون درهم (أي 16% من الميزانية الإجمالية). ويتمثل الهدف الأساسي بتنظيم التظاهرات الثقافية (المهرجانات والمعارض وكذا الاجتماعات) بميزانية 19.5 مليون درهم، وقد خصص جزء منها للاستثمار الخاص. كما يتمحور الهدف الثاني حول الحفاظ على التراث الثقافي وتأهيله (الآثار التاريخية) وذلك بتخصيص مبلغ قدره 463 7 مليون درهم. ويتمثل الهدف الأخير في إنشاء وتعزيز المساحات والبنى التحتية في المنطقة، وذلك بإنشاء من 36 إلى 39 مكتبة، ما بين 2 إلى ثلاث معاهد موسيقية، ومن 8 إلى 24 دور ثقافة وذلك بتخصيص مبلغ 98 مليون درهم. كما يطمح مخطط التنمية الجهوية إنشاء مدينة الفن والثقافة وكذا متحف وطني للسجاجيد، ولم يتم إعطاء معلومات أكثر دقة عن الموقع والميزانية وكذا جدولة تنفيذ هاته المشاريع.

" لدينا مشكل مع السينما في بني ملال. يمكن مشاهدة الأفلام على شاشة التلفاز أو عبر الفيسبوك. لكن، إن أردت مشاهدة فيلم جديد؛ عليك الذهاب إلى الدار البيضاء أو الرباط."

"لا يمكن تسيير مكتبة في ملك وزارة الثقافة من طرف الجماعة الترابية. نعم للشراكة ، و لكن التسيير يجب أن يبقى دائما للجهة المعنية. يجب على الجماعة، في إطار الاختصاصات المنقولة، أن تشارك في البناء، و لكن لا يمكن أن يوكل التسيير مكتبة وسائطية مثلا - إلى أي شخص، لا علاقة له بالمهنة، أو أن تحتوي على أي نوع من الكتب."

" إنها مسألة أولويات، حيث تسمى الأنشطة الثقافية بالمدرسة "أنشطة موازية". فهذه "جريمة" في حق الشباب، في حين أن سبب جميع المشاكل التي نعاني منها اليوم هو فكر بشري: عقلية التطرف، هجرة غير شرعية، قتل، مخدرات، تحرش... مسائل أصلها نقص في التربية، حيث أننا نغفل دور التربية، و كذا دور الفن في التربية."

أربعاء جذور #6، بني ملال، 24 فبراير 2018

0 **عمالة**

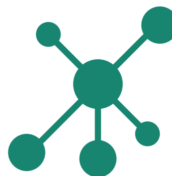
5 **أقاليم**
(بني ملال، خريبكة، الخنيفرة، فقيه بن صالح، آزيلال)

2 512 375
نسمة منهم:

50,89%	**49,11%**	**50,77%**
في المناطق القروية	في المناطق الحضرية	نساء


39,1%
من الأمية


31,18%
من القوة العاملة



93,9%
يتوفرون على هاتف محمول

87,7%
يتوفرون على تلفاز

12,5%
يتوفرون على الأنترنيت

19,1%
يتوفرون على حاسوب

تتألف الجماعات الترابية في المغرب من 1503 جماعة و13 عمالة و 64 إقليما و 12 مجلسًا جهويًا وتحدد طريقة ادارتها وأداءها واختصاصاتها على التوالي القوانين 14-113 (الظهير رقم 84-15-1) و14-112 (الظهير رقم 85-15-1) وكذا 14-111 (الظهير رقم 83-15-1) بتاريخ 7 من يوليوز 2015. ومنذ إطلاق سياسة الجهوية الموسعة سنة 2015 وفقا لأحكام الدستور الصادر في 29 يوليوز 2011، وطبقا للمادة 83 من القانون التنظيمي رقم 14-111، تلتزم المجالس الجهوية بتحديد استراتيجية التنمية الجهوية منذ السنة الاولى من ولايتها. ومن هنا، وبمجرد وضع مخططات للتنمية الجهوية، يجب على المجلس الجهوي ان ينشئ وكالة جهوية لتنفيذ المشاريع. وتهدف هذه المخططات إلى وضع استراتيجيات وخطط عمل للسنوات الست المقبلة (في الأفق 2021/2022) لتنميه القطاع الاجتماعي والاقتصادي والبيئي والثقافي على الصعيد الجهوية وذلك لخلق استثمار إجمالي يصل إلى حوالي 400 مليار درهم[42].

تعرف مخططات التنمية الجهوية تقدما متفاوتا على مستوى المجالس الجهوية الاثني عشر التابعة للمملكة، حيث أصدرت حتى الان عشر مجالس جهوية صيغتها النهائية لمخططات التنمية الجهوية باستثناء جهة درعة تافيلالت وكلميم وواد النون.

و تشمل مخططات التنمية الجهوية أيضا عناصر ثقافية وفنية، والتي سنتطرق إليها في هذا الفصل وذلك عبر تحليل المعطيات الواردة وكذا تقييم تطلعات الفاعلين الثقافيين لكل منطقة والتي صدرت ضمن الدورة السادسة لفعاليات «أربعاء جذور: المجالس الجهوية للثقافة» والتي نظمت في الجهات الاثني عشرة ما بين رابع عشرون فبراير والثلاثون من شهر يونيو لسنة 2018.

تحــــليل مخططات التنمية الجهوية

المهدي أزدام

مصادر البيانات بهذا الجزء :

ـ المندوبية السامية للتخطيط

ـ الإحصاء العام للسكان والسكنى 2014

3. الثقافة في المجالس الترابية المنتخبة

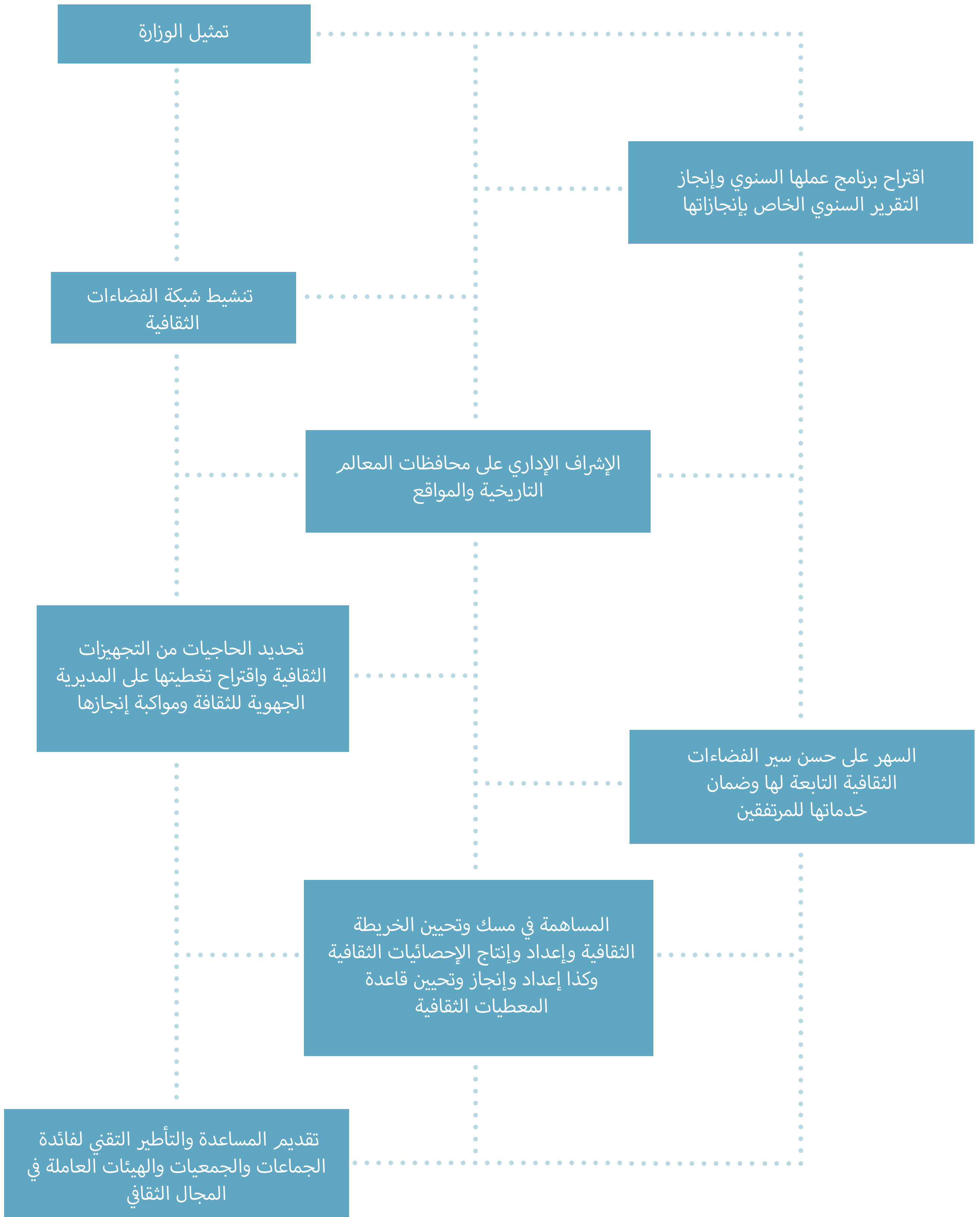
بالرجوع إلى القوانين التنظيمية، المتعلقة بالمجالس الترابية المنتخبة (مجالس الجماعات، الجهات، العمالات والأقاليم)، يظهر أن التنصيص على الثقافة كاختصاص ترابي لهذه المجالس، يحظى بأهمية ضعيفة مقارنة مع باقي المجالات، بحيث ينص القانون التنظيمي المتعلق بالجهات رقم 111.14، في الاختصاصات الممنوحة لها قانونا، في المادة 82، أن الاختصاصات الذاتية للجهة تشتمل في مجال التنمية الجهوية على الميادين التالية: "الإسهام في المحافظة على المواقع الأثرية والترويج لها و تنظيم المهرجانات الثقافية والترفيهية".

وفي الاختصاصات المشتركة للجهات، في نفس القانون، تنص المادة 91 منه، على أن الجهة تختص بـ: "الاعتناء بتراث الجهة والثقافة المحلية، صيانة الأثار ودعم الخصوصيات الجهوية، وإحداث وتدبير المؤسسات الثقافية"، أما فيما يتعلق بالاختصاصات المنقولة من الدولة للجهات، فقد نصت المادة 94 من نفس القانون على أنه "تحدد اعتمادا على مبدأ التفريع مجالات الاختصاصات المنقولة من الدولة إلى الجهة، وتشمل هذه المجالات بصفة خاصة : الصناعة، الصحة، التجارة، التعليم، الثقافة، الرياضة، الطاقة والماء والبيئة".

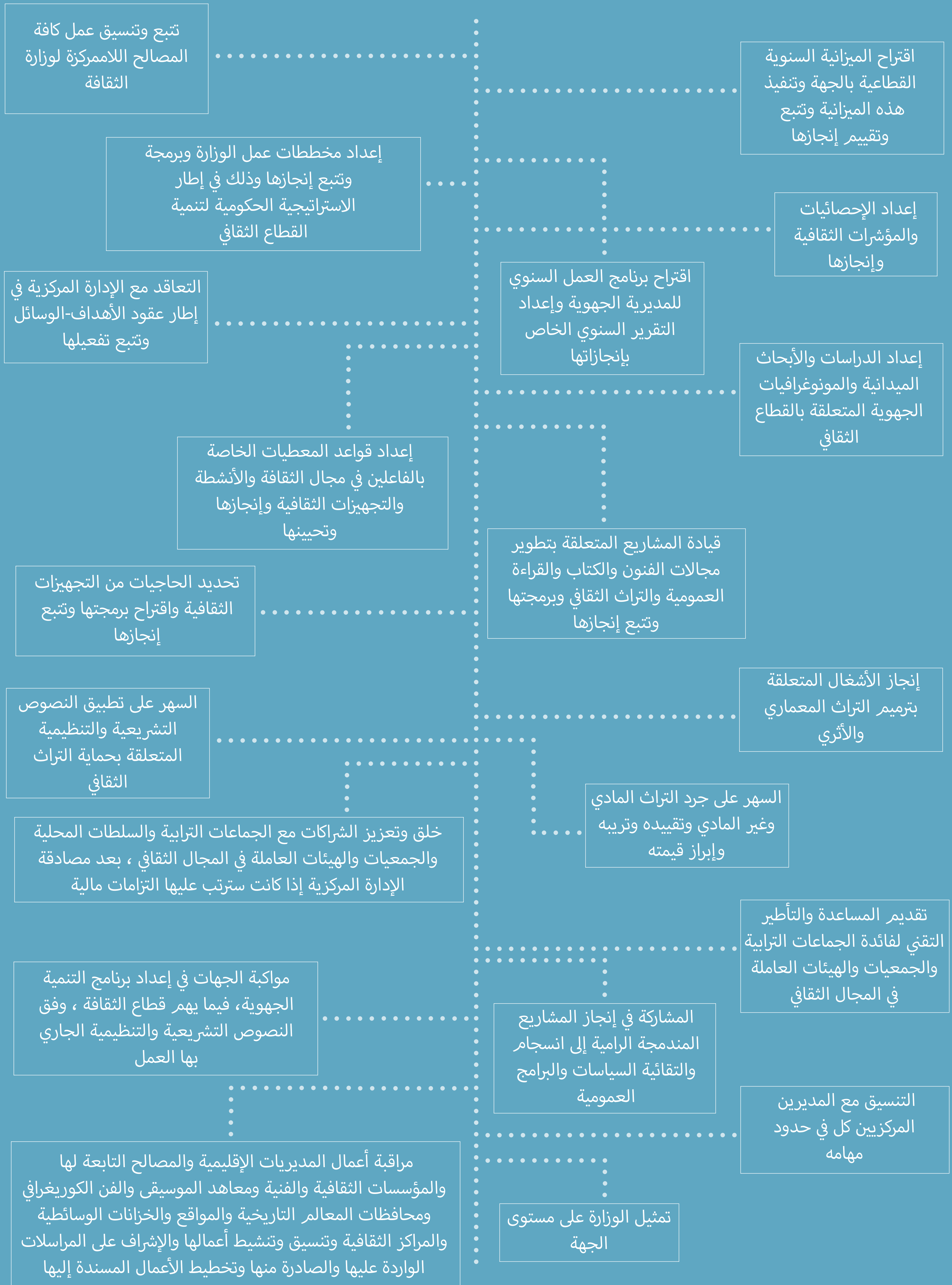
وبالنسبة لمجاس العمالات والأقاليم، وهي المجالس التي تكون منتخبة بطريقة غير مباشرة، فقد حدد القانون التنظيمي رقم112.14 المتعلق بالعمالات والأقاليم أنه من بين الاختصاصات الذاتية لهذه المجالس (المادة 79) التي تمارسها داخل نفوذها الترابي: "تشخيص الحاجيات في مجال الثقافة والرياضة".

وفي الأخير فقد حدد القانون التنظيمي رقم 113.14 المتعلق بالجماعات، أنه من بين الاختصاصات المشتركة للجماعات (المادة 87) إحداث: دور الشباب، مراكز الترفيه، المركبات الثقافية، المكتبات الجماعية، المتاحف والمسارح والمعاهد الفنية والموسيقية، وأيضا نص نفس القانون، في باب الاختصاصات المنقولة من الدولة للجماعات (المادة 90) حماية وترميم المآثر التاريخية والتراث الثقافي والحفاظ على المواقع الطبيعية.

ونفس القرار، الصادر سنة 2016، حدد مهام المديريات الإقليمية للثقافة، وذلك بالتنصيص في مادته 12: تتولى المديريات الإقليمية للثقافة، على مستوى نفوذها الترابي، القيام بالمهام التالية :



ولهذا الغرض، يعهد إليها القيام في إطار التوجيهات الصادرة عن وزارة الثقافة وفي حدود نفوذها الترابي، بالمهام التالية :



2. وزارة الثقافة والإتصال

في البناء الحكومي، منذ استقلال المغرب، تخصص في كل حكومة حقيبة لوزارة الثقافة، بحيث تشرف على دعم مختلف ميادين الثقافة، وبالرجوع إلى المرسوم الذي يحدد اختصاصات وتنظيم وزارة الثقافة الصادر في 10 نوفمبر 2006، (مرسوم رقم 2-06-328)، نجد أنه ينص في مادته الأولى على أنه "تناط بالسلطة الحكومية المكلفة بالثقافة مهمة إعداد وتنفيذ سياسة الحكومة المتعلقة بالتراث والتنمية الثقافية والفنية".

ويضيف بأن هذه الوزارة "تتولى لهذه الغاية مع مراعاة الاختصاصات المسندة إلى الوزارات الأخرى بموجب النصوص التشريعية والتنظيمية الجاري بها العمل القيام بما يلي : توحيد التوجهات وتنسيق الأعمال الهادفة إلى تقوية النسيج الثقافي الوطني، المساهمة باتصال مع الوزارات والمصالح المعنية بالنهوض بالثقافة الوطنية والحفاظ على خاصياتها، استخدام الوسائل الكفيلة بضمان ازدهارها، استخدام الوسائل الملائمة لمتابعة ودعم كل عمل أو مبادرة ترمي إلى الحفاظ على التراث الثقافي الوطني وصيانته وإبراز قيمته، وضع استراتيجية مندمجة للتنمية الثقافية على المستوى الجهوي والمحلي قصد الرفع من المستوى الثقافي الوطني، المساهمة في تنشيط العمل الثقافي والنهوض به، إحداث وتسيير المؤسسات الثقافية للتأهيل والتعليم الفني والثقافي ، تنشيط وتشجيع أعمال الإبداع والبحث في المجالات الثقافية والفنية، إعداد النصوص التشريعية والتنظيمية المرتبطة بقطاع الثقافة والسهر على تطبيقها، إقامة علاقات تعاون مع الهيئات والمؤسسات والجمعيات الثقافية والفنية داخل المغرب وخارجه، القيام بالدراسات الاستطلاعية والتعريفية في الميدانين الثقافي والفني على المستويين المحلي والجهوي، توجيه وقيادة عمل المصالح اللاممركزة التابعة للقطاع."

المصالح اللاممركزة للوزارة

أنيطت للمديريات الجهوية والإقليمية للثقافة مجموعة من الصلاحيات على مستوى الجهة أو الإقليم، وذلك وفق قرار وزير الثقافة رقم 1071.16 الصادر في 10 يونيو 2016، الذي نص في فصله الثالث على أن المديريات الجهوية للثقافة تتولى على مستوى الجهة، ووفق توجيهات السلطة الحكومية المكلفة بالثقافة وتحت إشراف الكاتب العام للوزارة المهام التالية :

- صيانة التراث الثقافي المادي وغير المادي وتثمينه ؛
- التنشيط الثقافي والفني لشبكة التجهيزات والمؤسسات الثقافية والفنية ؛
- إحداث شبكة التجهيزات والمؤسسات الثقافية والفنية وتجهيزها وصيانتها.

أرشيف المغرب

يقوم "أرشيف المغرب" الذي صنف كمؤسسة إستراتيجية سنة 2012، بموجب قانون إحداثه 69.99، بمهمة صيانة التراث الأرشيفي الوطني وتكوين أرشيف عام وحفظه وتنظيمه وتيسير الاطلاع عليه، وذلك من خلال : النهوض ببرنامج تدبير الأرشيف العادي والوسيط الذي بحوزة مصالح الدولة والجماعات الترابية والمؤسسات والمقاولات العمومية والهيآت الخاصة المكلفة بتدبير مرفق عام، وتنسيقه؛ صيانة التراث الأرشيفي الوطني والنهوض به وتثمينه؛ وضع معايير لعمليات جمع الأرشيف وفرزه وإتلافه وتصنيفه ووصفه وحفظه الوقائي وترميمه ونقله في حوامل مخصصة للأرشيف؛ النهوض بمجال الأرشيف عن طريق البحث العلمي والتكوين المهني والتعاون الدولي".

مسرح محمد الخامس

يهتم مسرح محمد الخامس بالرباط، الذي نص المرسوم رقم 2.17.789 على إعادة تنظيمه، بالتنصيص على أن "وصاية الدولة على المسرح من طرف وزارة الثقافة مع مراعاة السلط والصلاحيات المسندة إلى وزير الاقتصاد والمالية بموجب النصوص التشريعية والتنظيمية المتعلقة بالمؤسسات العمومية".

المركز السينمائي المغربي

من بين المؤسسات التي تشرف على مهام "ثقافية"، لكن تحت وصاية وزارة الاتصال، أو قطاع الاتصال في حالة إشراك قطاعي الثقافة والاتصال في وزارة واحدة كما هو الحال في الحكومة الحالية (2016-2021). ويهتم المركز السينمائي بتنظيم ومراقبة مختلف القطاعات السينمائية (الإنتاج، التوزيع، الاستغلال)، تنظيم ومراقبة الإنتاج السمعي البصري، دعم الصناعة السينمائية، الترويج للسينما المغربية، أرشفة التراث السينمائي، كما يقوم المركز السينمائي المغربي أيضا: بتقديم خدمات ما بعد الإنتاج، تسيير المكتبة السينمائية، استغلال قاعة سينمائية (الفن السابع بالرباط)، تنظيم مهرجانين (مهرجان الفيلم الوطني ومهرجان الفيلم القصير المتوسطي بطنجة)، التعاون الدولي في المجال السينمائي.

المكتب المغربي لحقوق المؤلفين

أحدث بموجب المرسوم رقم 2.64.406، بعد موافقة الغرفة الدستورية للمجلس الأعلى بتاريخ 27 فبراير 1965، وحل محل المكتب الإفريقي لحقوق المؤلفين ولرجال الأدب وكتاب المحاضرات. ووضع تحت وصاية وزارة الاتصال. عهد إليه المشرع بموجب الفصل 60 من القانون رقم 2.00 المتعلق بحقوق المؤلف والحقوق المجاورة بمهمة حماية واستغلال حقوق المؤلف والحقوق المجاورة. ويتكون المكتب من إدارة عامة يوجد مقرها بالرباط وقطاعات خارجية موزعة على أهم مدن المملكة.

1. مؤسسات ذات مهام ثقافية

من بين المؤسسات التي أحدثت، بموجد نص دستور 2011، يوجد المجلس الوطني للغات والثقافة المغربية الذي عل إحداثه في **الفصل الخامس**، ونص على أن دوره أساسا يتمثل في "حماية وتنمية اللغات العربية والأمازيغية، ومختلف التعبيرات الثقافية المغربية، تراثا أصيلا وإبداعا معاصرا. ويضم كل المؤسسات المعنية بهذه المجالات ويحدد قانون تنظيمي صلاحياته وتركيبَته وكيفيات سيره."

وأيضا منح الدستور للمجلس الاستشاري للشباب والعمل الجمعوي، المحدث بموجب **الفصل 33**، صلاحية "دراسة وتتبع المسائل التي تهم هذه الميادين، وتقديم اقتراحات حول كل موضوع اقتصادي واجتماعي وثقافي، يهم مباشرة النهوض بأوضاع الشباب والعمل الجمعوي، وتنمية طاقاتهم الإبداعية، وتحفيزهم على الانخراط في الحياة الوطنية، بروح المواطنة المسؤولة" (**الفصل 170**).

وتوجد أيضا مجموعة من المؤسسات "الثقافية" إما تابعة لوزارة الثقافة بشكل مباشر أو محدثة بشكل مستقل. ومن بين المؤسسات التابعة لوزارة الثقافة، توجد المكتبة الوطنية التي يعيّن مديرها باقتراح من وزير الثقافة، وتقوم بمجموعة من المهام "الثقافية" تحت السلطة المباشرة لوزير الثقافة، بحيث تقوم وفقا **للقانون رقم 67.99** الذي أحدثها، بجمع ومعالجة وحفظ ونشر الرصيد الوثائقي الوطني، وكذا المجموعات الوثائقية الأجنبية التي تمثل مختلف معارف الإنسانية، ولهذا الغرض تضطلع بالوظائف التالية :

- التكفل بتلقي وتدبير الإيداع القانوني طبقا للنصوص التشريعية والتنظيمية الجاري بها العمل؛
- إعداد ونشر البيبليوغرافيا الوطنية؛
- اقتناء الوثائق الوطنية والأجنبية من مخطوطات ومطبوعات وأختام وبطاقات وخرائط ومقطوعات موسيقية وصور فوتوغرافية ووثائق صوتية وبصرية وسمعية ومعلوماتية ونقود وميداليات عن طريق الشراء أو الهبات أو التبادل؛
- فهرسة وتحليل وتصنيف الوثائق المحفوظة لديها، وتوفير وسائل البحث البيبليوغرافي؛
- السهر على صيانة المجموعات الوثائقية الخاصة بها والحفاظ عليها، واقتراح الإجراءات اللازمة من أجل صيانة الرصيد الوثائقي الوطني ؛
- تدبير الرقم الدولي الموحد للكتب (ISBN) والرقم الدولي الموحد للدوريات (ISSN) على الصعيد الوطني، إلخ...

لم تعتمد الدستورانية المغربية مفهوم الحق في الثفافة، حتى دستور 2011، الذي جاء في سياق خروج شباب 20 فبراير إلى الشارع من أجل تحقيق "الكرامة والحرية، والعدالة الاجتماعية". بعد ذلك قام الدستور المغربي، عكس الدساتير السابقة (1962، 1970، 1972، 1992، 1996)، بالتنصيص على "الحق في الثقافة"، بحيث نص تصدير الدستور الذي يعتبر بتحديد الدستور نفسه جزءا لا يتجزأ من الدستور، أن "المملكة المغربية دولة إسلامية ذات سيادة كاملة، متشبثة بوحدتها الوطنية والترابية، وبصيانة تلاحم مقومات هويتها الوطنية، الموحدة بانصهار كل مكوناتها، العربية - الإسلامية، والأمازيغية، والصحراوية الحسانية، والغنية بروافدها الإفريقية والأندلسية والعبرية والمتوسطية"، وأيضا نص نفس التصدير على "توسيع وتنويع علاقات الصداقة، والمبادلات الإنسانية والاقتصادية،والعلمية والتقنية، والثقافية مع كل بلدان العالم".

وأيضا أوضح ذات التصدير على "حظر ومكافحة كل أشكال التميز، بسبب الجنس أو اللون أو المعتقد أو الثقافة أو الانتماء الاجتماعي أو الجهوي أو اللغة أو الإعاقة أو أي وضع شخصي، مهما كان".

وجاء في باب "الحريات والحقوق"، في **الفصل 19** "يتمتع الرجل والمرأة، على قدم المساواة، بالحقوق والحريات المدنية والسياسية والاقتصادية والاجتماعية والثقافية والبيئية،الواردة في هذا الباب من الدستور..."، وكذلك نص **الفصل 25** على أن "حرية الفكر والرأي والتعبير مكفولة بكل أشكالها. حرية الإبداع والنشر والعرض في مجالات الإبداع الأدبي والفني والبحث العلمي والتقني مضمونة."

وأيضا في **الفصل 26** من نفس الباب "تدعم السلطات العمومية بالوسائل الملائمة، تنمية الإبداع الثقافي والفني"، وأيضا قام دستور 2011 بالتنصيص في **الفصل 33** من نفس الباب "على السلطات العمومية اتخاذ التدابير الملائمة لتحقيق ما يلي: توسيع وتعميم مشاركة الشباب في التنمية الاجتماعية والاقتصادية والثقافية والسياسية للبلاد...".

وأيضا في نفس الدستور، ينص **الفصل 71**، وهو الفصل الذي يحدد مجال القانون، أي المجالات التي يختص البرلمان المغربي للتشريع فيها، بحيث أوضح أنه "يختص القانون، بالإضافة إلى المواد المسندة إليه صراحة بفصول أخرى من الدستور، بالتشريع في الميادين التالية : (الفقرة الأخيرة) للبرلمان، بالإضافة إلى الميادين المشار إليها في الفقرة السابقة، صلاحية التصويت على قوانين تضع إطارا للأهداف الأساسية لنشاط الدولة، في الميادين الاقتصادية والاجتماعية والبيئية والثقافية".

وأيضا في باب "السلطة التنفيذية" من الدستور، ورد مصطلح الثقافة كمجال من مجالات النشاط الوطني الذي يجب أن يتضمنه البرنامج الحكومي الذي يعرضه رئيس الحكومة بعد تعيينه على البرلمان، بحيث نص **الفصل 88** في فقرته الأولى "بعد تعيين الملك لأعضاء الحكومة، يتقدم رئيس الحكومة أمام مجلسي البرلمان مجتمعين، ويعرض البرنامج الذي يعتزم تطبيقه. ويجب أن يتضمن هذا البرنامج الخطوط الرئيسية للعمل الذي تنوي الحكومة القيام به، في مختلف مجالات النشاط الوطني، وبالأخص في ميادين السياسة الاقتصادية والاجتماعية والبيئية والثقافية والخارجية."

3

الإطار القانوني للثقافة في المغرب

محمد السموني


Photo by Alex Rodríguez Santibáñez on Unsplash

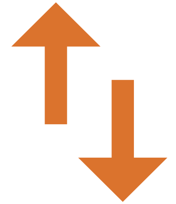
7. الصناعات الإبداعية[40]



250
مليون دولار من الصادرات المغربية من **السلع الإبداعية** (في عام 2012)

788
مليون دولار من الواردات

0,05%
من الصادرات العالمية من السلع والخدمات الإبداعية



198
من الصادرات المغربية من **الخدمات الإبداعية** (في عام 2011)

48
مليون دولار من الواردات

0,31%
من الصادرات العالمية للسلع والخدمات الإبداعية[40]

81%
من صادرات الخدمات تتعلق بالإعلان، الدراسات التسويقية، واستطلاعات الرأي

88%
من صادرات السلع تتعلق بالتصميم بشكل أساسي، والمجوهرات، والديكور الداخلي والأزياء



17,2
(مليار درهم)
مبيعات القطاع الإبداعي بالمغرب (2013)

40 000
مشغلون في قطاع الصناعات الإبداعية

أعلن الاتحاد العام لمقاولات المغرب سنة 2017 عن تأسيسه الكنفيدرالية القطاعية الثالثة والثلاثين: اتحاد الصناعات الثقافية والإبداعية (FICC) وذلك لتمثيل «الفاعلين في الابداع والتطوير والإنتاج والترويج» أو لنشر وتسويق السلع والخدمات والأنشطة ذات المحتوى الثقافي والفني والتراثي. المهام والترتيبات الإدارية لإدارة الإتحاد غير معروفة لحد الآن.[41]

6. الممارسات الثقافية

لطالما كانت الثقافة في ممارستها و "استهلاكها" تنتمي إلى المواطنين، فكيف إذا يمكنها العودة إليهم؟ حيث أن الجمهور و في كثير من الأحيان ليس مركز اهتمام الفاعلين الثقافيين والفنيين العموميين أو الخاصين، و هم يمنحون الأولوية للإبداع والجمالية وكذا تنفيذ المشاريع الخاصة بهم. ومن هنا وحتى وقت قريب، توجد أرقام ضئيلة تبرز الممارسات الثقافية المغربية، الجهات الفاعلة أو المعدات الموجودة لضمان التخطيط الثقافي على أساس التشخيص الدقيق. وتمثل الإحصاءات الخاصة بالاستهلاك، الإنتاج، النشر، والتدريب في الميدان الثقافي أساس تنفيذ السياسات الثقافية وتطوير الأدوات اللازمة لتنفيذها ثم لتقييمها وتعديلها عند الحاجة خلال فترات منتظمة. وان كانت المؤسسات العمومية المعنية تفتقر إلى مرافق للدراسات والأبحاث أو الإحصائيات حول القطاع الثقافي، ورغم أن الجامعة و مراكز الأبحاث لا ينتجا إلا القليل جدا فيما يخص دراسات السياسات الثقافية، نتوفر بصورة أكثر على المزيد من البيانات الدقيقة. وذلك من خلال أدوات تم إنشاؤها وإتاحتها من قبل المجتمع المدني (كالمسح الخرائطي على الانترنت "artmap" و البحث الميداني حول الممارسات الثقافية للمغاربة) أو عن طريق المؤسسات (جرد الفضاءات والمهرجانات ومجلة الإحصاءات الثقافية لوزارة الثقافة، تقييمات وتقارير أنشطة المركز السينمائي المغربي أو المكتب المغربي لحقوق المؤلفين.



يقرأ المغاربة لدقيقة
1
واحدة في اليوم[33]

75,5% لا يحضرون أي نشاط فني مطلقًا[34]	**7%** ليس لديهم أية ممارسة فنية	**44,5%** من الشباب الذين تتراوح أعمارهم بين 18 إلى 24 عامًا لا يقرؤون بتاتا



475
مبنى للقراءة العمومية بالمغرب[35] و 609 مكتبة[36]

15,7% فقط من تلاميذ السلك الثانوي مسجلين بمكتبة أو مكتبة وسائطية[37]	**50,6%** من المؤسسات بموقع artmap.ma تشكله نقط "للقراءة العمومية" أو "للكتاب والنشر"



58,21%
من المغاربة الشباب بين 19-25 سنة لم يحضروا أي عرض للموسيقى
65,09%
منهم نساء



79,47%
من الشباب المغربي لم يزر دور السينما بين عامي 2015 و 2016[38]
81,96%
منهم نساء



54,8%
من المغاربة يستخدم الإنترنت يوميا[39]

8,3% للتحميل عبر الأنترنيت	**8,4%** لاستخدام الرسائل الفورية

تكوينات في مهن أخرى تعنى بالثقافة

أتيحت عدة تكوينات في مجال الإدارة الثقافية بالمغرب منذ حوالي عشر سنوات، ويبقى القليل منها يعنى بالتكوين المهني في مجالات الإدارة والهندسة أو الوساطة الثقافية. وتوفر جامعات بالدار البيضاء والرباط ومراكش وأكادير تكوينات جامعية عليا كالماستر لمثل هذه المجالات. ماعدا ذلك، يتم توفير تكوينات تخص مجالات الكتب (كلية الآداب والعلوم الإنسانية-الدار البيضاء) وماستر في علوم المتاحف (الرباط)، كما تقدم بعض المعاهد الخاصة دورات تكوينية في الإدارة والتواصل الثقافي وإدارة المشاريع الثقافية. وتوفر أيضا معاهد الثقافة الأجنبية دورات تدريبية إضافية تهم إدارة المشاريع الثقافية. توجد مؤسسة عمومية واحدة تم تكريسها للمهن الفنية للصوتيات والسينما، ولا توجد اية مؤسسة لتكوين المهن التقنية في فن الأداء (كالصوت و الإنارة و العرض) وتوفر بعض الجمعيات تكوينات مخصصة لممارسي المهنة، ولكن معظم المهنيين يرتأون إلى تكوين قدراتهم في مؤسسات بالخارج أو عبر الممارسة. ويعتبر المعهد العالي للإعلام والاتصال المؤسسة العمومية الوحيدة للتكوين في مجال الصحافة، ولا يوجد حتى في القطاع الخاص أي برنامج تكويني مخصص حصريا للصحافة الثقافية.

يعد التكوين الحلقة الأضعف ضمن سلسلة السياسة الثقافية بالمغرب. ومن البديهي أن للتكوين دورا أساسيا لا يمكن للمغرب تحقيق طموحاته في ميادين الإبداع والنشر والدبلوماسية والصناعات الإبداعية بدونه، حيث أن التكوين يمكن أولا من إعداد جمهور ذو ذوق فني وثقافي في سياق تشجيع الممارسات الفنية للهواة داخل المعاهد الفنية. وقد يتطور بعد هؤلاء الهواة نحو الاحتراف وذلك بمتابعة دراستهم في المعاهد والمدارس او الجامعات التي يختارونها. ومن هنا يتجلى الدور الأساسي للدولة والحكومة في توفير دورات تكوينية تهم تلك المجالات و/أو بدعم من الجمعيات التي تقدم أنشطة مماثلة. بالإضافة إلى دعم الفنانين في طريقهم إلى الاحتراف بتطوير المشاريع الثقافية، وضمان تواصلهم مع الجمهور وإدارة الأماكن والتظاهرات الثقافية (إداريا وفنيا). ومن المفروغ منه ضرورة توفير تكوين جيد لمثل هذه المهن ضمن برامج التعليم العمومي المختلفة (المهنية والجامعية). وفي الأخير، يمكن اعتبار النقد الفني والصحافة مهن ثقافية أساسية للتحليل الإبداعي الفني والأدبي، وذلك بتقريبه من الجمهور وتعزيزه وكذا خلق القدرة التنافسية لممارسته. وذلك لتسهيل جميع الوسائل لتمرير هذه الممارسات الثقافية من شغف ممارسة الهواة إلى المنافسة المباشرة في الحقل الفني.

1945

المعهد الوطني للفنون الجميلة بتطوان (INBA)

1981

المدرسة الوطنية للهندسة المعمارية بالرباط
(تحت إشراف وزارة الإسكان،
على ثلاث فروع : فاس،
تطوان (افتتحت سنة 2009)،
مراكش (افتتحت سنة 2012)

1985

المعهد العالي للفن المسرحي والتنشيط الثقافي بالرباط (ISADAC)

المعهد الوطني لعلوم الآثار والتراث بالرباط (INSAP)

2006

المعهد المتخصص في مهن السينما بورزازات
(شراكة بين مؤسسة محمد الخامس للتضامن ومكتب التكوين المهني وتأهيل الأطر OFPPT)

2009

أكاديمية كازامودا
أول مؤسسة عليا تعنى بالإبداع في مجال الموضة، أنشئت بشراكة عمومية وخاصة بين الجمعية المغربية لصناعات النسيج والألبسة ووزارات مختلفة : التشغيل والتكوين المهني والصناعة والتجارة والتكنولوجيات الحديثة، التربية الوطنية، التعليم العالي بدعم من الوكالة الفرنسية للتنمية

2011

المعهد الوطني العالي للموسيقى وفنون الرقص
في طور الإنشاء

2012

المعهد العالي لمهن السمعي البصري والسينما (ISMAC)

التكوين الفني (للهواة)

تتيح بعض المدارس الخاصة دروسا غير مجانية في :


الرقص


الموسيقى


الفنون التشكيلية


المسرح



تقدم بعض الجمعيات تدريبا فنيا (كالرقص والموسيقى والمسرح والسيرك) و أحيانا مقابل مقدار نقدي، ولكنها تظل متاحة للهواة خاصة في بعض الاحياء الفقيرة. وبالرغم من بعض المبادرات التعاونية لتشجيع هذه النشاطات إلا أن الاستفادة منها تبقى لصالح جزء صغير من الساكنة.

28
معهد موسيقي

17 معهد تابع لوزارة الثقافة	**11** معهد تم إنشاؤها عبر شراكات مع السلطات المحلية والشركات



التكوين الفني (المحترف)

توفر المعاهد العمومية تدريبا مهنيا يستهدف :


الهندسة


السينما


المسرح


السمعي البصري


علم الآثار


الصناعة التقليدية


الموسيقى الكلاسيكية


الفنون الجميلة

إن الجمعيات و كذا المعاهد الثقافية الأجنبية تقترح تدريبات غير منتظمة على شكل ورشات أو ماستر كلاس أو حلقات دراسية.
كما تعد "شمسي" المدرسة الوطنية الوحيدة لفنون السيرك. أما الرقص والموسيقى المعاصرين و التصوير الفوتوغرافي، فلا تدرس في أي معهد عمومي.
تقدم أيضا المعاهد الخاصة تكوينا يعنى بالتدريب السمعي البصري والسينما، ويشمل أيضا هذا التكوين ميادين التصميم و الرسوم التصويرية والاعلانات وكذا تصميم الأزياء والموضة و الهندسة المعمارية. ولكن عدد الوافدين على هذه المعاهد يظل ضئيلا وينحصر على الطبقات الاجتماعية الميسورة اقتصاديا.

التعليم الفني في المدرسة

عرف النظام التعليمي المغربي فشلا عاما وإخفاقات عديدة، منذ الستينيات، على الرغم من الإصلاحات المقترحة. ولكنها فشلت الواحدة تلو الأخرى. وتشير العديد من الدراسات والتقارير إلى أوجه القصور الخطيرة في أداء النظام سواء على المستوى الوطني (المجلس الأعلى للتعليم ، وزارة التربية الوطنية) أو على المستوى الدولي (كمنظمة اليونسكو، PIRLS، TIMSS ، مؤشر التنمية البشرية، البنك الدولي وغيرها).

ولم ينج التعليم الفني في المغرب من هذه الاشكاليات، وذلك بسبب الساعات القليلة المخصصة للتربية الفنية في المناهج التعليمية، وتقييده بالمستويات الابتدائية والمتوسطة، بالإضافة إلى نقص الأطر (كالمعلمين والمفتشين). و إن صعوبة الولوج إلى الممارسات الفنية كهواة على الخصوص، والممارسات الثقافة بصفة عامة، يساهم في توسيع الفوارق ما بين الفن والجمهور، منذ سن مبكرة. كما تعد زيارة الشباب والأطفال الى المتاحف والمسارح ودور السينما وصالات العرض والمعارض والمكتبات / المراكز الإعلامية ضئيلة جدا ان لم تكن منعدمة. تزداد الوضعية تفاقما عند وصول هؤلاء الأطفال الى سن الرشد. ويجب الإشارة الى ان هذه الوضعية يعيشها على وجه الخصوص التلاميذ المنتمون الى التعليم العمومي والذي ترتاده الطبقات الفقيرة. بينما تستطيع الطبقة الميسورة الولوج إلى التعليم الخاص أو الحصص الفنية (كالموسيقى، المسرح، الرقص والفنون البصرية وما إلى ذلك) مما يساعد على توسيع الفجوة بين المواطنين، الشيء الذي يؤدي إلى عدم الانصاف والتفرقة المجتمعية.

32,3%

من الأمية (2014)[29]

41,9% نساء	**22,1%** رجال
22,2% من ساكنة المدن	**47,7%** من ساكنة العالم القروي

22%

فقط من الطلاب الملتحقين بالتعليم الثانوي استفادوا من حصة لمدة ساعة في الأسبوع من الرسم أو الموسيقى (السنة الدراسية 2015)[30]

12,2%

نسبة التوقف في المرحلة الابتدائية بالنسبة للبنات[30]

2,9%

نسبة التوقف عن الدراسة في المدارس الثانوية

3.2٪ في 2014[30]

533 292

طالبًا مسجلين في السنة الأولى والثانية من التعليم الثانوي

0,17%

مسجلين في شعبة الفنون التشكيلية في عام 2014[31]

2

عدد التكوينات الخاصة بأساتذة التربية الموسيقية[32]

المركز التربوي الإقليمي بالرباط (تم تأسيسه في عام 1977)	الاجازة المهنية في تدريس التربية الموسيقية بالرباط (منذ سنة 2018)

5. سلسلة القيم

البنيات التحتية / جرد artmap.ma [26]

~ 50%

من المؤسسات (الجمعيات، النقابات، المؤسسات العمومية والخاصة) و كذا أماكن الابداع والتكوين والنشر على الموقع الإلكتروني artmap.ma تتواجد على محور طنجة-الرباط-سلا-القنيطرة-الدار البيضاء-مراكش

4100

من بيانات على artmap.ma منها

12,4% الفنون التشكيلية	12,7% السينما	14,2% الموسيقى	31,6% الكتاب، النشر وقطاع القراءة العمومية
9% المسرح		<1% الرقص والسيرك وفنون الشارع	

116 836

عدد الجمعيات بالمغرب (2014)[27]

0,15% معترف بها ذات مصلحة عامة	18,54% للرياضة والترفيه	6,94% مخصصة للفنون والثقافة

421

فضاءات السينما في artmap

16 آخرون	16 فضاءات التكوين	152 فضاءات النشر	389 فضاءات الإبداع

118

معرضًا مخصصًا للفنون التشكيلي[28]

95 معرضًا بفضل المبادرات الخاصة	23 صالة عرض تديرها وزارة الثقافة

=

التوزيع غير المتساوي للأدوار[28]

40% مشاركة النساء في مجال الفنون التشكيلية	6% مشاركة النساء في مجال السينما

وفقًا للبيانات التي قدمتها الخارطة الثقافية www.artmap.ma، فإن المراكز الثقافية مخصصة بشكل كبير للنشر و / أو الابداع، في حين أن مراكز التكوين تكون أقل عددًا. من جهة أخرى، فإن الضعف المالي والتقني وللموارد البشرية للبنية التحتية والمرافق الثقافية العمومية المتاحة -لا سيما تلك التابعة للجماعات الترابية –يشكل ضعفا "هيكليا". العديد منها غير نشطة ولا تستند على برنامج منتظم. والقليل من الهياكل العمومية تعمل بشكل جيد وتساهم في العمل الثقافي على المستوى الاقليمي (مثل دار الثقافة في مدينة الحاجب، مركز سوس ماسة للتنمية)، وتشكل استثناءات بفضل ديناميكية شخص واحد فقط، أو إرادة سياسية حقيقية للممثلين المنتخبين بالرغم من الموارد البشرية والمالية المحدودة. ومع ذلك فهي لا تعوض عن عدم وجود مشروع ثقافي مهيكل للقطاع. وتقوم العديد من المبادرات المستقلة أو الخاصة بتنظيم تظاهرات فنية وثقافية (تنشيط المراكز الثقافية، إقامة الحاضنات، تنظيم المهرجانات، التكوين، التظاهرات الفنية المادية أو الرقمية، إلخ). وغالبا ما تكون هذه الفعاليات محدودة جغرافيا بالمراكز الحضرية الكبيرة وتواجه تحدي الاستدامة والانتظام. ومع ذلك، فإن وجودها يسمح بالحفاظ على ديناميكية ثقافية وفنية معينة، والتي تكافح من أجل الإستمرار.

4. الإطار القانوني



الدستور

• التنوع الثقافي واللغوي (الديباجة، المادة 5) ؛ حرية الفكر والرأي والتعبير (المادة 25)

الاتفاقيات الدولية

• اتفاقية اليونسكو لعام 2005 لحماية وتعزيز تنوع أشكال التعبير الثقافي (صودق عليها في يونيو 2013)
• اتفاقية اليونسكو لعام 2003 بشأن حماية التراث الثقافي غير المادي (صودق عليها في يوليوز 2006)



قانون الفنان[20]

• يحدد فئات الفنانين والمهن الفنية وظروف ممارسة هذه المهن؛ ويحدد دور التعاضدية الوطنية للفنانين، طرق ومعايير منح بطاقة الفنان والبطاقة المهنية للفنيين والإداريين.



حقوق النشر[21]

• إنشاء المكتب الوطني لحقوق المؤلفين بموجب المرسوم الصادر في 8 مارس 1965، وذلك لضمان حقوق المؤلفين وحقوق النشر بالإضافة الى مهام أخرى.
ضم المكتب الوطني لحقوق المؤلفين نهاية سنة 2015[22] : 1826مستفيداً، منهم 1304 في الموسيقى و 287 في المسرح و235 في الأدب؛ ما مجموعه 33461 تحفة، و تم توزيع حوالي 5 ملايين درهم على الفنانين.



التراث

تم وضع ثلاث مشاريع قانونية من قبل الوزير الصبيحي والمتعلقة بالتراث الثقافي لدى الأمانة العامة للحكومة - 3 يونيو 2013:
- مشروع قانون يشكل الميثاق الوطني للمحافظة على التراث وحمايته
- مشروع إعادة صياغة القانون 22.80 (25 ديسمبر 1980) بشأن حماية وصون و تثمين التراث الثقافي
- القانون المتعلق بالكنوز البشرية الحية



أحكام قانونية أخرى

• لا يوجد وضع قانوني محدد للفاعلين/المؤسسات الثقافية (الجمعيات أو التعاونيات، والشركات ذات المسؤولية المحدودة أو المجهولة)، والتي تخضع للنظام الضريبي الخاص بالمؤسسات الأخرى، بما في ذلك رسوم الضمان الاجتماعي.
• تعتبر المقاولة الذاتية متاحة لأي شخص يمارس أي نشاط صناعي أو تجاري أو رياضي أو حرفي فردي وكذا مزودي الخدمات والتي لا يتعدى رقم أعمالها السنوي 500.000 درهم و200.000 درهم على التوالي[23].
• يعفى المقاولون الذاتيون، التعاونيات و الخدمات غير التجارية التي تقدمها جمعيات ذات منفعة عامة من ضريبة القيمة المضافة، مع تخفيض معدل 10 ٪ للأعمال الفنية منذ سنة 2015[24].
• فيما يخص الرعاية، فلا يوجد قانون يشجع على وجه الخصوص التبرعات الخاصة بالثقافة، والفنون إلا إذا تعلق الامر بالجمعيات ذات منفعة عامة ذات أهداف خيرية في المجالات العلمية، الثقافية، الأدبية، التعليمية، الرياضية بالإضافة الى التدريس والصحة[25].



الوزارات الأخرى

ونظرا لطابعها الشمولي فمسألة الثقافة تقع ضمن اختصاص العديد من الإدارات الحكومية الأخرى وذلك على المستوى المركزي، على وجه الخصوص وزارة التربية الوطنية، ووزارة الأوقاف والشؤون الإسلامية، الشباب والرياضة، السياحة، الحرف والشؤون الاجتماعية، الشؤون الخارجية والتعاون، إلخ. رغم قلة التنسيق بين الإدارات.



الجماعات الترابية[16]

قام المغرب مند سنة 2016 بسن قوانين جديدة تحدد إختصاصات المجالس الجهوية والإقليمية و الجماعية، والمتعلقة بالثقافة عل وجه الخصوص"[17]. يمكن أن تكون هذه الإختصاصات إما ذاتية، منقولة أو مشتركة مع الدولة. كما أن أساليب التعاون والتنسيق بين الأقاليم والجهات وبين الحكومة ليست دقيقة للغاية.



التعاون الدولي

وتتمثل في الجهات الفاعلة الغير المغربية كالسفارات، والمعاهد الثقافية الأجنبية، والمؤسسات، والاتحاد الأوروبي واليونسكو والتي تقدم أيضا الدعم المالي لقطاع الثقافة بالمغرب.



الدعم والرعاية

وعلى الرغم من عدم وجود قانون لدعم الثقافة، تلتزم العديد من الجهات الراعية بالإشراف وتنفيذ الفعاليات الثقافية والفنية في المغرب كالمقاولات الكبرى والشركات المغربية (سواء شركات الاتصالات والبنوك والمجموعات الصناعية، مطورو العقارات، الشركات القابضة ...) وكذا المؤسسات الخيرية لبعض الشركات والتي تخصصت في المجال الفني. ولا توجد أرقام دقيقة حول المبلغ الإجمالي للتمويل الممنوح من طرفها.



المؤسسات الثقافية ومؤسسات أخرى

• **المؤسسة الوطنية للمتاحف[18] :** مؤسسة غير ربحية ذات شخصية قانونية واستقلالية مالية، تم إنشاؤها في عام 2011 و تقوم هذه المؤسسة، باسم الحكومة، بإدارة 13 متحفا وطنيا. وذلك لتعزيز النهوض بتراث المتاحف الوطنية، بتعزيز حكامة المتاحف.

• **مجلس الجالية المغربية بالخارج :** مؤسسة وطنية استشارية تأسست سنة 2000، وتتلخص مهامها في "تكثيف العمل الثقافي في اطار الهجرة، وذلك من خلال دعم العديد من الأنشطة الثقافية والفنية داخل المغرب وخارجه"

• **المجلس الوطني لحقوق الإنسان :** المؤسسة الوطنية المسؤولة عن تعزيز وحماية حقوق الإنسان في المغرب. تأسست في مارس 2011، وتشارك في القطاع الثقافي من خلال دعم المبادرات، بما في ذلك تلك التي لها أبعاد تختص ب «حقوق الإنسان» (الحقوق الثقافية و التراث و الارشيف...)

• **المبادرة الوطنية للتنمية البشرية :** والتي أطلقت سنة 2005 من طرف الملك محمد السادس. وتعتبر مبادرة التنمية البشرية برنامجا للدولة يقضي بمكافحة الفقر والاستبعاد الاجتماعي و الهشاشة في المناطق القروية والحضرية، ويشمل أيضا دعم الأنشطة الاجتماعية والثقافية والرياضية. بلغت الميزانية الإجمالية للبرنامج 17 مليار درهم للفترة 2011-2015 مقابل 10 مليار درهم للفترة 2006-2010. وقد بلغ الاستثمار في قطاع "الثقافة والدين" 426.128.243 درهم[19].



المساهمة الملكية

يمنح الملك دعما ماليا شخصيا ومباشرا لبعض الفعاليات الفنية. وتساهم مؤسسة محمد الخامس للتضامن (والتي أنشأت سنة 1999 ويترأسها الملك) في مساعدة وتمويل المشاريع الاجتماعية والتعليمية والثقافية، وتشمل بناء بنيات تحتية والتي تشتمل بعض منها مرافق ثقافية وفنية.

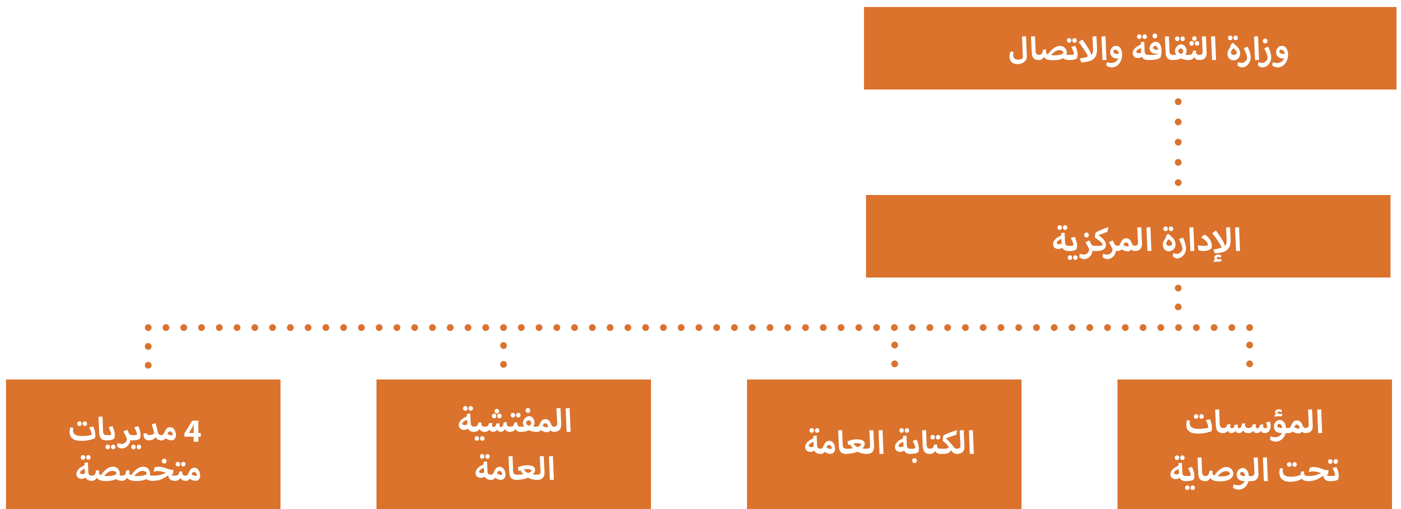
دور المجتمع المدني

لطالما لعب المجتمع المدني المغربي دوراً مهماً في العمل الثقافي وترويج الإبداع الفني والأدبي لأسباب مختلفة. بعد الاستقلال، ساهم العديد من الفنانين وإئتلافات والجمعيات المدنية في الجدل السياسي في الستينيات وأقاموا حركات ثقافية أرادت أن تكون تقدمية ومعارضة. في تسعينيات القرن الماضي، ومع التناوب السياسي، ووصول اليسار إلى السلطة وبداية عصر التحول الديمقراطي، أنتجت حركة "النايضة" جيلًا جديدًا من الفنانين الذين تألقوا من خلال موسيقاهم ومسرحهم ورقصهم وإبداعاتهم البلاستيكية والأدبية ... وموازاة مع تحرر وسائل الإعلام والرأي العام. وأسفر التراجع الذي عرفته حركة «النايضة» وكذا حرية التعبير عن ولادة حركة 20 فبراير 2011، في سياق «الربيع العربي» والتي سمحت بظهور العديد من المبادرات التي يحملها الشباب للتعبير عن الرغبة في الولوج الحر للفضاء العام واستخدام الرقمي والإنترنت. ومن المسلم به أن عمل المجتمع المدني والحركات الاجتماعية والثقافية المستقلة والبديلة محدود، ويتم أحيانا استغلاله أو يعتبر هشا سياسيا. يبقى هذا الفعل ضروريا لعملية الترافع من أجل سياسات عامة للثقافة فعالة تستجيب لاحتياجات وتوقعات المواطنين والمهنيين، وكذلك تقييمهم.

الخدمات اللامركزية [15]

جهة طنجة تطوان الحسيمة	الادارة الاقليمية بتطوان
	الادارة الاقليمية بالحسيمة
الجهة الشرقية	الإدارة الإقليمية بفيڭيك
جهة فاس مكناس	الادارة الاقليمية بمكناس
	الادارة الاقليمية بتازة
جهة بني ملال الخنيفرة	الادارة الاقليمية بخريبڭة
جهة درعة تافيلالت	الادارة الاقليمية بورزازات
جهة سوس ماسة	الادارة الاقليمية بتزنيت
	الادارة الاقليمية بتارودانت
جهة الرباط سلا القنيطرة	الادارة الاقليمية بالقنيطرة
جهة مراكش أسفي	الادارة الاقليمية بآسفي
	الادارة الاقليمية بالصويرة
جهة الدار البيضاء سطات	الادارة الاقليمية بسطات
	الادارة الاقليمية بالجديدة
جهة ڭلميم واد نون	
جهة الداخلة وادي الذهب	
جهة العيون الساقية الحمراء	الادارة الاقليمية بالسمارة

3. الحكامة والتمويل



(مؤسسات عامة ذات استقلالية مالية)

قسم الثقافة[11]

المؤسسات الثقافية الوطنية : المكتبة الوطنية للمملكة المغربية في الرباط (الميزانية السنوية : 50 مليون درهم) مسرح محمد الخامس بالرباط (الميزانية السنوية : 15.6 مليون درهم)، أرشيف المغرب (الميزانية السنوية: 12 مليون درهم)

معاهد التكوين : المعهد الوطني للفنون الجميلة بتطوان (الميزانية السنوية: 1.5 مليون درهم)، المعهد الوطني لعلوم الآثار والتراث الرباط (الميزانية السنوية: 2 مليون درهم) والمعهد العالي للفنون المسرحية و التنشيط الثقافي (الميزانية السنوية: 2.2 مليون درهم)

التظاهرات الثقافية : كتنظيم 22 مهرجانا ل "الفنون والتراث".[14]

قسم الاتصال

- المكتب المغربي لحقوق المؤلفين في الرباط
- المركز السينمائي المغربي
- وكالة المغرب العربي للأنباء
- الشركة الوطنية للإذاعة والتلفزة
- شركة الدراسات والمنشآت السمعية البصرية
- معاهد التكوين: المعهد العالي للإعلام والاتصال و المعهد العالي للمهن السمعية البصرية

مهمة وزارة الثقافة والاتصال :

إعداد وتنفيذ سياسة الحكومة المتعلقة بالتراث والتنمية الثقافية والفنية[12].

مهمة الكتابة العامة :

يقوم الكاتب العام بناء على تعليمات الوزير بجميع المهام المرتبطة بالدراسة والتخطيط، ينوب عن الوزير في العلاقات مع الإدارات العامة ومع المتعاملين مع الإدارة، يمثل الوزير في جميع الاجتماعات المتعلقة بأعمال الوزارة ويساعده في ممارسة وصاية الوزارة على الهيئات المعهود إليها بالوصاية عليها. يتولى الكاتب العام، في نطاق المهام المسندة إلى الوزارة، مراقبة أعمال المديريات والأقسام والمصالح التابعة للوزارة وتنسيق تنشيط أعمالها.[13]

مهمة المفتشية العامة :

إطلاع الوزير على سير المصالح المركزية واللاممركزة وبحث كل طلب يعهد به إليها والقيام بناء على تعليماته بجميع أعمال التفتيش والبحث والدراسة.

مهمة 4 إدارات متخصصة :

التراث الثقافي (المادي وغير المادي)، الفنون (الموسيقى، المسرح، فنون الرقص، الفنون التشكيلية والفنون الشعبية، المهرجانات)، الكتاب والخزانات والمحفوظات، الشؤون الإدارية والمالية.

تطور ميزانية الثقافة بين 2012 و 2016
(بملايين الدراهم)[7]

	2012	2013	2014	2015	2016	معدل التطور 2012 - 2016
معدات ومصروفات متنوعة	139,4	151,9	152	182	182	+30,56%
تكاليف الموظفين	199,5	202,3	209,4	215,6	209,2	+4,83%
الاستثمار	235	216,7	180	230	300	+27,66%
الصندوق الوطني للعمل الثقافي	20	20	20	20	20	0
المجموع	**539,9**	**591**	**561,4**	**647,6**	**711,2**	**+19,74%**

لا زالت حصة الثقافة المخصصة من قبل الحكومة المغربية تمثل أقل من 1٪ من الميزانية الموصى بها من قبل اليونسكو، أي 0.23٪ من إجمالي ميزانية الدولة سنة 2012 (الاستثمار والتشغيل) و0.22٪ سنة 2016. ومع إضافة وزارة الاتصال سنة 2017، تمثل ميزانية الوزارة بالكاد 0.95٪ من الميزانية المخصصة.[8]
ومن المتوقع ان تصل الميزانية الى مبلغ 736.868.000 درهم سنة 2018، مقابل 723 مليون درهم و98.000 درهم السنة الماضية، وذلك بزيادة قدرها 1.90٪ .[9] سيتم رفع ميزانية قطاع الاتصال لنفس السنة الى1.689.433.000 درهم.

بلغ حجم الدعم سنة 2018 ما يقدر ب 24.22 مليون درهم موزعة على الشكل التالي[10]:
• الجمعيات والتظاهرات الثقافية والفنية (206 مشروعاً): 7.9 مليون درهم
• قطاع الكتاب والنشر (552 مشروعاً): 9 مليون درهم
• المسرح (45 مشروع): 3.220 مليون درهم
• الفنون البصرية والتشكيلية (39 مشروعاً): 1.917مليون درهم
• الموسيقى وفنون الرقص (23 مشروعاً): 2.183 مليون درهم

منذ سنة 2011، بدأ القطاع الثقافي يعرف غليانا من جديد: فاعلون ثقافيون وفنانون جدد، وفتح أماكن ومساحات جديدة، وعروض أكثر انتظامًا في الفضاء العام، واستخدام الإنترنت والشبكات الاجتماعية في الإبداع الفني وشبكات التواصل الثقافية، وإنشاء صندوق للتنقل للفاعلين الثقافيين المغاربة، وتنظيم سوق للموسيقى في أفريقيا والشرق الأوسط، وإطلاق الحاضنات من أجل ريادة الأعمال الاجتماعية والثقافية، والدينامية الإقليمية، إلخ. وهذا، على الرغم من البيئة غير المواتية لظهور مشهد فني حقيقي، وفي غياب «الخدمة العمومية للثقافة» التي تعزز تعليم الفنون والوساطة الثقافية، وتكوين المهنيين (الفنانين والتقنيين والإداريين والمهن الثقافية الأخرى) و الحكامة الرشيدة والإدارة الفعالة للمنشآت الثقافية والشفافية والتنسيق بين الجهات الفاعلة (المركزية مقابل الجهة، وزارة الثقافة مقابل الوزارات الأخرى)، وحرية الإبداع وتسهيل ولوج الفنانين إلى الفضاء العام.

منذ إصدار الدستور في يوليوز 2011، شهد المغرب حكومتين متعاقبتين، بقيادة حزب العدالة والتنمية (حزب إسلامي "معتدل")، وذلك بقيادة السيد عبد الإله بنكيران (2016-2012) والسيد سعد الدين العثماني (منذ أبريل 2017). اضطر حزب العدالة والتنمية إلى اللجوء إلى تحالف في الحالتين، بالائتلاف مع الحركات الحزبية المختلفة، وبالتحديد حزب التقدم والاشتراكية، التجمع الوطني للأحرار، الحركة الشعبية والاتحاد الدستوري والاتحاد الاشتراكي للقوات الشعبية.

تظل الثقافة والتنمية الثقافية جزءا من الإختصاصات الدستورية للدولة، ومؤخرا أضحت من مهام الجماعات الترابية[5]. عُهد بالحقيبة الوزارية للثقافة إلى السيد محمد أمين الصبيحي منذ نونبر 2011 إلى أبريل 2017. تميزت مهامه بخلق سياسة ثقافية في 5 محاور تحت عنوان "الاستراتيجية الثقافية لمغرب 2020" :

- القرب الإقليمي والاجتماعي
- دعم المبدعين والإبداع
- صيانة وحماية وتعزيز التراث الثقافي
- الدبلوماسية الثقافية والتعاون الدولي
- التسيير السليم لإدارة الشؤون الثقافية

عرف التقييم الذي وضعه السيد الوزير الصبيحي منذ البداية قيودا وعجزا ظلت تواجهها الوزارة وتتمثل في «أدوات التدخل والإدارة المتقادمة والبنية التحتية الثقافية الغير الكافية والميزانية غير الكافية وقلة الموارد البشرية وضعف التنسيق بين الجهات المعنية بالقطاع الثقافي»[6]. ومع ذلك، فإن لهذه الفترة الوزارية جوانب إيجابية فيما يتعلق بمحاورها الخمسة لسياستها الثقافية: تطوير المعدات والعرض الثقافي، تقديم برامج لدعم وإنشاء الجمعيات والتظاهرات الثقافية (بميزانية 65 مليون درهم لسنة 2016)، مقترح قانون لخلق رؤية أكثر إبداعا لبرنامج "تراث 2020"، تطور ميزانية الثقافة بنسبة 20٪ وذلك بين 2012 و 2016، اعتماد قانون جديد حول وضعية الفنانين، ونشر مجلة الإحصاءات الثقافية وبعض قوائم الجرد (المسارح والمكتبات...).

ولقد خلفه السيد محمد لعرج، دكتور في القانون وعضو حزب الحركة الشعبية وذلك عقب الانتخابات التشريعية التي أقيمت في أكتوبر 2016. وقد عرفت الوزارة فترة جمود إداري وذلك بعد تنسيق التعليمات بين الوزيرين الصبيحي والعرج في أبريل 2017، حيث أعلن المجلس الأعلى للحسابات (2015-2013) عن وجود قصور على مستوى إدارة الوزارة لاسيما فيما يتعلق بالمنح الممنوحة. وقد أدى هذا الجمود إلى توقف برامج دعم الإبداع وعدم صرف المنح المصادق عليها من قبل من قبل الوزارة السابقة. وبعد مضي أكثر من سنة من التفويض وإلى يومنا هذا، لم تحدد الوزارة بعد أية سياسة ثقافية.

1. المغرب بالأرقام



شمال
افريقيا



710 850 km²
المساحة



123ème
من أصل 188 دولة
(مؤشر التنمية
البشرية 0.667)



33 848 242
نسمة (2014)[1] منهم
34,1%
من الشباب
(بين 15 و 34 سنة)
60,3%
في المناطق الحضرية



اللغات الرسمية :
العربية والأمازيغية
(منذ 2011)



النظام السياسي :
ملكية دستورية ديمقراطية
وبرلمانية واجتماعية[2]



1 063
مليار درهم من الناتج الداخلي
الإجمالي[3] (2017)



الدين الرسمي للدولة :
الإسلام (المذهب المالكي)
و التصوف السني)

2. السياق السياسي والثقافي المعاصر

عهدت إدارة الشؤون الثقافية في المغرب بعد الاستقلال إلى مختلف الوزارات الحكومية (التعليم، التعليم العالي، الشباب والرياضة، الأوقاف والشؤون الإسلامية، الفنون الجميلة، السياحة، وحتى الاعلام)، قبل اسنادها الى وزارة متخصصة سنة 1974[4]، ثم دمجها في نهاية المطاف، بوزارة الاتصال سنة 2017.

على الرغم من تنوع وغنى التراث الثقافي المغربي، إن الرؤية الثقافية تحت الحماية الفرنسية وبعد الاستقلال كانت بمفهوم «الثقافة الفولكلورية»، وهي أساسًا لغرض التواصل السياسي. وقد تم تثبيط جميع أنواع الابتكار والخلق المعاصرين، وخاصة الثوري، وفرضت عليه جميع أنواع الرقابة والحظر، خاصة خلال سنوات الرصاص حيث شاهدنا ظهور حركات احتجاجية ثقافية، في معارضة للنظام وغالبا ما كانت منفية.

مع تداول السلطة السياسية في التسعينيات، ولدت حركة ثقافية معاصرة بديلة - النايضة - كشفت عن مواهب ناشئة في الموسيقى، والمسرح، والرقص، والفنون البصرية، والفنون الحضرية ... المصاحبة لظهور الصحافة المستقلة، الحرة نسبيا والمتنوعة. بعد عقد من النشوة، واجهت «النايضة»، مثل الصحافة، قيودًا على حريتها، والعودة إلى مناخ تقليص مجال الحريات.

لمحة عن القطاع الثقافي بالمغرب

دنيا بنسليمان و فيلين كيمير

1. المغرب بالأرقام
2. السياق السياسي والثقافي المعاصر
3. الحكامة والتمويل
4. الإطار القانوني
5. سلسلة القيم
6. الممارسات الثقافية
7. الصناعات الإبداعية

تهدف هذه النسخة الثالثة من الملتقى العام حول الثقافة، إلى أن تكون مرحلة في صياغة سياسات ثقافية محلية و جهوية، أقرب إلى الجمهور، تراعي الخصوصيات الترابية وكذا التنوع الثقافي في بلادنا. فهذا القرب ضروري لكي يكون الفعل الثقافي أداة حقيقية و لا غنى عنها من أجل التنمية البشرية والاجتماعية والاقتصادية.

تواصل جذور طرح الثقافة كجزء من الحل لتحقيق تنمية عادلة، منصفة وذكية، بتقييم السياسات العمومية للثقافة، و تجميع الانتقادات والمقترحات من طرف الهواة والمحترفين، وكذلك عبر خطاب المستعملين وعموم الناس.

للأسف، فالحال يظل كما هو عليه، منذ النسخة الأولى من الملتقى العام حول الثقافة بالمغرب (2014)، من خلال إعتماد سياسة ثقافية مركزية لا تأخذ بعين الاعتبار الجمهور و لا أهداف مرافقة المواطنين والمجتمع عبر سياسات ثقافية تساعد على هيكلة الفرد، و الحوار و الفضاء العام. إن الهدف المؤسساتي، الغير معلن بوضوح، يبقى بشكل شبه حصري هو الاتصال والصورة والدبلوماسية الثقافية.

و قد تطورت مواضيع الملتقى العام حول الثقافة وفقًا للاحتياجات والجمهور المستهدف. لقد بدأنا بجرد خرائطي لمكونات القطاع www.artmap.ma، دراسات قطاعية تهم 18 تخصصًا فنيًا، ودراسات عرضانية حول إدارة الثقافة، وتمويلها، والتكوين...أما النسخة الثانية (المصنع الثقافي بالمجازر القديمة بالدار البيضاء الباطوار، 2016)، خصصت للجمهور من خلال "البحث الميداني حول الممارسات الثقافية للمغاربة" الذي أنجزته جذور سنة 2016. وتقترح هذه النسخة الثالثة التطرق لسياق القانون الجديد حول "الجهوية المتقدمة" للمساهمة في جعلها أكثر فعالية وقريبة من توقعات المواطنين. وسيتم اختبار نوايا الجهات والجماعات الترابية فيما يخص الفعل الثقافي المحلي، من خلال تحليل مخططات التنمية الجهوية ال12 و تقديم نتائج جولة «الملتقيات الثقافية الجهوية» التي نظمتها جذور خلال سنة 2018 كجزء من الموسم السادس من "أربعاء جذور".

بالإضافة إلى الاستمرار في تقييم ما يتم القيام به، من خلال تحليل الإطار القانوني للثقافة في المغرب، وتوصيل خطاب الأشخاص (السكان والمستعملين والهواة والمحترفين)، فإن الأمر يتعلق دائمًا باقتراح طرق للعمل ومقارنات دولية و توصيات من أجل سياسات تضع الثقافة في صميم السياسات العمومية للتنمية في بلادنا. وبالتالي ملء النقص الواضح في المشاورات من جانب المؤسسات العمومية، وفرض مكانة الثقافة كحل لتنمية مهيكلة ومستدامة ، يعتمدها المغاربة.

لا يزال الملتقى العام حول الثقافة في المغرب مثالا نادرا لمبادرة من المجتمع المدني، من أجل تنظيم التقييم والمقترحات لصناع القرار، من القطاع العام والخاص، من أجل سياسات ثقافية فعالة، عادلة ومفيدة. كما أن جذور تقوم بدعم العديد من المنظمات الإفريقية و الشرق أوسطية، لكي تتبع نفس منهجية العمل، حيث أن احتياجاتها متشابهة من ضرورة تحديد حالة القطاع الثقافي، و صياغة أدوات لمساعدة أصحاب القرار على تطوير سياسات ثقافية مفيدة لتنمية قارتنا ومنطقتنا.■

1

مقدمة

عادل السعداني

شكر

تشكر جذور جميع المؤسسات و الأشخاص الذين ساهموا من قريب أو من بعيد في تحضير هذه النسخة الثالثة من الملتقى العام حول الثقافة بالمغرب، خاصة شركائها بالجهات :

أشبال المغرب الثقافية والفنية (وجدة)
جمعية تيزنيت للثقافات الحضرية (تيزنيت)
وان دريم (آسفي)
أوركيد (بني ملال)
تاماينوت (تنغير / ݣلميم)
تازغرت (أزرو)
ونيبيك (العيون)
ورشة قيسارية (طنجة)

كما تتقدم جذور بالشكر للمتدخلات و المتدخلين الذين أغنو النقاش، وللفضاءات الثقافية التي استقبلتها :

الخزانة الجهوية (آسفي)
المركز الثقافي الافريقي (الرباط)
المركز الثقافي (آزرو)
المركب الثقافي الأشجار (بني ملال)
المركب السوسيو ثقافي المرز (تيزنيت)
المديرية الجهوية لوزارة الثقافة والاتصال (الدار البيضاء)
فضاء تبادل (طنجة)
مؤسسة مولاي سليمان (وجدة)
دار الثقافة أم السعد (العيون)

فهرس

نص : المهدي أزدام
دنيا بنسليمان
عادل السعداني
رجاء الصغيري
فيلين كيمير
محمد السموني
إعادة القراءة : كيتري بيرشون
محمد السموني
ترجمة : هدى بوطايب
مكتب الترجمة بوطايب
تصميم : رجاء حمادي
طبع : ماروك أمبريسيون

عن جذور

جذور منظمة مغربية غير هادفة للربح تدعو إلى دمج الثقافة في السياسات الثقافية العمومية، البشرية، الإجتماعية والإقتصادية. أسست جذور بإرادة فاعلين ثقافيين مغاربة، مقتنعين بأن إشكالية الثقافة مشتركة ما بين الدول الأفريقية والعربية : ضعف انخراط الدولة في السياسات الثقافية، تجاهل كون الثقافة حق من حقوق الإنسان، ضعف الصناعات الإبداعية، عدم حماية حقوق الفنانين بشكل كاف وقلة التكوينات المناسبة في مهن الثقافة...
و تتمحور مشاريع جذور حول السياسات الثقافية (البحث، المرافعة وقواعد البيانات) والفنون والثقافة من أجل التغيير الإجتماعي، ريادة الأعمال، التكوين وتقوية القدرات، حرية التعبير الفني و حقوق وقانون الفنان...

للإتصال
info@racines.ma
+212 522 47 63 35
www.racines.ma | www.artmap.ma
www.pratiquesculturelles.ma | www.marsad-observatory.org

أكتوبر، 2018

جذور تشكر شريكيها اللذين ساهما في إنجاز هذا المنشور


OPEN SOCIETY
FOUNDATIONS


Ambassade de Norvège



الملتقى العام حول
الثقافة بالمغرب

الدورة الثالثة

السياسات الثقافية بالجهات